

• juillet 1993 • n°

**IMPRECOR**  
PRIX : 35 F F / 7 F S / 150 F B.

*Allemagne :*

**Meurtres en série**

*Etat espagnol :*

**Microclimat ibérique ?**

*Uruguay :*

**Interview d'un Tupamaros**

*Dossier :*

**Voyage au pays de Clinton**

# SOMMAIRE

3

**BRESIL**

Une conférence historique  
*Alfonso MORO*

Une option de gauche  
*José CORREA*

5

**EUROPE**

La conférence de Paris  
*Claude GABRIEL*

7

**ETAT ESPAGNOL**

L'exception et la règle  
*Miguel ROMERO*

10

**BELGIQUE**

Maastricht contre la Belgique  
*Alain TONDEUR*

14

**ALLEMAGNE**

Meurtres en série  
*David MÜLLER et Björn MERTENS*

## DOSSIER ETATS-UNIS

17

Qualification et concurrence  
*Kim MOODY*

22

Clinton n'est pas Roosevelt  
*Dianne FEELEY*

25

Los Angeles, ville sinistrée  
*Evelyn SELL*

28

Une conférence pas comme les autres  
*Franck LOVELL*

32

**URUGUAY**

Gouverner ou transformer ?  
*Interview de Julio MARENALES*

36

**NOUVELLES DU MONDE**  
*MEXIQUE — BOSNIE — TIMOR*

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

*Chères lectrices, chers lecteurs*

*Le numéro d'Inprecor que vous avez entre les mains est le dernier avant la pause de l'été. En effet, notre revue ne paraîtra pas fin juillet, par contre vous pourrez retrouver dès le début du mois de septembre.*

*Les derniers numéros de notre revue sont toujours disponibles, nous vous rappelons le contenu de leurs dossiers :*

✓ février 1993 (n° 366) : *L'intégrisme islamique en Palestine*

✓ mars 1993 (n° 367) : *Europe de l'Est, le mirage du marché*

✓ avril et mai 1993 (n° 368 et 369) : *L'économie au point mort*

✓ juin 1993 (n° 370) :

*Europe, quelle alternative ?*

*Si vous ne les avez pas encore, vous pouvez les commander. Nous vous encourageons toujours vivement à vous abonner et à abonner vos amis.*

*La rédaction*



Revue mensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVE Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-  
Communication) Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France  
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte  
Commission paritaire  
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél. : 45 32 06 23

## ABONNEMENT (11 numéros par an)

**France - DOM-TOM - Europe**  
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

**Afrique du Nord - Moyen-Orient**  
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

**Afrique - Amériques - Asie**  
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

**Pli fermé**  
France - Europe : 250 FF pour six mois.  
500 FF pour un an.

**Autres continents** : nous écrire.

**Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECT", à adresser à Inprecor, BP 57, 93100 Montreuil CEDEX, France.**



**Abonnement**  **Réabonnement**   
**Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)**

*Nom -Prénom* : .....

*Rue* : .....

*Commune / Code postal* : .....

*Ville* : .....

*Pays* : .....

# Une conférence historique

**La 8<sup>ème</sup> conférence nationale du Parti des travailleurs (PT), qui s'est tenue du 11 au 13 juin, a confirmé l'ascendant des positions de gauche au sein du parti, ainsi qu'une unité plus affirmée de ses militants, deux aspects importants quand on sait que la presse brésilienne et internationale prévoyait des résultats fort différents.**

## Alfonso MORO

**L**es conclusions de la conférence, qui ratifient une orientation explicitement classiste, démocratique et populaire pour le parti, et un accord sur des luttes pour des réformes à caractère anti-monopoles, anti-impérialiste et contre les grands propriétaires terriens, sont à mettre à l'actif de l'expérience accumulée depuis le 1er congrès du parti en décembre 1991, ainsi que de l'arsenal programmatique élaboré, non sans conflits et tensions, en 14 ans d'existence.

Entre ce congrès et la 8<sup>ème</sup> conférence, le Brésil a vu se succéder la chute de Collor, les élections municipales et fédérales fin 92, l'accentuation de la crise et économique du gouvernement Itamar, et des personnes comme l'ex-maire de São Paulo, Luiza Erundina ont décidé de participer à la nouvelle administration fédérale, avec l'idée d'aller de l'avant par les alliances de "centre-gauche" proposées par les secteurs les plus conservateurs du parti.

Entre cette toile de fond et la perspective des élections de 1994, les travaux de la rencontre, comme la discussion préparatoire qui l'a précédée, se devaient de tirer le bilan de la ligne du parti, de trouver des alternatives aux impasses de la direction et de progresser dans le sens d'une stratégie qui pourrait éventuellement mener le PT au gouvernement. L'option adoptée à la majorité des 518 délégués, qui se regroupent derrière la thèse "Une

option de gauche" (fruit d'une fusion de quatre thèses initiales : celle de l'Articulation-Heure de vérité, celle de Démocratie socialiste, celle du responsable de la fraction parlementaire à la chambre des députés, Vladimir Pereira et celle de Versant socialiste) synthétise les aspirations de la base pétiste à consolider un projet permettant au parti de conquérir l'hégémonie sociale et politique dans la population.

Cet objectif implique de préciser très précisément la politique d'alliances, le type de mobilisations sociales à impulser dès aujourd'hui, le rôle du parti et surtout le schéma de gouvernement qu'on se propose de diriger. A ce sujet, il faut se souvenir que le premier congrès du PT avait déjà adopté une ligne politique favorisant la gauche du parti, mais alors, les forces coïncidant avec cette orientation n'avaient pas la force nécessaire pour la répercuter à l'extérieur. Aujourd'hui, non seulement la pratique de la dernière année et demie sert

à confirmer le bien-fondé de ces positions, mais les changements dans la direction nationale du parti, qui reflète maintenant davantage les rapports de forces réels entre courants, permettent de supposer que beaucoup de tensions et de contradictions accumulées seront dépassées.

Ce sont tous ces aspects, aux multiples traductions en termes stratégiques, qui étaient à l'ordre du jour de la 8<sup>ème</sup> conférence, et c'est pourquoi la gauche latino-américaine tenait à en connaître le dénouement, lequel n'a par contre suscité que de brefs commentaires dans la presse française qui a écrit : « Pour la première fois dans l'histoire du parti fondé en 1979, les groupes radicaux de gauche ont gagné 30 des 82 sièges à la direction du parti, contre 24 pour la tendance modérée de Lula » (*Le Monde*, 16 juin 1993). ★

23 Juin 1993

## une option de gauche

**L'orientation générale de la résolution approuvée par la 8<sup>ème</sup> conférence nationale du Parti des travailleurs (PT), le texte intitulé "Une option de gauche", vise à approfondir et radicaliser la stratégie d'alternative démocratique et populaire, élaborée par le parti lors de sa 5<sup>ème</sup> conférence nationale et présentée comme projet de société par le programme de la candidature Lula en 1989.**

## José CORREA

**C**e texte affirme que « la réalisation de réformes en profondeur dans la société brésilienne implique de briser ou de limiter de façon drastique le pouvoir des groupes dominants.

*Ce processus, de par sa radicalité, est partie prenante d'une révolution démocratique de notre société, en rupture avec les structures de pouvoir actuelles, et qui ouvre la voie à la construction d'une société radicalement différente ».* Elle met en exergue le caractère anti-monopoles, anti-impérialiste et dirigé contre les grands propriétaires terriens des réformes proposées par le PT et la nécessité d'alliances sur la base du programme démocratique et populaire. La résolution est précédée d'un texte autocritique sur l'orientation précédente du parti. Ce texte juge nécessaire de revoir la ligne du parti et d'en renouveler la direction.

Les huit projets de thèses politiques présentés à la conférence ont débouché sur quatre propositions de résolution, celle de "Démocratie radicale" (soutenue par les militants de Projet pour le Brésil) (1), celle

1) "Un projet pour le Brésil" est un ancien secteur de la gauche du PT, qui a effectué depuis un tournant social-démocrate. On peut le considérer comme le plus réformiste du parti.

de l'Articulation-Unité dans la lutte (2), (qui a intégré la majeure partie des signataires de la thèse présentée par le PT du Minas Gerais (3), "Politique pour une nouvelle hégémonie"), Na luta PT (PT dans la lutte), et "Une option de gauche" — fruit de la fusion de quatre projets de thèses, celui de l'Articulation-Heure de vérité, de Démocratie socialiste (4), du courant de Vladimir Pereira et de la tendance Vertente socialista (Orientation socialiste).

Les thèses politiques ont intégré par la suite une grande partie des amendements présentés par "Unité dans la lutte" et par "Na luta PT", vote confirmé par le plénum de la rencontre. Parmi ces amendements, il faut signaler :

▮ la lettre de Brasilia, présentée par "Unité dans la lutte", et amendée sur quatre points par "Na luta PT".

▮ un amendement d'"Unité dans la lutte" sur le mouvement syndical, amendé par un texte présenté au débat par des militants de la thèse "Une option de gauche", qui attribue à l'absence d'orientation syndicale claire un des éléments de l'aggravation de la crise de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et propose la tenue d'une rencontre nationale des militants syndicalistes du PT pour la deuxième moitié de l'année 1993.

▮ un amendement de "Na luta PT" sur la bataille contre la réalisation de la révision constitutionnelle par le Parlement actuel.

▮ un amendement d'"Unité dans la lutte" développant la politique internationale du PT.

Une commission de rédaction composée de représentants des différentes plateformes a adopté au consensus un texte de propositions de politique économique du PT, en intégrant les textes des plateformes "Unité dans la lutte" et "Na luta PT". Ce texte atténue ce qui avait été considéré dans les thèses politiques comme une exagération du rôle de l'Etat dans l'économie et corrige la vision incorrecte développée par "Unité dans la lutte", concernant les liens de l'économie brésilienne avec le marché mondial, traduite par la formule "insertion compétitive du Brésil dans l'économie mondiale".

## Les alliances

La presse s'est surtout faite l'écho du débat sur les alliances. Les thèses politiques affirment que « *Le PT doit proposer aux forces intéressées par un gouvernement démocratique et populaire une politique d'alliances autour d'un programme de gouvernement afin de s'opposer aux expressions politiques des élites, divisées entre la candidature Maluf et celle de la*

*"troisième voie"* », caractérisent ensuite en détail le Parti démocratique travailliste (PDT) et le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) (6). En ce qui concerne ce dernier, après avoir longuement décrit, de façon critique, sa trajectoire et ses contradictions, la résolution affirme : « *Bien qu'il ne fasse pas partie du camp démocratique et populaire, le PSDB contient des secteurs progressistes. Aujourd'hui, la recherche d'une troisième voie domine dans le PSDB, mais demain, il peut se rapprocher de nous. Pour cette raison, le PT doit arracher le soutien des militants et de l'électorat de ce parti, en commençant dans les villes que nous codirigeons avec lui, en accentuant au maximum la polarisation au sein de ce parti, entre les partisans d'une alliance sur la base d'un programme démocratique et populaire et les autres.* ».

Cette position défendue par Vladimir Pereira, a été retenue contre deux autres. L'une émanait de l'amendement d'Augusto de Franco, qui proposait de supprimer toute la partie sur la caractérisation du PSDB et de la remplacer par un texte plus général, qui inclue le Parti communiste du Brésil (PC do B), le Parti socialiste Brésilien (PSB), le PDT, le PSDB, le Parti populaire socialiste (PPS), le PSTU et le Parti vert (PV) dans le champ des alliances avec le PT (7).

L'autre, après avoir affirmé à l'instar du texte de base, que le PSDB comportait des secteurs progressistes, disait : « *Aujourd'hui la recherche d'une troisième voie domine dans le PSDB. Le PT doit arracher le soutien des militants et de l'électorat de ce parti, en accentuant au maximum la polarisation au sein de ce parti par des propositions d'alliance sur un programme démocratique et populaire.* ».

## La gouvernabilité

Les amendements présentés par "Démocratie radicale" concernaient les institutions et de la "gouvernabilité". La plénière a approuvé un amendement qui, à la suite d'un paragraphe sur la centralité des luttes sociales pour les réformes struc-

turelles sous un gouvernement démocratique et populaire, affirme : « *Cette mobilisation nous permettra de nouer un arc d'alliances qui nous aplanira le terrain au Congrès national (Parlement), en faisant pression par l'élargissement indispensable de la base parlementaire du gouvernement.* ». D'autres amendements ont été rejetés, l'un proposant de supprimer des thèses politiques la proposition que le PT fasse en sorte que nos alliés éventuels se retirent du gouvernement Itamar, l'autre sur la conception pédiste de la gouvernabilité. Ce dernier propose de remplacer un paragraphe intitulé « *Le rythme d'application du programme démocratique et populaire sera défini par le rapport de forces existant dans la société, en particulier par le niveau de mobilisation et d'auto-organisation populaire* » par un autre disant : « *nous allons imposer des pertes sélectives — en tenant compte que nous ne pouvons affronter tous nos adversaires en même temps.* ». Ont été aussi rejetés divers amendement proposant que le PT s'investisse dans une campagne pour des élections présidentielles anticipées, face au dégâts causés par le gouvernement Itamar, que soit modifiée la position établissant un lien systématique entre les processus d'alliance aux niveaux national et régional et que soient dénoncées toutes les relations du PT avec la social-démocratie.

Dans l'ensemble, on peut dire qu'il existait une homogénéité politique entre la plupart des projets de thèses politiques soumis au débats de la conférence. La pression allant dans le sens d'un changement d'orientation du parti, exprimée lors des rencontres des différents Etats, a donné lieu, non seulement à une recombinaison des forces politiques à l'intérieur du PT et des projets de thèses qui ont été présentés au début, mais aussi à l'existence d'un large éventail de formulations politiques présent dans la résolution finale adoptée après l'intégration de nombreux amendements. ★

São Paulo, 18 juin 1993

2) L'Articulation est l'ancien courant majoritaire du PT. Les deux courants qui en revendiquent l'héritage ont obtenu 29,3 % des délégués pour "Unité dans la lutte" et un peu plus de 18 % pour "heure de vérité". Pour un recensement succinct des différentes tendances du PT, voir *Inprecor* n° 347 du 28 février 1992.

3) Le Minas Gerais est un Etat du Centre-sud du Brésil. Ce projet de thèses politique, intitulé "Politique pour une nouvelle hégémonie", a été écrit par le courant "Unité dans la lutte", par Démocratie socialiste et par des secteurs indépendants du PT du Minas.

4) "Na luta PT" est le fruit de la convergence de plusieurs courants, dont le principal (19 % des délégués à la Conférence) est une scission de l'Articulation dont la base est surtout paysanne.

Démocratie socialiste est la tendance animée par les membres de la Quatrième internationale.

5) Le PDT est l'organisation héritière de la tradition populiste brésilienne, mais qui est fortement "social-démocratisante" aujourd'hui. Le PSDB est un parti dont la tradition n'est pas liée au mouvement démocratique et populaire est à mi-chemin entre la social-démocratie et le libéralisme traditionnel.

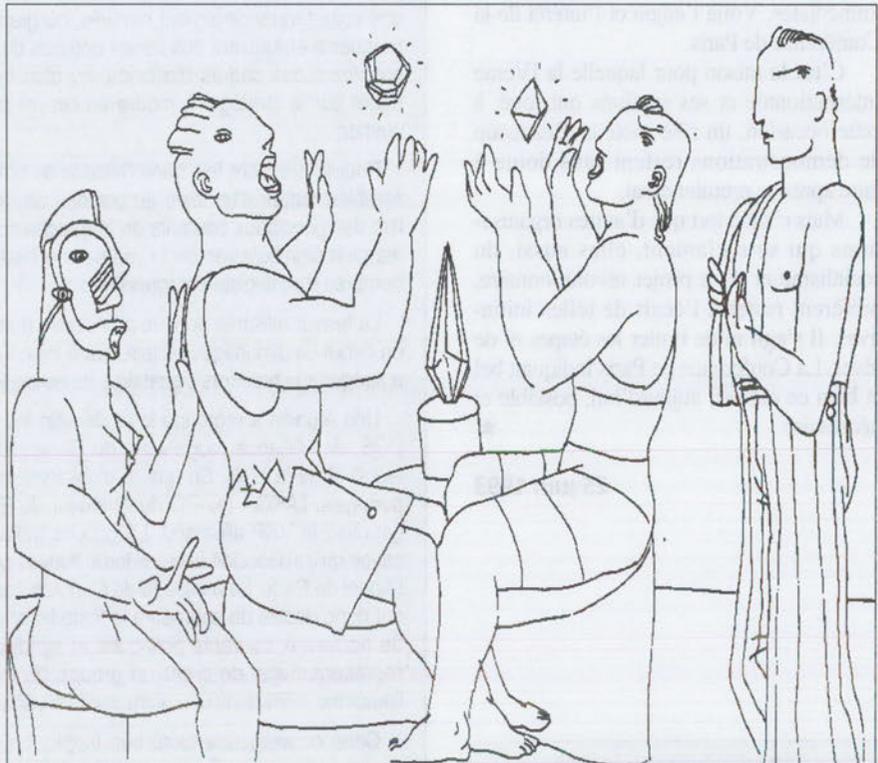
6) Le PC do B est le parti stalinien anciennement pro-albanais, le PSB est un autre parti que l'on peut considérer comme social-démocrate, PPS est le nouveau nom de la majorité de l'ancien Parti communiste brésilien, anciennement pro-Moscou et très gorbatchévien dans sa dernière phase, le PSTU est le parti fondé par Convergence socialiste et le PV est une petite organisation écologiste de gauche.

# La conférence de Paris

La conférence de Paris, après celle de Copenhague, ouvre un champ important de réflexion et de débats (1). Voilà en effet plusieurs années que la question des solidarités européennes était posée au plus haut niveau par l'évolution même des politiques gouvernementales et la réorganisation du capital. L'Acte unique date de 1986 et le traité de Maastricht est au cœur de ces problèmes depuis près de trois années.

C'est donc avec un grand retard que se concrétisent ces premières tentatives de confrontation et de débats entre forces qui se situent à la gauche de la sociale-démocratie "maastrichtienne".

Claude GABRIEL



La liste des participants à la Conférence de Paris montre que la plupart des organisations présentes sont issues de la crise des partis réformistes traditionnels. Soit elles en sont des scissions, soit elles en constituent des courants radicalement oppositionnels. Il y a aussi — présents à Paris ou bien nouveaux signataires de l'appel — quelques partis communistes que leur évolution autorise dorénavant à l'unité d'action avec d'autres courants du mouvement ouvrier.

C'est donc la crise du mouvement ouvrier, et singulièrement de la social-démocratie et du stalinisme, qui a permis de poser dans des termes nouveaux la question de la solidarité et de l'unité face aux attaques du patronat et des gouvernements européens. Ce délai coûte cher en termes de rapport de forces social et de moyens militants. Et la Conférence de Paris s'est ainsi déroulée dans un contexte politique et social qui limite, pour le moment, les possibilités d'expérimentation.

La réunion du 12 juin présente d'ailleurs une réalité contradictoire. Toutes les organisations et courants participants

s'efforcent de s'opposer aux désastres de la crise capitaliste, aux politiques d'austérité et au projet d'unification communautaire. Mais une grande disparité existe au niveau des perspectives politiques, des moyens de lutte et quant à l'appréhension du capitalisme lui-même.

Il y a d'un côté une volonté affichée de débattre et de réagir, mais de l'autre une très forte hétérogénéité politique.

## Volonté de débat et hétérogénéité politique

L'essentiel est cependant ailleurs. Il a été possible de lancer cette initiative internationale et publique avec des courants écologistes, réformistes de gauche et marxistes-révolutionnaires. Or elle peut être un levier important pour l'avenir si elle se traduit dans les mouvements sociaux comme, par exemple, l'anti-racisme ou les luttes syndicales.

Une simple préoccupation "politique", voire électorale (à l'approche des élections européennes de juin 1994) ne permettrait pas de reproduire cette expérience du 12 juin. Par contre, le bon usage du pluralisme et de l'unité qui a présidé aux débats

de Paris devrait être une clef importante pour les luttes sociales à venir. Certains des courants représentés ont, en effet, un poids réel dans leur pays respectif et ont des responsabilités reconnues dans les mouvements sociaux.

L'enjeu est donc là : exercer une pression positive sur les initiatives militantes, parler concret et favoriser les perspectives d'action unitaire en Europe. Le vrai défi sera dans ce lien possible entre les débats, de Copenhague et Paris, et un investissement, militant et pluraliste, dans les mouvements de masse.

C'est de cette articulation que dépendra un éventuel progrès dans la définition d'une Europe alternative à celle de Maastricht. La liste est d'ailleurs très longue, de toutes ces luttes et de tous ces mouvements où les engagements pris à Paris pourraient avoir d'importantes conséquences : dans des campagnes anti-racistes européennes, contre le chômage et pour la réduction du temps de travail, dans le mouvement féministe (notamment en défense du droit à l'avortement), dans la

1) Voir *Inprecor* n° 369 de mai 1993.

constitution d'un mouvement anti-militariste et anti-impérialiste, etc.

Beaucoup de ceux qui étaient là ont des forces à engager dans de telles batailles. Et si le débat idéologique et stratégique doit avoir toute sa place, l'essentiel se jouera d'abord sur les revendications immédiates. Voilà l'enjeu et l'intérêt de la Conférence de Paris.

C'est la raison pour laquelle la IV<sup>ème</sup> Internationale et ses sections ont joué, à cette occasion, un rôle moteur. Beaucoup de démonstrations restent sans doute à faire après ce premier essai.

Mais c'est à tort que d'autres organisations qui se réclament, elles aussi, du socialisme et d'un projet révolutionnaire, préfèrent rester à l'écart de telles initiatives. Il s'agit ni de brûler les étapes ni de rêver. La Conférence de Paris indiquait bel et bien ce qui est, aujourd'hui, possible et nécessaire. ★

25 juin 1993

## Les nouveaux signataires

A la liste des premiers signataires, publiée dans *Inprecor* n° 369 de mai, se sont joints :

Joseph ZISYADIS, député et président du Parti suisse du travail (Suisse)

Charis GOLEMIS, membre du secrétariat de l'AKOA (Grèce)

Per GAHRTON, porte parole des Verts (Suède)

Gudrun SCHYMAN député, présidente du Parti de la gauche (Suède)

Johan LONROTH, député, vice-président du Parti de la gauche (Suède)

Eva NIKELL et Kjell PETTERSON, porte-paroles du PS, (section suédoise de la quatrième internationale)

François HOUTART, CETRI, (Belgique)

Pierre GALAND, président d'OXFAM (Belgique)

Ken LIVINGSTONE, député travailliste (Grande-Bretagne)

Jeremy CORBYN, député travailliste (Grande-Bretagne)

Gilles PERRAULT, écrivain (France)

## Possible et nécessaire

La Première assemblée pour une autre Europe peut être considérée comme un succès, qui doit être mis à l'actif de notre courant, en France comme au plan européen.

De ce point de vue, l'objectif a été atteint. L'urgence d'une action se déroulant sur le théâtre européen n'est, en effet, plus à démontrer. Au moment où les bourgeoisies européennes coordonnent leurs politiques, où la construction libérale de Maastricht entre dans une crise tendanciellement mortelle, où grandissent les périls xénophobes et les menaces de guerre embrasant des zones entières du continent, il est de la première importance de construire des cadres d'alliance, au plan syndical et politique, permettant débaucher un débat sur la stratégie à mettre en œuvre pour ré-ouvrir une perspective au mouvement ouvrier.

Pour la première fois dans l'histoire de notre courant, nous avons été en mesure de rassembler, autour d'un texte au contenu clair dont nous étions ouvertement partie prenante, l'un des principaux courants de la gauche social-démocrate (Tony Benn), les composantes les plus significatives de la mouvance issue des partis communistes ainsi qu'un certain nombre d'écologistes progressistes.

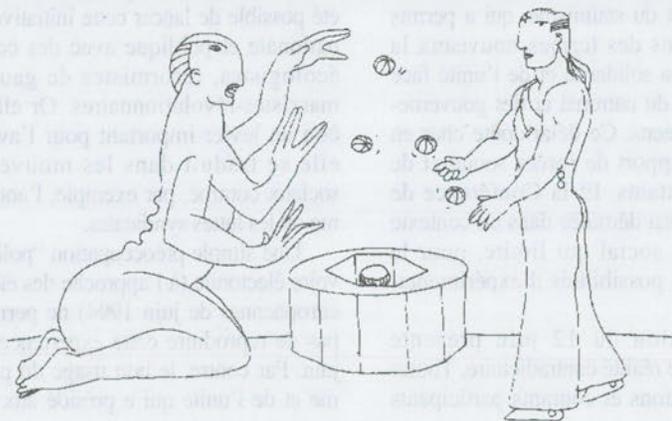
La teneur militante donnée à l'initiative (rassemblement et non simple colloque) a favorisé un début de dynamique unitaire entre les courants européens représentés. Elle a aussi aidé à agéger aux premiers signataires de nouvelles forces.

Une réunion a regroupé le lendemain les représentants du PDS, de la Gauche unie, du POS, de l'Alliance rouge-verte du Danemark, de l'AREV, du MDC, d'ADS, des "refondateurs" et de la LCR. En qualité d'observateurs, étaient présents, le PC belge, le Manifesto portugais, l'AKOA (ex-PC de l'Intérieur de Grèce, qui a connu une nette évolution vers la gauche), le VSP allemand. La gauche travailliste était absente, mais Tony Benn avait fait savoir qu'il s'associait à toutes les initiatives permettant de poursuivre la démarche initiée par l'Appel de Paris. Le message de Camacho au meeting avait le même sens. Les participants ont donc décidé de soumettre le texte initial (dit maintenant "Appel de Paris") à la signature de nouveaux courants politiques et syndicaux ainsi que de personnalités européennes représentatives, de créer un groupe de travail et d'organiser une autre assemblée, à l'automne 1994 dans une autre capitale européenne.

Cette convergence reste très fragile. Le poids des formations issues de la mouvance communiste reste prépondérant, ce qui peut entraîner, pour l'avenir, une certaine difficulté à intégrer des courants provenant de l'écologie ou de la social-démocratie. Les partis concernés sont traversés de débats stratégiques essentiels (par exemple, un courant non négligeable de la Gauche Unie s'affirme favorable à un accord de gouvernement avec le PSOE). En outre, si certaines des composantes européennes ont poussé dans le sens d'une coordination plus affirmée, notamment dans la perspective des élections européennes (c'était le cas du Parti de la refondation communiste d'Italie), d'autres ont marqué leur volonté de limiter le processus à la création d'un cadre et de débats le plus informels possible. Telle fut l'attitude de la Gauche Unie et des "refondateurs" communistes français, qui ne souhaitent pas s'engager dans des convergences les plaçant en opposition à la direction du PCF.

Dans ces conditions, la tenue du rassemblement et celle de la réunion représentent une victoire politique de trois points de vue : capacité d'initiative, création d'un cadre, mise en place ou renforcement de liens.

Il n'en faut pas moins relever quelques points noirs du bilan : la forme de l'Assemblée, peu conviviale a été critiquée à juste titre. Les ateliers ont pour la plupart été peu productifs, même si les plateaux étaient très représentatifs (notamment pour de débat sur le syndicalisme). Il conviendra d'en tirer les leçons pour les initiatives à venir. ★



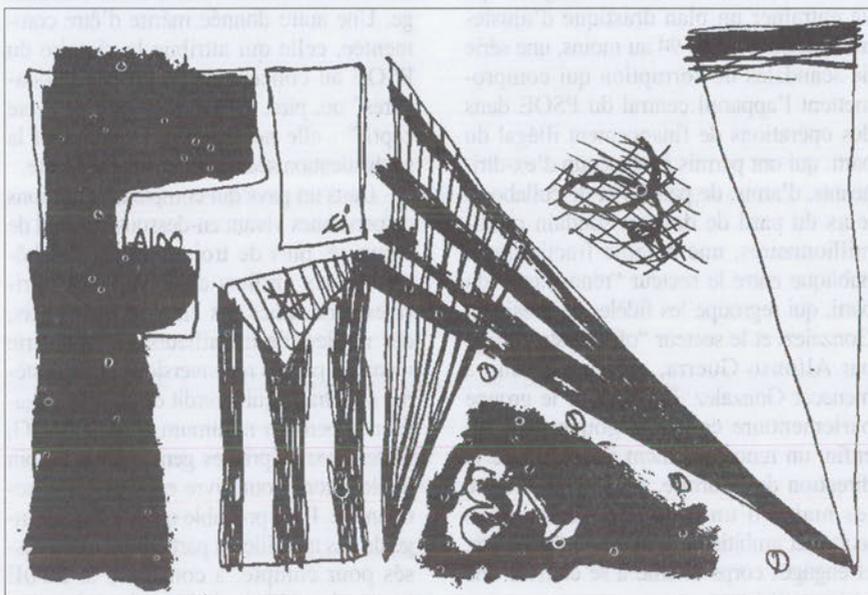
# L'exception et la règle

La victoire de Felipe Gonzalez aux élections du 6 juin peut apparaître comme l'exception qui confirme la tendance générale européenne au déclin de la social-démocratie et à l'ascension de la droite. Le numéro deux du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Alfonso Guerra, dont la propension à la démagogie "de gauche" n'est un secret pour personne, a arboré ce drapeau la nuit des élections. Selon lui, les élections auraient tracé une "ligne blanche" dans les Pyrénées qui lance un avertissement aux droites européennes : « En deça vous ne passerez pas ».

## Miguel ROMERO

Il faut dire d'entrée que si exception il y a, elle touche à la forme et non au fond de la question. Les félicitations enthousiastes reçues par Gonzalez, de Kohl, Giscard (qui s'excusait d'avoir participé à un meeting électoral du candidat du Parti populaire (PP), José Maria Aznar) ou Major sont plus que de la politesse diplomatique. Gonzalez est l'un des leurs. Ils partagent une même vision du monde, un système de valeurs, des intérêts matériels communs et des éléments essentiels de leurs programmes politiques. Gonzalez aura été pour la quatrième fois consécutive depuis 1982 le candidat qui reçoit le plus de soutiens en provenance de l'establishment espagnol et européen, et qui n'a pas trahi sa confiance, la seule qui compte réellement à ses yeux.

Beaucoup de prévisions raisonnables annonçaient que ce 6 juin, s'achèverait un cycle commencé en 1982, nommé, et c'est un euphémisme, "décennie socialiste". Trois données citées par tous les sondages préélectoraux avalisaient ce pronostic : la perte de la majorité parlementaire absolue par le PSOE, l'éventualité d'un "ballotage technique" avec le PP ou une victoire de justesse de la droite, une progression très importante de la gauche unie (Izquierda unida, IU), qui égaliserait le meilleur score du PCE (23 députés en 1979) et pourrait



atteindre 30 députés et 15 % des votes (1). Ce scénario augurait d'une situation post-électorale difficile, mais renfermant des possibilités d'organiser une résistance orientée à gauche.

En fait, seule la première de ces trois prévisions s'est réalisée (voir tableau p. 9) : le PSOE a effectivement perdu la majorité absolue (formellement, 176 députés, en fait un peu moins du fait des élus d'Herri Batasuna), mais il frôlé les 160 députés escomptés par le parti au début de la campagne et a obtenu une confortable avance par rapport au PP. Il disposera d'une marge de manœuvre parlementaire considérable lui permettant alliances et accords sur la droite et sur la gauche. Pour sa part, le PP a progressé en termes qualitatifs et quantitatifs : il a en particulier gagné en crédibilité en tant qu'alternative gouvernementale, ce que la droite n'avait jamais réussi depuis le début de la transition post-franquiste.

## Respectabilité retrouvée

Mais il doit pour le moment se résigner à rester dans l'opposition : il ne peut constituer une coalition parlementaire susceptible de renverser Gonzalez. Sa stratégie visera probablement à imposer des élections anticipées à moyen terme (d'ici un ou deux ans). Enfin, les scores d'IU sont restés en-deça de ceux escomptés et la coalition les a ressentis comme un échec, ce qui est exagéré compte tenu des résul-

tats. Enfin, le PSOE continuera de diriger la politique espagnole dans la prochaine étape. Gonzalez, bien qu'affaibli, n'est pas tenu par des impératifs parlementaires de modifier ses objectifs.

Ainsi, les résultats sont peu conformes aux prévisions, mais ce qui est plus grave, c'est que ce ne sont pas des vents de gauche qui soufflent : dans une première étape, un accord PSOE-IU n'est guère probable et il impliquerait de toute façon d'avantage un tournant d'IU vers la droite, qu'un virage à gauche du PSOE. D'autre part, les pressions intenses pour la signature d'un pacte social, exercées par Gonzalez, les médias (en particulier le très puissant holding qui est à la tête du quotidien *El País*), et les porte-paroles des industriels font de l'effet dans des secteurs significatifs des grands syndicats, au sein desquels commence à poindre la "culture du pacte", qui avait fait des ravages dans le mouvement ouvrier jusqu'au milieu des années 80.

Il peut sembler paradoxal qu'une victoire de la "gauche" provoque une dynamique de "droite". Le paradoxe n'existe que si on prend au sérieux le sigle "PSOE". Si on considère ce qu'est réellement ce parti et ce qu'il fait, alors il n'y plus aucun paradoxe.

Dans l'euphorie des résultats, un dirigeant du PSOE a affirmé : « S'ils ne nous

1) La gauche unie est une coalition électorale où le Parti communiste espagnol est largement dominant.

ont pas battus aujourd'hui, il ne le feront jamais ». Felipe Gonzalez a convoqué les élections à un moment critique : record du chômage dans l'Etat espagnol par rapport à la communauté européenne (plus de 22 % de la population active et 3 millions de chômeurs), une récession très grave qui va entraîner un plan drastique d'ajustement jusqu'à fin de 94 au moins, une série de scandales de corruption qui compromettent l'appareil central du PSOE dans des opérations de financement illégal du parti, qui ont permis à beaucoup d'ex-dirigeants, d'amis, de parents et de collaborateurs du parti de devenir soudain multimillionnaires, une bataille fractionnelle publique entre le secteur "rénovateur" du parti, qui regroupe les fidèles au président Gonzalez, et le secteur "officialiste" dirigé par Alfonso Guerra, qui en est venu à menacer Gonzalez de retourner le groupe parlementaire contre le gouvernement, enfin, un renouvellement important de la direction de la droite, actuellement entre les mains d'un groupe de politiciens jeunes et ambitieux, sans passé franquiste, et engagés corps et âme à se cultiver une image centriste.

### **S'ils n'ont pas perdu maintenant...**

Comment expliquer, dans ces conditions, la victoire du PSOE ? En premier lieu, il faut préciser le sens de cette victoire. Il s'agit d'un écart de moins d'un million de voix et de 4 % des votants. Un léger report de voix (dans l'hypothèse la plus plausible, du fait d'anciens abstentionnistes, inactifs politiquement et peu intéressés par les questions idéologiques et sociales) aurait donné la victoire au PP.

D'autre part, entre l'électorat des deux forces principales (qui additionnent 74 % des voix, un chiffre très important dans un pays avec un système électoral proportionnel tempéré et dans lequel des forces nationalistes gouvernent au Pays basque et en Catalogne), il n'y a pas de différences sociologiques simples : le PP est majoritaire chez les travailleurs qui ont un emploi, ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi et les étudiants, et le PSOE chez les chômeurs, les retraités et les femmes au foyer. Il faut noter la force de la droite chez les jeunes qui votent pour la première fois : le PP a obtenu plus de 34 % de leurs voix, le PSOE moins de 30 %, IU 13 %, selon des estimations qui doivent être traitées avec les précautions d'usage à la "science" électorale, domaine dans lequel les institutions espagnoles brillent par leur incompétence.

La distinction entre un vote urbain majoritairement PP et un vote rural majoritairement PSOE n'est pas des plus évidente non plus. Il est certain que le PP a gagné 39 des 50 capitales de province, mais dans les villes les plus populaires, les différences avec le PSOE sont ténues et dans quelques autres (Barcelone, Séville, Bilbao) le PSOE a eu nettement l'avantage. Une autre donnée mérite d'être commentée, celle qui attribue la victoire du PSOE au concept de "vote des allocataires" ou, pire, à son synonyme, le "vote captif" : elle ne fleure pas seulement la sophistication sociologique, elle empest.

Dans un pays qui compte huit millions de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté, plus de trois millions de chômeurs, des milliers de travailleurs agricoles condamnés aux emplois saisonniers, des milliers de travailleurs de l'industrie menacés par les reconversions et un système de retraite qui interdit de songer à égaliser la pension minimum avec le SMIG, traiter avec mépris les gens qui ont besoin d'allocations pour vivre est plus que réactionnaire. Il est probable qu'une large frange de ces travailleurs particulièrement laissés pour compte, a considéré le PSOE comme le meilleur choix, ou le moins pire. Ils sont dans leur droit et n'ont pas tort, à plus d'un titre : le PP aurait été pire. Mais en déduire qu'il s'agit de la base électorale du PSOE est d'un simplisme impardonnable.

A mon avis, pour comprendre la victoire de Gonzalez, on ne peut s'en tenir aux explications sociologiques ou politiques traditionnelles. Cette victoire, avec les limites que nous avons signalées, ne reflète ni un sentiment de classe, même confus, ni une identification politique avec la gauche, même prise dans son sens générique. On comprend mieux la situation en se référant au "climat social" et en particulier, aux diverses craintes qui s'y expriment.

### **Un vote conservateur**

En premier lieu, la peur de la droite a joué. Quelques éléments de la gauche radicale ont superficiellement renvoyé dos à dos le PSOE et le PP. Pour la grande majorité des gens, dans un pays où la population adulte garde en mémoire quarante ans de dictature, il n'en est pas ainsi. Si le PP l'avait emporté, un gouvernement de José Maria Aznar n'aurait pas mené une politique très différente de celle de Gonzalez.

Mais la droite, ce n'est pas seulement le gouvernement : il existe une droite, et une extrême-droite dans la fonction publique, l'appareil judiciaire, l'armée, les médias, la police qui se serait approprié une éventuelle victoire et en aurait profité

pour pavoiser, comme cela s'est passé la veille du scrutin dans certains villages et quartiers, qui redressait la tête à la veille des élections. Beaucoup de gens ont pris peur et Gonzalez a manipulé ces craintes avec habileté lors de ses face-à-face télévisés avec Aznar : il a aisément fait ressortir l'absence de propositions concrètes du candidat du PP, il lui a demandé successivement : « *Quel est votre programme réel, monsieur Aznar ? Que ferez-vous concrètement si vous remportez ces élections ?* »

Ces questions ont suscité bien des craintes, difficiles à évaluer, mais malgré mes réserves envers les instituts de sondages espagnols, il est significatif qu'on estime à 2 700 000 le nombre d'abstentionnistes de 1989 qui ont voté cette fois-ci : 60 % d'entre eux pour le PSOE, 37 % pour le PP et seulement 1,9 % pour IU. En d'autres termes, concernant l'avantage de 900 000 voix du PSOE, nous pouvons considérer que 600 000 d'entre elles proviennent de vieux abstentionnistes. Cette peur de la droite a existé aussi chez les électeurs potentiels d'IU. On ne dispose pas pour le moment d'estimations rigoureuses ; certains secteurs d'IU évoquent une fuite de 500 000 voix vers le PSOE au dernier moment, mais cela peut relever d'une estimation tendancieuse.

### **La peur de la droite**

La peur de l'instabilité a également joué un rôle important. Des secteurs très larges de la population identifiaient "instabilité" avec départ de Gonzalez. Ce dernier a beaucoup joué sur cet élément, annonçant que si le PP l'emportait, il ne serait candidat à la présidence d'aucune coalition. Cette recherche indirecte d'un vote plébiscitaire lui a donné, une fois encore, de bons résultats.

Le direction personnelle de Gonzalez est une donnée centrale de la situation politique : elle révèle à elle seule l'état de désorganisation, de faiblesse des aspirations collectives, et du manque d'autonomie de la société par rapport aux pouvoirs publics.

Gonzalez est conscient de cette situation et a pris des risques, en voulant la rentabiliser au maximum, de se couper de l'appareil du parti. En ce sens, son geste le plus spectaculaire a été d'intégrer comme numéro deux pour Madrid le juge Baltasar Garçon, un homme considéré comme incorruptible (étiquette méritée, même si savamment construite), et ayant une tradition d'affrontements répétés avec l'appareil du PSOE ou avec le gouvernement lui-même dans le domaine de la corruption et des libertés publiques. Rechercher une image de "propreté éthique" à l'extérieur

du parti était un geste habile, qui a été mal reçu comme il fallait s'y attendre par l'appareil socialiste. Au-delà de ce contexte, il est sûr que le vote PSOE est dans une large mesure un vote présidentiel pour Felipe Gonzalez. Appliquant la phrase d'Ignace de Loyola « *Quand il y a de la tempête, il ne faut pas faire de vagues* », la majorité des gens n'ont pas voulu le "changement", quoique cette affirmation mérite d'être nuancée.

A ce niveau, il existe deux interprétations contradictoires du résultat électoral que je considère également douteuses. La première considère que l'usure du PSOE est moindre que ce qu'on pensait et qu'il existe en réalité un indice de satisfaction élevé vis-à-vis de sa politique. C'est la version officielle de l'appareil socialiste, concoctée à partir de la manipulation de quelques données réelles.

Une partie de la société espagnole a sans doute accès à un niveau de vie correct et tient à le conserver : l'aspiration à des changements radicaux est des plus ténues. Pourtant, en raison de la gravité du problème du chômage, de son extension aux chefs de famille, de son développement chez les cadres et des difficultés croissantes pour trouver un premier emploi, un malaise social aisément perceptible s'est développé. Les gens craignent que Gonzalez ne puisse affronter ces problèmes, mais ne voient pas de meilleure alternative. Pour le travailleur qui approche de cinquante ans, qui voit l'endroit où il a travaillé, vécu toute sa vie et où il a subi mille défaites, transformé en désert, obtenir une "reconversion molle" peut apparaître comme un mal nécessaire.

Il se passe quelque chose qui ressemble à de la corruption : il serait faux de penser qu'il règne un tel cynisme qu'on n'accorde pas d'importance à ces questions, sous le prétexte que finalement "tout le monde vole". Le problème vient plutôt de ce que les gens manquent d'instruments pour intervenir de façon autonome dans ces conflits ; dans ces conditions, la seule alternative est d'élire le "chef" le moins malhonnête.

### L'avenir incertain d'IU

La seconde interprétation y voit un mandat populaire pour réaliser "le changement dans le changement", pour reprendre les termes allusifs de Gonzalez, ou un "virage à gauche", réclamé par les syndicats majoritaires et IU. Il est évident que Felipe Gonzalez n'a pas l'intention de réaliser des changements importants, même si l'on peut s'attendre à du nouveau au niveau des méthodes, de la forme, et encore ce sera fonction d'une éventuelle coali-

	1993		1989	
	Sièges	%	Sièges	%
Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)	159	38,68	175	39,8
Parti populaire (PP)	141	3,81	107	25,9
Izquierda unida (IU)	18	9,56	17	9,1
Convergence et union	17	4,97	18	5
Parti nationaliste basque (PNV)	5	1,24	5	1,2
Centre démocratique et social (CDS)	-	1,76	14	7,9
Gauche républicaine de Catalogne (ERC)	1	0,81	-	0,4
Herri Batasuna (HB)	2	0,88	4	1,1
Eusko Alkartasuna (EA)	1	0,59	2	0,7
Coalition canarienne (CC)	4	0,88	1	0,3
Union valencienne (UV)	1	0,48	2	0,7
Parti aragonais (Par)	1	0,62	1	0,3
Autres*			4	

\* En 1989, le Parti andalou et Euzkadiko Ezkerra avaient chacun obtenu deux sièges.

tion avec les partis nationalistes. Mais mieux vaut attendre que spéculer, et mieux vaut encore se référer à la position d'IU.

Julio Anguita, le coordonnateur général et le leader indiscuté de la coalition, a taxé les scores électoraux d'"héroïques", compte tenu de la pression bipartiste. Cette explication n'est guère convaincante. Dans ce pays — excepté dans le cas, fort improbable, de tournant à gauche du PSOE qui permettrait un accord électoral —, une formation comme IU ne peut progresser au niveau électoral qu'en dépassant la pression bipartiste. En réalité, Anguita aussi a exprimé ce désir lors de la campagne électorale « *Le PSOE doit perdre les élections à gauche, non à droite* ». Les secteurs les plus socio-démocrates de son organisation, (dont l'importance n'est pas négligeable : Anguita n'a obtenu que 63 % des voix de la direction d'IU lors de l'élection du "candidat à la présidence" de la coalition) l'accusent aujourd'hui de "gauchisme" pour avoir utilisé de telles formulations. Je pense pour ma part que cette idée était correcte politiquement, et électoralement. Une orientation plus unitaire en direction du PSOE aurait été absurde politiquement et contreproductive électoralement.

En réalité, le vote IU a été inégal. Les scores ont été bons à Madrid (plus de 450 000 voix, à peu près 15 %), en progression en Euskadi, et, même si elle n'a pas remporté de sièges, IU a maintenu son pourcentage électoral en Catalogne. Ses résultats ont baissé légèrement en Andalousie mais la coalition a toutefois gagné 400 000 voix au niveau global. On ne peut parler d'échec qu'en se référant aux attentes d'IU, qui prévoyait un changer de rôle socio-politique en fonction des résul-

tats électoraux. Selon la sensibilité à laquelle on s'adresse, ce changement aurait pu se traduire par une "influence sur le gouvernement", préconisée par Anguita, ou un rôle plus actif dans la recombinaison de la gauche. Pour l'heure, aucun de ces développements n'a vu le jour après le 6 juin. Ce qui adviendra dépendra d'expériences sociales et politiques dans lesquelles le rôle fondamental ne reviendra pas au groupe parlementaire de l'IU.

### Un tribun lucide

Anguita est une personnalité politique assez particulière. Il insiste sur l'importance des programmes, alors qu'en réalité il est à lui seul le programme. En d'autres termes : le programme à proprement parler d'IU ne suscite guère de passions, y compris au sein de la coalition. Les discours et les décisions d'Anguita reflètent en général le "véritable" programme. A ce niveau, les contradictions ne manquent pas : son discours est purement celui d'un syndicaliste, où les revendications des mouvements sociaux trouvent difficilement leur place (y compris les revendications écologistes, qui pourraient l'intéresser pour des considérants électoraux, mais Anguita fait peu de cas de l'électoralisme) ; pourtant, dans une réunion avec des patrons, ils peut évoquer à l'envie les clichés éculés des "secteurs les plus dynamiques", pour "sortir le pays du marasme qu'il traverse".

Il propose sérieusement le partage du travail, la réduction du temps de travail et celle des salaires. Il est capable d'affirmer qu'il défend des objectifs anti-capitalistes, mais il professe une véritable dévotion à la Constitution espagnole (ce qui atténue par

ailleurs ses propos sur les droits des nationalités). Il peut revendiquer la nécessité de développer des méthodes démocratiques dans la gauche et traiter son aile droite avec un mépris notoire. Il peut faire des discours de tribun extravagants, mais aussi des analyses lucides, ce qui est rare chez les dirigeants de sa génération, (d'autant plus qu'il est sincère) : « *Je ne souhaite pas une avancée électorale qui ne soit pas sous-tendue par une progression de la conscience sociale* ». Le problème en fait, n'est pas qu'Anguita "ne veuille pas" ; ce qui est plus probable, c'est qu'une progression d'IU lors d'élections fortement bipolarisées, et sur la base de propositions nettement à gauche du PSOE ne peut résulter que d'une modification des rapports de forces dans la société. Or celle-ci n'a pas eu lieu. Les résultats du 6 juin n'ont rien à voir avec un "mandat populaire" pour former une coalition PSOE-IU ou pour opérer un virage à gauche.

### Tentations centralistes à gauche

Cela ne veut pas dire qu'un accord PSOE-IU serait mal perçu, au contraire, celui-ci supposerait une pression sur le PSOE, due en partie à la défiance que suscite les perspectives de coalition de Gonzalez avec les nationalistes catalans et basques, une défiance dans laquelle pèsent le refus des syndicats des positions économiques droitières de Convergence et Union et du Parti nationaliste basque, et les vieux démons "centralistes" qui peuvent finir par causer des déboires à la gauche et aux syndicats en particulier. Mais, pour le moment, Gonzalez se sent fort : rechercher un accord avec lui reviendrait à se soumettre à son hégémonie.

A moyen terme, les choses peuvent changer. La pression pour une coalition PSOE-IU, dotée d'une majorité parlementaire absolue, pourrait se renforcer. Comme une longue expérience nous l'a enseigné, il serait négatif que cette éventualité apparaisse comme la solution magique aux problèmes des travailleurs.

Les élections ont laissé un goût amer à tout ce qui est à la gauche du PSOE. Maintenant, il s'agit, pour reprendre les termes d'Anguita, de faire progresser "la conscience sociale", une tâche assez incertaine devant laquelle tous les courants de gauche ont, nous pouvons le dire, marqué le pas. Et malheureusement, il y a peu à dire sur la gauche alternative qui a disparu pratiquement en tant que référent politique, disparition à laquelle il faudra remédier le plus rapidement possible. ★

Madrid, le 20 juin 1993

## Maastricht contre la Belgique

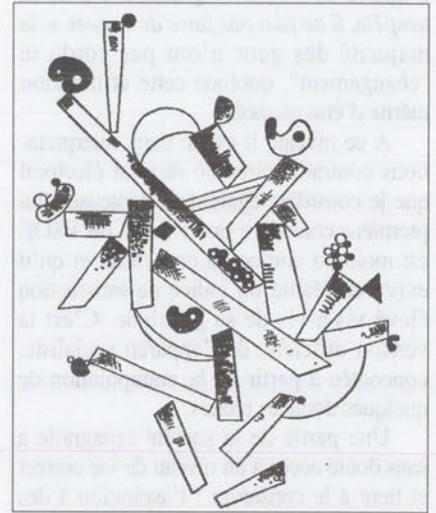
Depuis ce printemps 1993, la Belgique est officiellement un "Etat fédéral composé de Communautés et de Régions". Le parlement a en effet adopté les accords dits "de la Saint Michel" entre les partis de la coalition gouvernementale social-chrétienne/socialiste et trois partis d'opposition : Ecolo, Agalev (les Verts flamands) et le parti nationaliste flamand Volksunie (1).

Alain TONDEUR

Les partis libéraux, également dans l'opposition, se sont divisés : les flamands des Démocrates libéraux flamands (VLD) ont voté à la carte certains articles révisés, tandis que les francophones du Parti réformiste libéral (PRL) dénonçaient la "dérive séparatiste". Le Vlaams Blok (extrême-droite) a également voté contre la réforme, mais pour des raisons diamétralement opposées : le Blok se prononce pour une République flamande indépendante, c'est-à-dire pour le séparatisme. A l'extérieur des enceintes parlementaires, la nouvelle mouture de la loi fondamentale a été soutenue activement par les syndicats et le patronat. Tous deux y voient un gage de stabilité du "modèle belge".

Tout au long des derniers mois, les partisans de la réforme ont argumenté que celle-ci était indispensable pour prévenir un effondrement de l'Etat, voire une crise "à la yougoslave". Maintenant que la réforme est votée, on constate pourtant que rien n'est définitivement réglé. Un peu avant le vote, le ministre-président de l'exécutif flamand, le social-chrétien Luc Van den Brande, jouait encore avec l'idée d'un divorce du genre tchéco-slovaque. D'autre part, un "comité contre le séparatisme" — sorti de nulle part, mais soutenu discrètement par le monde des affaires — rassemblait à la surprise générale 50 000 manifestants, surtout francophones.

Le Premier ministre, Jean-Luc Dehaene du Parti social chrétien (CVP), père de la nouvelle réforme (la quatrième en vingt ans !) a déclaré que l'ouvrage constitution-



nel devrait être remis sur le métier. Il est douteux que cela se fasse dans la sérénité. Il est plus probable que la polémique communautaire déboulera une nouvelle fois à l'improviste, propulsée avec force par les frustrations sociales et politiques aiguës que provoquent Maastricht et l'austérité. L'Etat belge y survivra sans doute, mais sous quelle forme ? A quel prix pour les acquis sociaux et pour les droits démocratiques ?

Au fil de l'histoire, la question nationale, la question sociale et le développement capitaliste se sont combinés d'une façon tout à fait spécifique sur ce territoire (2). C'est cette combinaison qui confère à la société (aux sociétés flamande et wallonne) ses (leurs) dynamiques complexes et ses (leurs) contradictions propres (3).

### Institutions compliquées

Depuis la deuxième guerre mondiale, la classe possédante assure sa domination grâce à deux mécanismes : une collaboration très poussée avec les directions du mouvement ouvrier, pour maintenir la paix sociale ; et une décentralisation des institutions allant de pair avec un renforce-

1) Il n'y a plus de partis unitaires parmi les partis représentés au Parlement.

2) Pour l'idéologie bourgeoise traditionnelle, il y a un peuple belge composé de "francophones", néerlandophones et "germanophones". Pour les tenants du fédéralisme, il y a un Etat avec un peuple wallon, un peuple flamand (une minorité allemande très petite) et une ville spécifique, Bruxelles, dans laquelle les "francophones" ne sont pas des "Wallons".

3) Lire A. Tondeur, L'intégration européenne fragilise l'Etat belge, *Le Monde diplomatique*, juillet 1992.

ment du pouvoir à tous les niveaux, pour sauver l'Etat. La nouvelle phase de la réforme constitutionnelle est dans la continuité de cette orientation, tant par son contenu que par le contexte qui l'a vu naître.

Trois réformes constitutionnelles (1970, 1980 et 1988) ont donné à l'Etat belge son visage actuel : trois régions (Flandre, Wallonie et Bruxelles-capitale) et trois communautés (néerlandophone, germanophone et francophone). Régions et Communautés gèrent des familles de compétences distinctes : la politique économique, l'aménagement du territoire et le logement sont du ressort des Régions ; l'enseignement et la politique culturelle en général sont du ressort des Communautés. Régions et Communautés sont dotées d'une assemblée et d'un exécutif. La Région wallonne est compétente pour les cantons allemands (annexés après la guerre de 14-18). La Communauté française est compétente pour les francophones de Bruxelles, ville située en Flandre mais comptant environ 80 % de francophones.

Les institutions régionales et communautaires siègent conjointement en Flandre, séparément en Wallonie. Depuis la réforme de 1988, qui transféra l'enseignement aux Communautés, l'Etat central ne gère plus que 60 % des budgets publics. Il n'est compétent que pour la justice, l'intérieur, la défense, les finances, la politique extérieure et les affaires sociales. La nouvelle réforme apporte trois modifications principales : elle accentue le rôle-clé des régions, organise l'élection directe des assemblées fédérées et modifie les compétences du Sénat. De plus, la province du Brabant cède la place à un Brabant flamand et un Brabant wallon.

La région devient le niveau de pouvoir le plus important entre la commune (municipalité) et l'Etat central. Elle hérite des compétences résiduelles (4) et pourra, à certaines conditions, passer des accords internationaux. L'assemblée régionale, enfin élue au suffrage direct, deviendra le cadre d'affirmation des "nouvelles élites" régionales. La réforme met ainsi fin à une situation profondément anti-démocratique : entre 1980 et le moment, non encore fixé, de leur première élection directe (quand les chambres actuelles seront dissoutes), les assemblées régionales auront été simplement composées des élus wallons ou flamands, siégeant alternativement à la Région et au Parlement national. Les assemblées communautaires continueront à être désignées indirectement (5). En Belgique francophone, la réforme accentue ainsi le déclin de la Communauté face à la Région wallonne.

Le Sénat, de son côté, est profondément modifié. Il passe de 184 à 71 membres (29 francophones, 41 flamands et un allemand). Il sera seul compétent pour régler les conflits d'intérêt au niveau des assemblées. Sa composition sera régie par un mécanisme compliqué d'élection directe, d'élection indirecte et de cooptation, afin que non seulement chaque région et communauté mais aussi les Flamands et les francophones de Bruxelles soient représentés. Afin aussi que la nomenclature des partis traditionnels ne soit pas trop égratignée par une réforme plus radicale.

Le poids accru des Régions et la réforme du Sénat sont les deux grands arguments de ceux qui prétendent que la Belgique est entrée pour de bon dans l'ère du "fédéralisme d'union" et de la "paix communautaire". Mais un examen plus attentif interdit de partager cet optimisme.

### Le "fédéralisme d'union" ...

Premièrement, le nouveau Sénat n'est pas une véritable chambre fédérale. Il conserve son droit d'initiative sur toutes les matières — sauf celles qui seront de la compétence exclusive de la Chambre (6). De plus, sa composition est strictement proportionnelle à la population du pays — alors que les vrais Etats fédéraux optent pour la parité, voire pour la surreprésentation des minorités. Dans ces conditions, on peut craindre que les conflits les plus aigus devront être tranchés par les juges de la Cour d'arbitrage, instance non-élue. On est loin d'un fédéralisme démocratique.

D'ailleurs, et deuxièmement, l'ensemble du schéma institutionnel ne traduit pas une avancée vers plus de droits démocratiques. Les assemblées régionales et communautaires seront élues pour un terme fixe de cinq ans (comme le Parlement européen). La droite et une partie de la social-démocratie auraient voulu imposer constitutionnellement un parlement de législature au niveau national équilibré.

Elles ont dû se contenter d'une clause de "méfiance constructive" (la majorité parlementaire qui désavoue le Premier ministre propose en même temps le nom d'un successeur), d'ailleurs peu efficace puisque la Chambre garde en parallèle la possibilité de faire chuter le gouvernement sans avoir de solution de rechange. Par contre, les politiciens soucieux de leur image d'homme fort feront valoir que la réforme impose au maximum quinze ministres nationaux, et que ceux-ci doivent abandonner leur mandat de parlementaire pour entrer au gouvernement.

Troisièmement, le mécanisme imaginé

pour les institutions bruxelloises est d'une complexité ahurissante. Le conseil régional bruxellois comptera 75 élus. C'est autant que la Wallonie, pourtant plus peuplée. La raison : sans cela les partis traditionnels flamands, taradés par la crise de la classe politique et élus par moins de 20 % de la population bruxelloise, ne seraient pas sûrs d'être tous représentés parmi les 11 élus flamands. Outre le Conseil, les 75 élus se répartiront en trois instances compétentes pour les matières communautaires respectivement des francophones, des Flamands ainsi que pour les matières "bicommunautaires".

### ...contre le fédéralisme, l'union et la démocratie

Ces instances sont asymétriquement liées aux Communautés française et flamande, et leur financement est partiellement interdépendant. C'est, en petit, le mécanisme des "compensations", qui a grippé pendant des années les rouages de l'Etat central. Il serait étonnant qu'il n'ait pas le même effet au niveau de Bruxelles. Quoiqu'il en soit, ce montage compliqué ne va pas dans le sens de l'auto-gouvernement de Bruxelles par sa population. Il est vrai que la capitale de l'Europe n'en est pas à un déni de démocratie près : ses habitants d'origine immigrée (200 000 personnes sur un million) n'ont strictement aucune possibilité de peser sur les choix qui les concernent (7).

Quatrièmement et surtout, les Régions ne sont pas compétentes pour les orientations de politique fiscale. Celles-ci restent du ressort de l'Etat central. Les entités fédérées ont seulement la possibilité de lever des taxes ou de prélever des centimes additionnels. Il s'agit d'un point tout à fait décisif, car les finances publiques belges sont grevées d'une dette de 8 000 milliards de francs entraînant le paiement d'intérêts astronomiques : plus de 700 milliards de francs pour 1993. Sans cette charge, le budget de l'Etat serait largement en *boni*.

Du point de vue économique, le "fédéralisme" à la belge revient à répartir sur les institutions décentralisées les contraintes de l'austérité décidée au niveau national et international.

Le lien avec la question nationale ? Très simple : les réflexes égoïstes, les replis identitaires et la quête d'un bouc

4) Les compétences qui ne sont pas explicitement attribuées.

5) A l'exception du conseil germanophone, élu.

6) La chambre est seule compétente pour le contrôle sur l'exécutif, normalement.

7) Pour ratifier Maastricht, il eut fallu modifier préalablement la Constitution afin d'y inscrire le droit de vote aux élections communales des non-Belges originaires d'un pays de la CE. Le gouvernement s'y est refusé, pour ne pas ouvrir la boîte de Pandore du statut des non-Belges en général.

émisnaire, que la politique de crise engendre dans tous les pays d'Europe, ont tendance, ici, à creuser le fossé entre les peuples flamand et wallon, de sorte que l'Etat central semble de plus en plus suspendu en l'air. Et c'est ainsi qu'une question nationale peut resurgir alors même que, de l'avis général, il n'y a plus d'oppression des droits nationaux démocratiques de quiconque.

### Question sociale et question nationale

La gestion de la dette donne lieu depuis quinze ans à une austérité étouffante. Le bilan entre 1982 et 1992 tient en quatre chiffres : PNB + 24 % ; revenus des salariés - 13 % ; revenus des entreprises + 75 % ; revenus de la fortune + 37 % (8). Un gigantesque transfert de richesse du travail vers le capital s'opère en permanence depuis la fin des années 70, quelles que soient les coalitions au pouvoir.

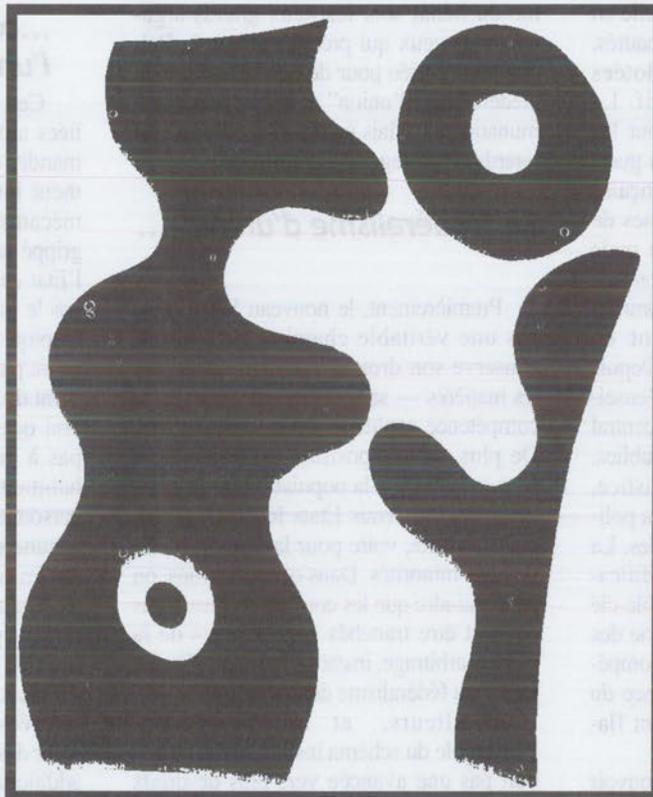
Ce n'est pas par hasard que la courbe de l'agitation communautaire remonte depuis la même époque : elle tend à suivre celle de l'austérité. De plus, l'austérité nourrit l'inclination électoraliste de toute la classe politique — et pas seulement des démagogues nationalistes — à dissimuler ses renoncements derrière la nécessité de passer des compromis avec "les Flamands" ou "les francophones".

La sécurité sociale — une des plus avantageuses d'Europe — constituera de plus en plus le champ privilégié de transformation des questions sociales en questions communautaires, et inversement. Sa gestion est restée nationale, comme celle de la dette et comme la politique fiscale. Des voix flamandes se sont élevées pour demander une fédéralisation au moins partielle de la Sécu et de la dette, argumentant que la Flandre assainirait mieux et plus vite si elle ne devait pas traîner le "boulet wallon" (9). Il n'est pas étonnant que le Vlaams Blok, les libéraux flamands (VLD) et l'association du patronat flamand (VEV) aient plaidé peu ou prou en ce sens. Mais certains secteurs syndicaux aussi ont hésité sur l'attitude à prendre.

En fin de compte, l'éventualité d'une scission de la Sécu a été écartée par les forces dominantes dans l'Etat, dans les partis au pouvoir, dans les syndicats et

dans les associations patronales. Les raisons des uns et des autres sont évidemment différentes : pour les unitaristes nostalgiques de la "Belgique à papa", la Sécu est un précieux supplément d'âme de l'Etat national et de sa monarchie ; pour les syndicats, elle est le garant de la solidarité entre travailleurs actifs et non-actifs, du Nord et du Sud ; quant au patronat, il craint que la fédéralisation soit un pas vers la dissolution de l'Union économique et monétaire.

Ce qui rassemble cette coalition hétéroclite ? Tous s'accordent à penser qu'une fédéralisation de la sécurité sociale sous la



pression des surenchères nationalistes sonnerait le glas de l'Etat belge et de son système de relations sociales. Mais tous s'accordent en même temps sur la nécessité d'assainir l'ensemble des finances publiques/sécurité sociale par une politique d'austérité, pour réussir Maastricht. Et c'est là que le bât blesse, car cette politique, on l'a vu, mine l'Etat en même temps qu'elle délite les solidarités sociale.

### Coalition hétéroclite

Maastricht, on le sait, stipule que les Etats membres doivent réduire leur déficit à 3 % du PNB et leur endettement à 60 % du PNB pour avoir accès à la monnaie commune. Petit pays exportateur de produits semi-finis, véritable plate-forme de forage pour les multinationales alléchées

par le Grand Marché, la Belgique est chaudement favorable à ce projet. La très influente banque nationale mène d'ailleurs une politique du franc fort, couronnée depuis quelques années par une liaison FB-DM (10). Or, le déficit belge est encore supérieur à 6 % et l'endettement se chiffre à 120 % du PNB !

### Le poids de Maastricht

Le gouvernement a adopté un plan de convergence combinant privatisations, prélèvements fiscaux et ponctions sociales. Un contrôle budgétaire, en mars 1993, a décidé une série de mesures pour un montant de 99,5 milliards. L'impact, selon le Bureau du Plan, sera une diminution de la consommation des ménages de 1,26 % et la perte de 7 000 postes de travail. Malgré cela, l'objectif maastrichtien ne sera pas atteint et la Sécurité sociale restera en déséquilibre (11).

Pour un observateur extérieur, ramener le déficit de 6 % à 3 % pourrait sembler réalisable à première vue. L'impression change quand on sait le chemin de croix déjà parcouru par la population. Le solde net à financer dépassait les 10 % au début des années 80. Depuis lors, les plans d'austérité se sont succédés au rythme d'un ou deux par an (12). Tous les partis traditionnels se sont usés à tenter de remplir le tonneau sans fond de la dette publique.

De 1982 à 1987, une coalition de centre-droit a taillé profondément dans les acquis sociaux, au point que le syndicat chrétien eut de plus en plus de difficultés à ne pas rejoindre le syndicat socialiste

8) Rapport de la Banque nationale, 1992.

9) Du fait de son taux de chômage plus élevé, la Wallonie puise davantage que la Flandre dans les caisses de la Sécurité sociale. C'est ce qui alimente la campagne des démagogues nationalistes, en Flandre, contre les "centaines de milliards d'argent flamand transférés à la Wallonie". En réalité, les chercheurs du Nord et du Sud s'accordent sur le chiffre dérisoire de 3 milliards de transferts "non-objectivables".

10) Fait curieux : personne ne songe à demander pourquoi la Belgique doit payer pour accéder à quelque chose qu'elle possède déjà : une monnaie unique avec l'Allemagne...

11) *Le Soir*, 19 mai 1993.

12) Les conséquences sociales, en quelques chiffres : un enfant sur sept vit en état de pauvreté (32 % pour ceux dont un seul parent travaille, 38 % pour ceux qui grandissent dans une famille monoparentale) ; 14,5 % des logements n'ont pas le confort minimum : eau courante + WC à l'intérieur + douche) ; 21 % des ménages vivent une situation de précarité matérielle objective. (Sources : Fondation Roi Baudouin, Institut national de statistiques, *Ekonomisch en sociaal tijdschrift* N° 1, 1989).

dans l'opposition. Au terme de cette période, le retour de la social-démocratie au gouvernement s'avéra indispensable pour empêcher des troubles plus graves. C'était devenu politiquement possible puisque le PS, prêt à assumer son austère devoir, avait profité du désarroi causé par l'échec des luttes de 1982-87 pour renforcer son contrôle sur la direction syndicale de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB).

Depuis 1988, des gouvernements de centre-gauche ont pris le relais de l'austérité. Ils ont pris garde de maintenir une image de "justice dans les efforts", et ont effectivement tenté dans un premier temps d'épargner "les plus défavorisés". Mais la marge de manœuvre de ce "retour du cœur" a vite été mangée par les taux d'intérêts élevés et par la récession économique.

Après les élections du 24 novembre 1991, une tentative de coalition libérale-socialiste-écologiste a échoué. L'équipe de centre-gauche a donc été reconduite, dans la morosité, sous la direction de M. Dehaene. Son gouvernement est l'un des plus impopulaires que le pays ait connus depuis longtemps. Plusieurs fois au bord de la culbute, il s'est pourtant rétabli à chaque fois. En s'appuyant sur le front commun syndical et sur le patronat contre la droite libérale, ou sur le patronat et sur la droite libérale contre les syndicats. En exploitant la peur du vide et la peur des élections. En échangeant le soutien des Verts à la Saint Michel contre un système d'éco-taxes et en se fixant deux missions "historiques" : réussir la réforme de l'Etat et satisfaire aux critères de Maastricht. La première mission est réalisée mais la seconde s'avère de plus en plus impossible. A la veille de la présidence belge de la CE (deuxième semestre 93), ce constat relance le débat tous azimuts.

La situation paraît à ce point bouchée que des économistes et des bureaux d'études influents prônent carrément la révision des critères de Maastricht. Le jugement de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) de l'Université catholique de Louvain est significatif : « *Il n'est guère de relèvements fiscaux et parafiscaux que nous puissions encore nous imposer sans mettre à mal la sécurité juridique (des entreprises, ndlr), donc les perspectives économiques. Et, en dépenses, les missions administratives, économiques et sociales de l'Etat sont déjà fort hypothéquées* » (13). Conclusion de l'IRES : ne plus rembourser le capital et assurer un paiement des intérêts sur la dette à un taux supérieur à l'inflation, indexé, mais inférieur au taux actuel. Inutile de dire que les créanciers, belges à

90 %, ne sont pas prêts à accepter une solution de ce genre !

### Sur la corde raide

Crise économique, crise sociale, crise politique, crise de Maastricht, crise de l'Etat belge : tout cela fait que la corde est à nouveau tendue à l'extrême. Comme en 86-87, après cinq ans de gouvernement de centre-droit dirigé par M. Martens, mais avec deux différences importantes : les syndicats FGTB et CSC (confédération des syndicats chrétiens) se sont unis en un front commun qui, malgré le chômage, peut représenter une force redoutable ; la crise de légitimité des institutions et des partis traditionnels est sans commune mesure avec ce qu'elle était il y a cinq ans.

La situation politique en Flandre est particulièrement inquiétante pour la classe dirigeante. Le Parti social chrétien (CVP) ne parvient pas à émerger d'une crise profonde. Grignoté sur sa gauche par les écologistes, il est dépassé sur sa droite par la nouvelle formation libérale, le VLD de M. Verhofstadt, qui pêche aussi dans les eaux boueuses du Vlaams Blok. M. Verhofstadt a déjà été pressenti pour être premier ministre, mais son parti n'offre pas les mêmes garanties de contrôle social que la démocratie chrétienne.

A moins d'une reprise économique ou d'une révision des normes de Maastricht, on voit mal comment la Belgique pourrait cesser de s'enfoncer dans le marasme politique, le malaise social et le chaos communautaire. Seule une alternative à l'austérité,

au chômage ou à Maastricht pourrait contrer à la fois les tendances autoritaires et les forces centrifuges qui menacent de faire éclater le pays. C'est dire que le puissant mouvement syndical (deux millions et demi de membres) détient la clé de la situation. Les avancées démocratiques et sociales (journée de 8 heures, semaines de 40 heures, suffrage universel, sécurité sociale et pas franchis en direction du fédéralisme), qui ont contribué à façonner une certaine spécificité belge — en dépit de l'origine artificielle du pays, sont le produit historique de son action. Elles ne pourront être sauvées qu'au prix de nouvelles avancées internationalistes.

Mais les directions syndicales ne l'entendent pas ainsi : elles confondent défense de l'acquis commun et défense de l'Etat unitaire, craignent la confrontation avec le patronat, soutiennent la CE, et répugnent à s'avancer ouvertement sur le champ politique. Elles devraient méditer l'avertissement de Peter Praet, directeur économique de la Générale de Banque, principale banque du pays : « *En cas de récession, la dette publique sera hors de contrôle et ce dérapage appellera des mesures budgétaires très autoritaires qui n'iront pas sans risques politiques* » (14). Contre le séparatisme, le Grand Capital fourbit ses armes. La gauche du mouvement social fourbira-t-elle les siennes ? ★

Bruxelles, 6 juin 1993

13) *Le Soir*, 21 août 1992.

14) *Le Soir*, 18 mai 1993.

## Socialisme ou barbarie au seuil du XXIème siècle

Le manifeste de la Quatrième internationale est désormais disponible en français.

Ce document est le fruit d'une longue période de discussion et d'élaboration dans cette organisation internationale et dans les organisations nationales qui lui sont affiliées depuis qu'il a été soumis à son XIIIème Congrès mondial en 1991.

Il coûte 20 FF, 4 FS ou 120 FB.

Pour vous le procurer, vous pouvez le commander auprès de :

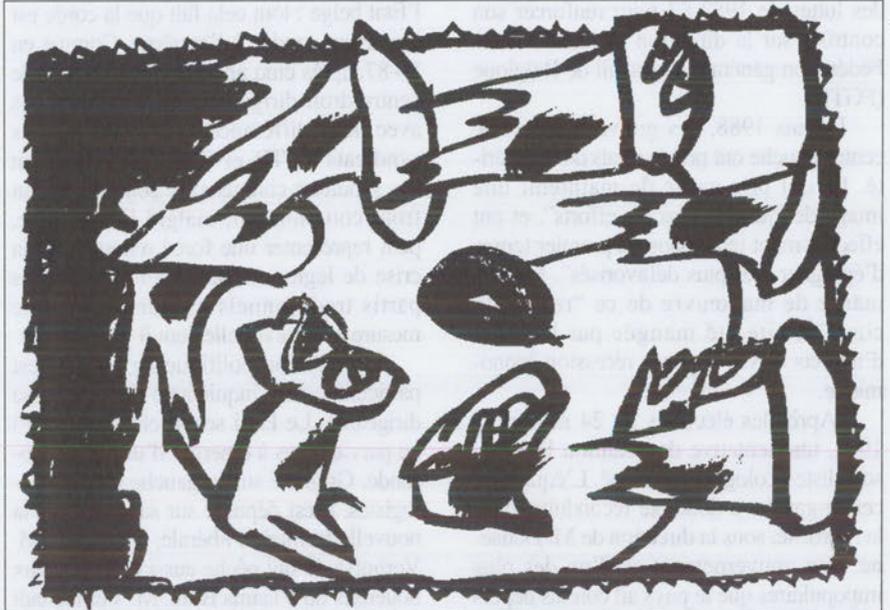
**Inprecor,**  
BP 57, 93100 Montreuil CEDEX

en adressant chèques bancaires et postaux (à l'exclusion de tout autre mode de paiement) à l'ordre de PECEI.

# Meurtres en série

Deux jours après qu'une limitation très importante du droit d'asile eût été adoptée par le Parlement, une maison a été incendiée à Solingen (près de Cologne). Cinq femmes et jeunes filles turques ont péri dans les flammes. Depuis, les attentats contre les immigrés et les réfugiés ne cessent plus. Ils visent en particulier des émigrés turcs. Simultanément, de jeunes turcs commencent à réagir. La gauche et le mouvement anti-fasciste se trouvent ainsi confrontés à de nouvelles tâches.

David MULLER et Björn MERTENS



Le 26 mai 1993, la modification de la Constitution par le Bundestag et l'adoption de nouvelles dispositions légales régissant l'asile politique ont de fait supprimé la possibilité d'obtenir l'asile en RFA. La nouvelle législation prévoit entre autres l'expulsion immédiate des réfugiés qui seraient passés par un "pays tiers sûr" ou qui sont originaires d'un Etat qui ne poursuit pas les gens dans certaines régions bénéficiant d'une "immunité".

Parmi ces "pays sûrs", figure par exemple, à côté de la totalité des Etats frontaliers de la république fédérale, un pays comme l'Inde, qu'Amnesty international considère comme l'un des pays où l'on torture le plus au monde. Les réfugiés sans papiers doivent eux aussi être expulsés immédiatement. Contrairement à ce que prétendent certains politiciens bourgeois, ce sont justement les véritables réfugiés politiques qui subiront les effets de ces mesures.

Les politiciens et les moyens d'information bourgeois avaient toujours assuré que l'un des effets de ce "réajustement" du droit d'asile serait de faire cesser la campagne de terreur permanente des groupes fascistes contre les non-allemands. Un argument cynique, qui revenait à céder devant la pression des fascistes et à leur donner raison *a posteriori*. Et qui plus est, un argument faux, car les fascistes et les

jeunes qu'ils influencent se sont sentis encouragés à continuer, comme l'attentat criminel de Solingen l'a prouvé de façon cruelle. Depuis, il ne se passe pas un jour sans que ne se déclarent de nouveaux incendies, essentiellement dirigés contre des foyers de demandeurs d'asile. L'expérience montre que cette nouvelle vague d'agressions ne déferle pas sur les émigrés et les réfugiés malgré, mais à cause de cette modification du droit d'asile.

## Quand le racisme vient du gouvernement

Depuis le début de l'année 1991, la CDU/CSU n'a pas cessé de lancer des charges particulièrement virulentes contre les réfugiés.

Ces campagnes racistes visaient à créer un climat favorable à l'arrêt de l'immigration. Le gouvernement de la RFA ne voulait plus dépenser d'argent pour ceux que sa politique contraint à venir y demander asile. D'autre part, en particulier à l'Est, il s'agissait de détourner l'attention de la crise issue de la réunification en en faisant porter la responsabilité à des non-allemands.

Cette campagne revenait à dérouler un tapis rouge aux pieds des militants fascistes. Le nombre des agressions contre des réfugiés a augmenté énormément et atteint son point culminant lors des pogroms de Hoyerswerda (août 1991) et

Rostock (septembre 1992). Pendant la nuit de l'incendie du foyer de Rostock, la direction du SPD a basculé et s'est déclarée favorable à une modification de la Constitution.

## Avant-garde raciste

Sans ce terrorisme ouvert, ce retournement ne se serait pas produit si vite. Les Nazis avaient réussi à occuper une place plus importante que celle, traditionnelle, de supplétifs de la politique officielle. Ils ont joué le rôle d'une avant-garde raciste, tout au moins du point de vue de l'état d'esprit de la population allemande. Pour la première fois, des potentialités sérieuses de constitution d'un mouvement fasciste étaient réunies dans la rue.

A Hoyerswerda et à Rostock, les Nazis ont tenu la rue et organisé la terreur. A Rostock, la police a même négocié avec eux et abandonné les lieux pendant deux heures. A Dresde, les groupes fascistes ont pu contrôler des quartiers entiers et ont partiellement collaboré avec la police aux dépens de petits trafiquants et de prostituées.

La terreur organisée dans les rues se limitait jusqu'alors essentiellement à l'EX-RDA. La gauche y est plus faible, les forces de l'extrême-droite n'ont pratiquement ni structures établies ni dirigeants, et l'aile militante du néo-fascisme allemand, (des groupes comme le Front national, une

organisation de 150 cadres, dissoute officiellement, mais toujours active ; ou le Parti ouvrier "libéral", qui dispose de plus de 1 000 militants très disciplinés) a réussi à y gagner une influence beaucoup plus importante que sur le territoire de l'ancienne RFA.

Avec leurs actions "Nuit et brouillard" contre les immigrés et les réfugiés à l'est comme à l'ouest, les nazis ont trouvé une tactique qui leur permet de répandre la peur et l'angoisse tout en restant largement protégés de la riposte de la gauche et des immigrés.

Le gouvernement fédéral et la direction du SPD ont aussi aggravé la situation en déclarant que les nazis allaient dans le bon sens, mais par des moyens condamnables. Les agressions et les attentats ne commencèrent à les gêner que lorsqu'il ne fut plus possible de canaliser la protestation et que des émigrés turques furent assassinés à Mölln. Mais là, la violence raciste avait atteint une partie de la population capable de se défendre. Et surtout les réactions à l'étranger suscitérent l'inquiétude de la bourgeoisie. Ce n'est pas le souci de la dignité humaine qui a poussé certaines forces bourgeoises à manifester "contre la violence". C'était en tout premier lieu l'inquiétude pour leur propre réputation à l'étranger et donc pour leurs affaires.

En même temps ces forces prenaient la mesure du développement du mouvement de protestation (la manifestation officielle du 8 novembre 1992 a été détournée en une initiative pour le droit d'asile, 50 000 personnes manifestèrent à Bonn le 14 novembre contre la direction du SPD lors du congrès extraordinaire qui décida quand même à une majorité de 90 % d'approuver la modification de la constitution) qui se dégageait fortement de l'influence d'appareils traditionnellement "gauches". La capacité d'action indépendante accrue des Nazis militants a aussi pesé ; on avait été très contents de les trouver comme auxiliaires, il s'agissait maintenant de les contenir.

### Les chaînes de lumière

Ces différentes motivations sont à l'origine de la succession de chaînes lumineuses qui ont marqué la fin de l'année 92 et le début de 1993 (50 000 participant(e)s à Munich, 10 000 à Hanovre, 2 à 300 000 à Berlin, etc). Elles étaient l'expression d'un changement dans l'état d'esprit des masses, qui contrairement à ce qui avait cours lors du pogrom de Rostock, ne voulaient plus tolérer les attentats terroristes.

C'était aussi une forme d'action qui permettait la participation du plus grand

nombre. Si l'on considère que le racisme est très enraciné dans la population allemande, ces chaînes lumineuses ont marqué un progrès. Mais elles avaient aussi d'autres fonctions qui étaient rien moins que progressistes. Manifester "contre la haine et la violence", c'était évacuer le fait qu'il s'agissait de violence raciste, le plus fâcheux restant l'absence de toute revendication concrète. Cela revenait à lutter contre le racisme comme contre un mauvais esprit, mais pas contre quelque chose qui se manifeste par des vexations quotidiennes, des lois discriminatoires et des attentats.

### Émeutes miniatures

Les meurtres de Solingen et les actions de protestation qui les ont suivis ont mis à nu toutes les insuffisances du mouvement anti-raciste en RFA. Solingen a provoqué un choc parmi les immigrés turcs. Pour la première fois ont eu lieu des manifestations anti-racistes (par exemple 5 à 7 000 à Solingen le lendemain des meurtres, 12 000 à Solingen le 5 juin, 5 000 à Hambourg le même jour, deux fois 1 500 à Hanovre, 6 à 7 000 à Munich) auxquelles participaient essentiellement des immigrés.

Si ces manifestations sont restées si petites comparées aux chaînes lumineuses, cela est dû à la "peur des violences". Dès le soir de la première manifestation à Solingen, il y a eu des affrontements, surtout entre de jeunes Turcs et la police. Les médias les ont montés en épingle comme des batailles de rues dignes de guerres civiles, bien qu'il ne se soit agi que de l'expression d'une rage spontanée.

Ces émeutes en miniature furent utilisées par la propagande bourgeoise pour faire campagne contre les "casseurs turcs". Le gouvernement n'a rien trouvé de mieux à faire que de menacer les jeunes participants d'expulsion. Empêcher de telles expulsions sera certainement un aspect important de l'activité à venir des anti-racistes. Mais en même temps, il est important aussi d'élaborer des perspectives politiques susceptibles d'empêcher que la frustration et la rage ne soient gaspillées en émeutes qui mettent en danger les jeunes qui y participent.

Il n'en reste pas moins que cette mobilisation des immigrés est un changement positif : les immigrés (les Turcs, avec 1,8 million, dont 200 000 Kurdes, sont les plus nombreux) sont concernés directement par le racisme, et ils sont aussi une composante importante de la classe ouvrière de la RFA. Beaucoup d'entre eux travaillent dans de grandes entreprises (comme à Volkswagen ; chez Opel, un tiers du per-

sonnel est originaire de Turquie) et sont organisés dans les syndicats. Mais le caractère positif de ces nouveaux éléments n'a pas été perçu par une grande partie de la gauche allemande et turque, quand ils n'ont pas été appréciés négativement. Des secteurs importants de la gauche radicale refusent toute collaboration avec des groupes nationalistes ou islamiques.

Il ne s'agit pas ici uniquement de groupes fascistes comme les Loups gris, qui attaquent physiquement la gauche turque et surtout kurde. Ce refus englobe les jeunes Turcs qui agitent des drapeaux turcs dans les manifestations et les gens mobilisés par le canal des mosquées. C'est ainsi que la gauche radicale de Hambourg s'est largement tenue à l'écart de la manifestation du 5 juin ; à Hanovre, il y a eu deux manifestations séparées. C'est d'autant plus regrettable que la gauche radicale (y compris turque) est fortement minoritaire parmi les immigrés. Les groupes réactionnaires ont eu le champ libre.

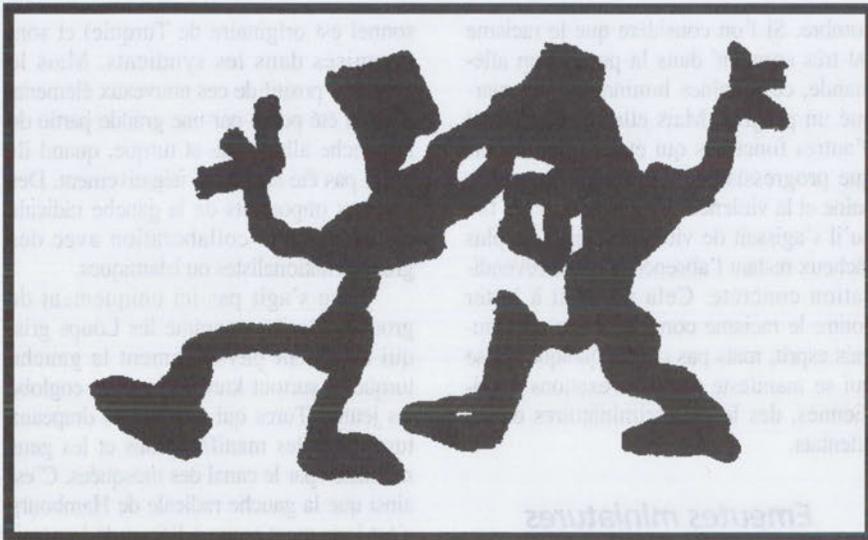
La raison principale de l'attitude de la gauche turque tient à ce que la plus grande part de son activité est tournée vers la Turquie. Il y a eu des débuts d'interventions centrées sur les problèmes des immigrés — l'expérience la plus importante fut celle du groupe Göemen, surtout implanté à Hambourg —, mais elles n'ont pas débouché. Ainsi la politique de cette gauche turque, de culture essentiellement maoïste, est inscrite dans un cadre défini par les coordonnées politiques turques. Ceci est encore plus vrai pour le parti hégémonique chez les Kurdes, en Turquie comme à l'extérieur, le PKK.

Celui-ci n'a que rarement pris part aux mobilisations. La crainte justifiée des attaques de fascistes turcs y est certainement pour quelque chose. Mais la politique du PKK, qui limite largement son travail dans l'immigration à des activités de solidarité avec le Kurdistan, est un élément d'explication plus important.

### Nationalisme d'opprimés

Cette politique se fonde sur des données tout à fait réelles. D'une part, le voisinage de la Turquie et l'alliance étroite entre les États allemand et turc, dirigée en particulier contre la lutte pour l'indépendance du Kurdistan. D'autre part, le gouvernement turc exerce une influence directe sur l'immigration en RFA par l'intermédiaire de nombreuses associations et organisations.

Le nationalisme turc en RFA a donc pour référence un État réellement existant. Et pourtant, le rejet abrupt du nationalisme turc en RFA est une erreur très grave de la



part de militants de l'extrême-gauche allemande. Ils ne voient pas que le nationalisme de jeunes immigrés turcs qui agitent le drapeau turc est le nationalisme d'un groupe opprimé qui n'entraîne pas nécessairement l'adhésion au chauvinisme grand turc. C'est une première réaction de défense devant le racisme allemand.

Mais comme une grande partie de la gauche radicale allemande ne fait plus depuis longtemps de différence entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés, elle n'est pas en mesure d'évaluer correctement la nouvelle situation.

A cela s'ajoute certainement la crainte de sortir du ghetto de la gauche et de se confronter à des gens qui luttent tout simplement pour leurs propres intérêts. Enfin, sans que cela soit exprimé, on trouve aussi dans la gauche radicale anti-fasciste des préjugés à l'encontre des immigrés. La conséquence de cette politique, c'est de laisser largement le champ libre aux forces nationalistes ou aux fondamentalistes islamiques.

### **Tactique perfide**

La tactique perfide du gouvernement turc, qui utilise la peur des immigrants devant les Nazis et les réactions nationalistes pour les besoins de sa propre politique raciste à l'égard des Kurdes, peut porter des fruits (c'est ainsi qu'aussitôt après l'incendie, on a prétendu cyniquement dans certains milieux pro-gouvernementaux que les critiques contre la guerre anti-kurde étaient à l'origine de l'attentat parce qu'elles ont "créé une atmosphère d'hostilité envers la Turquie"). De plus, le vaste centre hésitant où l'on retrouve les immigrés islamistes ou nationalistes modérés est ainsi abandonné durablement aux forces réactionnaires.

Pour les socialistes qui militent dans le mouvement anti-raciste, trois questions se

posent aujourd'hui : comment s'opposer à la terreur organisée par les fascistes ? Comment passer du combat défensif à une campagne pour l'égalité des droits ? Comment surmonter les divisions entre immigrés, et aussi entre immigrés et réfugiés ?

Une réponse précise ne sera pas possible avant d'avoir accumulé plus d'expériences. On peut cependant ébaucher un cadre stratégique.

### **Quelle campagne ?**

Pour riposter à la terreur nazie, il faut agir à la fois sur l'état d'esprit de l'ensemble de la société et impulser des actions de défense directe. Il faut d'une part de larges mobilisations qui permettent à des gens qui craignent (de façon tout à fait compréhensible) une confrontation directe avec la violence, de prendre leur place. D'autre part, on peut aussi créer des structures d'auto-défense ouvertes à toutes les nationalités d'un quartier.

Celles-ci ne peuvent certes pas empêcher tout attentat, mais par exemple par l'organisation de patrouilles, gêner sensiblement les fascistes. Ainsi, dans la petite ville de Achim (près de Brême), il a été possible de mettre en fuite des fascistes qui s'apprêtaient à incendier une maison. Manifestations et mobilisations contre les lieux de rassemblement des nazis restent bien sûr des activités importantes.

La revendication d'égalité des droits est de plus en plus posée par les immigrés eux-mêmes. Il importe de lui donner un contenu concret : droit à la double nationalité pour tous ceux qui le désirent, droit de vote à tous les niveaux, retrait du nouveau code du travail, qui introduit des discriminations à l'égard des immigrés et des réfugiés, suppression des lois d'exception anti-immigrés ; l'Allemagne est devenue un pays multi-ethnique, dans lequel toutes les nationalités doivent avoir les mêmes

droits, y compris de droit à l'autonomie culturelle. Autour de ces questions, il faut à la fois faire un travail d'explication et de mobilisation.

Une arme importante qui n'a pas encore été utilisée en RFA, c'est la grève. Elle donnerait l'occasion aux syndicats, la force la plus importante, de prendre place dans le combat politique contre le racisme. Au début de l'année, des groupes d'initiative syndicaux indépendants ont réussi à organiser quelques grèves symboliques très courtes. Le président des salariés chrétiens démocrates d'Europe lui-même a appelé tous les immigrés de RFA à une grève générale. Il faudrait tirer des enseignements de la grève générale suédoise contre le racisme et multiplier les actions communes de travailleurs allemands et immigrés.

### **Grève contre le racisme ?**

Une grève contre le racisme pourrait aussi permettre d'organiser un travail d'explication à partir des entreprises, et des manifestations. Le combat commun pour les mêmes droits peut contribuer beaucoup à dépasser les divisions.

Mais pour les socialistes, il est important de ne pas négliger le travail d'explication et de se démarquer clairement de toute attitude discriminatoire à l'égard de certains groupes d'immigrés et plus encore de réfugiés. Concrètement, notre revendication d'ouverture des frontières doit être suivie d'effets ; cela implique de mobiliser contre les expulsions — même s'il ne devait y en avoir que quelques unes — et d'essayer de les empêcher. Ce combat doit aussi viser les projets de camps de rétention.

Mais le combat le plus long et le plus difficile va consister à rassembler les différents potentiels d'opposition : travailleurs, femmes, immigrés, réfugiés, etc. Il ne s'agit pas là simplement de propagande ; il faut organiser dès maintenant la solidarité concrète, en premier lieu les mouvements et associations anti-racistes, où les allemands sont majoritaires, doivent mettre en œuvre la solidarité avec les immigrés et les réfugiés. ★

**Hanovre, 16 juin 1993**

Dans le dossier de ce mois, nous braquons nos projecteurs sur les Etats-Unis. Les articles suivants ne sont, bien sûr, que des fragments d'une réalité plus vaste, mais nous pensons qu'ils insistent sur les trois aspects centraux de la situation politique de ce pays :

► la désintégration rapide de la nouvelle administration Clinton et la "reprise sans emplois" que cette dernière essaye de diriger

► la crise urbaine prolongée

► les indices, malgré les illusions persistantes sur les démocrates, d'une résurgence du mouvement syndical.

Kim Moody, ouvrant ce dossier, note que pour le mouvement ouvrier la page de la décennie perdue des années 80 est en passe d'être tournée et que l'ère Clinton apporte des opportunités nouvelles, et de nouveaux dangers, pour la fraction progressiste du mouvement syndical.

Pour sa part, Dianne Feeley illustre bien comment les promesses et les projets de Clinton se sont évanouis, et c'est peu dire. Le problème principal de Clinton, à l'instar de Bush, est celui de l'économie des Etats-Unis et il faut se garder de croire que la nouvelle administration est l'amie du mouvement social, sur ce terrain comme ailleurs.

Cela fait près d'un an que, le monde a pu être témoin de l'agression brutale de Rodney King par quatre policiers de Los Angeles. L'an dernier, les policiers ont été relaxés et Rodney King a été condamné pour infraction au code de la route. La ville était rentrée en éruption sous le coup de l'indignation. Evelyn Sell, enseignante à Los Angeles, nous ramène dans cette ville douze mois plus tard. Elle conclut un article très documenté par la description de multiples luttes du mouvement social, qui prouvent que la combativité et la conscience existent toujours, mais qui ont besoin d'être unifiées.

Est-ce qu'un mouvement syndical renaissant et radical jouera-t-il un tel rôle unificateur ? Dans son résumé de la conférence des *Labor Notes*, Franck Lovell décèle les indices d'une résurgence réelle du mouvement syndical.

Pourtant, une telle renaissance peut ne pas coïncider avec une reprise des grèves. Rétablir la confiance dans les capacités des travailleurs à engager le combat contre leurs patrons est la première priorité. Dans un court article, nous voyons comment les membres d'un syndicat ont choisi d'adopter une tactique innovatrice pour affronter la filiale d'un conglomérat sucrier britannique.

L'appel, lancé à plusieurs reprises lors de la conférence des *Labor Notes*, à la constitution d'un parti des travailleurs peu paraître incantatoire. Pourtant, malgré les limites des progrès actuels, la classe ouvrière américaine n'a peut-être jamais été aussi près d'avoir un parti indépendant. ★ **Roland Wood**

## Qualification et concurrence

L'article qui suit a été publié dans le numéro 43 de la revue américaine *Against the Current*, en mars avril 1993. L'auteur fait partie de la rédaction de *Labor Notes* et est l'auteur du livre *An injury to all* (Une humiliation pour tous).

Tout au long de l'article qui suit, il passe à la loupe les projets "clintoniens" visant à rendre à l'économie des Etats-Unis la compétitivité qu'elle a depuis longtemps perdue sur le marché international. Il analyse leurs implications probables sur la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier nord-américain.

**Kim MOODY**

O n a presque pu entendre le soupir de soulagement poussé dans les tous milieux syndicaux des Etats-Unis, lorsque Georges Bush a admis sa défaite face à Bill Clinton. Il est vrai que Clinton s'est autorisé tous les coups dans la course aux voix et qu'il a su capter l'imagination de ses supporters dans le monde entier. Mais il est membre du Parti démocrate et tout dirigeant syndical sait qu'un démocrate vaut toujours mieux qu'un républicain.

En outre, son programme politique annonçait de bonnes choses : emplois, formation, projet d'équipement et réforme du système de santé. Le cauchemar des 12 années d'administration Reagan-Bush s'achevait. Les dirigeants syndicaux se rendirent aussitôt à Little Rock pour discuter de la transition et participer au sommet économique organisé par Clinton. On en tint compte comme s'il s'agissait de personnalités de premier plan. On se serait cru revenu au bon vieux temps !

Mais la réalité en a décidé autrement. Nous ne sommes plus en 1960, 1964, ou même en 1976. La crise de profit capitaliste est chronique et incurable, même avec un traitement de choc. Elle a ouvert la voie



à une tempête concurrentielle qui a fait disparaître les clivages entre anciennes et nouvelles politiques. Malgré les hauts et les bas, les taux de chômage des nations développées restent le double de ceux prévalant lorsque Jimmy Carter prêta serment.

Le boom économique des années 80 ressemble plus au recul des années 50 qu'à une expansion véritable. La forme d'organisation des entreprises, les systèmes de production, les règles du monde du travail, les masses d'hommes et de femmes en quête de paix et de travail, le fonctionnement des marchés financiers, etc : tout cela et bien d'autres choses ont changé, et parfois au-delà de l'imaginable.

### Néolibéralisme et économies mondialisées

Ces changements ont entraîné l'effondrement des piliers de la politique économique libérale sur lesquels reposaient le Parti démocrate de jadis : le parti des patrons des grandes métropoles, des dirigeants syndicaux clientélistes et l'aristocratie libérale.

La progression du courant du Parti démocrate regroupé dans le Democratic



Leadership Council (DLC) que symbolise la nomination de Clinton et Al Gore, a reflété ces changements et les nouvelles politiques exigées par la majorité des milieux capitalistes. Il ne s'agit pas seulement d'un changement régional dans la composition de la direction du parti, mais, à un niveau plus important, d'un changement des politiques de la bourgeoisie au niveau mondial.

Ce tournant est plus connu sous l'appellation de néolibéralisme, de politiques fondées sur le marché qui imprègnent complètement tous les partis bourgeois des pays développés et contaminent aussi la plupart des partis ouvriers. Ce changement a infléchi les politiques du tiers-monde dans le même sens et a pris une tournure quasiment messianique en Europe de l'Est et dans la Communauté des Etats indépendants (CEI). C'est même le prisme à travers lequel la bureaucratie chinoise envisage son avenir économique.

Le néolibéralisme est aussi essentiel à la bourgeoisie en ces périodes de crise que le keynésianisme l'a été dans la période capitaliste précédente. Le paradigme néolibéral tente de traiter la crise des profits à travers un processus de restructuration permanent et violent (ce que Joseph Schumpeter, théoricien des cycles économiques, appelait "destruction créative"). Tandis que le keynésianisme tentait de

réduire les effets de la concurrence et des cycles économiques, le néolibéralisme cherche à les déchaîner en escomptant que la dévaluation du "faible" restaurera les profits du "fort". Plus se renforcent le chaos économique et les dégâts sociaux que les versions différentes de cette politique infligent ici ou là, plus leurs postulats sont intégrés aux conceptions des hautes sphères du capital transnational.

Cette faillite ne sera pas officiellement reconnue, car il y a toujours un dernier obstacle à son application globale.

A la différence du keynésianisme, le néolibéralisme est une politique globale : marché libre, ou plutôt marché généralisé

sous l'emprise des multinationales en expansion, et marchés financiers planétaires en sont l'essence. Ainsi le "test réel" reste toujours à venir sous couvert d'une ultime négociation multilatérale.

### La portée de l'idéologie néolibérale

Tandis que le keynésianisme était basé sur la capacité croissante de l'Etat bourgeois à intervenir dans l'économie, le néolibéralisme cherche à transférer le pouvoir politique de l'Etat national aux élites des institutions multilatérales : Le Traité général de commerce et des tarifs douaniers (GATT), les instances chargées du Traité de libre échange de l'Amérique de nord (NAFTA), les "faiseurs d'austérité" du Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ou des multinationales elle-mêmes.

C'est un bon moyen pour réduire l'influence populaire au sein de la démocratie. Comme l'a dit sans détours le directeur de l'Institut canadien Fraser, partisan du libre-échange : « Un accord commercial délimite simplement ce que le gouvernement US et d'autres gouvernements peuvent répondre aux pressions de leurs citoyens ». En outre, alors que chaque nouvelle phase du néolibéralisme est mise en application — par exemple, l'expansion

du GATT aux services et aux finances pour les négociations de l'Uruguay round —, les limites du réformisme national sont de plus en plus importantes. Ces limites sont attribuées au marché mondial et décrites comme un phénomène naturel. Le réformisme qui a besoin de l'Etat national pour appliquer sa politique apparaît de jour en jour plus utopique, et le néolibéralisme de plus en plus incontournable.

Alors que le néolibéralisme est fondamentalement une idéologie de la droite affairiste, il contamine aussi les politiciens bourgeois libéraux et les politiques socio-démocrates. Comme le keynésianisme, les politiques néolibérales peuvent être appliquées avec plus ou moins de mesquinerie. Elle peuvent être combinées à des programmes destinés à graisser les rouages de la restructuration, que ce soit à travers l'austérité et des taux élevés de chômage, comme au Mexique, ou à travers des "politiques de gestion du marché du travail" (formation), et l'amélioration, bien que réduite, des mesures de protection sociale comme en Europe.

De même que le keynésianisme aux Etats-Unis a pu s'accompagner de ségrégation raciale puis de sa abolition, de la même façon le néolibéralisme peut s'introduire avec ou sans lois discriminatoires. Le multiculturalisme voulu du cabinet Clinton est un résidu de libéralisme social, même si c'est plus symbolique que programmatique.

Les moyens ont souvent considéré comme contradictoire de trouver dans l'équipe Clinton les fervents équilibristes du budget du Congrès, comme Léon Panetta et Lloyd Bentsen, côte à côte avec des libéraux sociaux académiciens tels que Donna Shalala et Robert Reich. Alors que les "grands programmes" ne sont plus de mise, ces différentes politiques représentent un coût marginal en termes de dommages politiques et sociaux normalement bien contrôlés au sein de la plus élémentaire direction politique dictée par l'Etat suprême qu'est la concurrence.

### Concurrence et Clintonmania

Aux Etats-Unis, l'émergence du DLC symbolise cette contagion du parti démocrate, plus que la stratégie électorale de l'effet pendulaire du vote blanc pour laquelle il est d'avantage connu.

Comme le disait Clinton, « Il n'y a pas de doute, nous porterons tort à quelques personnes. La question est : devons-nous vraiment, vraiment faire des choses vilaines ? » (1) Peut-être, peut-être que

1) Wall Street Journal, 8 janvier 1993.

## Nouvelles orientations

Nous sommes « partisans du syndicalisme social contre le syndicalisme affairiste. Nous pensons que l'incapacité des grands syndicats et de la Fédération américaine du travail-Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO) à s'opposer aux politiques des grandes compagnies, tout particulièrement dans les 15 dernières années, a causé des dégâts énormes... »

Ainsi s'exprimait Tom Laney, un dirigeant du courant "Nouvelles orientations" du Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile (UAW), dans une réponse écrite à un commentaire d'un responsable non-élu du syndicat.

A l'instar de nombreux courants réformateurs du mouvement syndical américain, Nouvelles orientations, fondé en 1989, est engagé dans un combat difficile. L'UAW est cité comme le pire exemple des nouveaux "syndicats d'affaires". Les mécanismes démocratiques les plus élémentaires en sont absents, les adhérents n'ont pas le droit d'élire la direction nationale. Jerry Tucker, récent candidat de "Nouvelles orientations" à la présidence n'a même pas pu s'exprimer lors de la dernière conférence nationale en juin 1992.

Le syndicat a développé un système de clientélisme à partir de la négociation de contrats avec "sécurité d'emploi" — des contrats qui échangent des licenciements contre une sécurité relative pour les autres travailleurs. De plus, ce système donne à l'UAW le droit de nommer des milliers de représentants locaux du syndicat, à des postes de permanents, sans consulter la base des adhérents.

Il y a eu des mouvements d'opposition dans le passé, mais ils sont rarement allés au-delà de questions ponctuelles ou d'une élection. "Nouvelles orientations" a commencé à développer une plate-forme alternative globale.

Après cinq mois de discussion, l'actuelle proposition de plate-forme a été adoptée en novembre 1991. Elle recouvre cinq thèmes centraux pour la régénération du "syndicalisme social" pour lequel l'UAW était célèbre autrefois :

- ▶ une démocratisation et des réformes internes
- ▶ des négociations collectives
- ▶ une reconstruction
- ▶ une activité politique, par une alliance avec d'autres syndicats et le tissu associatif
- ▶ l'internationalisme

Dans l'article cité précédemment, Tom Laney souligne certains aspects de cette plate-forme : « Nous voulons un syndicat basé sur un mouvement social — pas sur les trusts. Nous devrions nous lier d'avantage aux travailleurs précaires et aux pauvres.

» Nous croyons en un syndicat qui se batte pour le plein-emploi car le droit à un travail décent (...) est le seul chemin vers la justice sociale. Atteindre le plein-emploi passe par la réduction de la semaine de travail. Le seul moyen d'obtenir des emplois qualitativement meilleurs (...) est la construction de syndicats qui organisent la solidarité. » ★

non. Quelques choses "vilaines" ont rapidement fait surface dans les desseins de Clinton de ne pas tenir compte de l'augmentation du coût de la vie dans la sécurité sociale et dans la "réforme" de l'aide sociale.

Ce qui est clair c'est que toute perspective agréable est exclue. L'excuse universelle, qui a cours aussi bien au Congrès que dans les cercles présidentiels, est le déficit fédéral. En 1992, son service a coûté 214 000 milliards de dollars, l'intérêt étant largement payé aux riches et aux grandes institutions financières. Un cinquième du budget fédéral. Quelques personnes, comme Ron Brown, secrétaire au Commerce, estiment que le déficit budgétaire alimente aussi le déficit commercial.

Le premier compromis budgétaire a déjà été passé. Les 20 milliards de dollars annuels d'investissements pour des infrastructures (routes et réseaux de communications en fibres optiques) seront très probablement réduits à 10 milliards.

A Little Rock, FOB signifie "Friend of Bill" (ami de Bill), mais cela pourrait vouloir dire "Friend of business" (ami des affaires). Robert Rubin, coprésident de Goldman Sachs, sera conseiller économique de Bill. Le chef du personnel, "Mack" McLarty est à l'exécutif de Arkla Inc., entreprise de gaz classée parmi les 500 plus grandes au niveau mondial par la revue *Fortune*. Ron Brown représente autant des firmes japonaises qu'américaines en tant que conseiller "lobbyist". Le conseiller commercial Mikey Kantor représentait des sociétés comme la General Electric. Le Procureur général, Zoe Baird, a été consultante en chef de General Electric, de Aetna Life Insurance et de Casualty Co., comme assureur médical. Lawrence Summers, du nouveau groupe des conseillers économiques, a été cadre économique à la Banque mondiale, un poste parfait pour se faire une vision du capitalisme transnational.

Il n'est pas surprenant que Clinton et son équipe préfèrent la version des programmes sociaux proposée par le secteur privé. aussi, ils prévoient donc une coupe de 100 000 emplois dans l'administration fédérale dans un premier temps. Mais, nulle part l'obsession de la privatisation ne se traduit plus clairement, et de façon plus catastrophique que dans le cas du système national de santé.

### L'imposture de la concurrence régulée

Clinton s'est prononcé en faveur de ce qu'on connaît sous le terme de "concurrence régulée". Les soins médicaux pour les non-assurés sera assuré par des réseaux

financés par les assurances privées et qui offrent le strict minimum. Les travailleurs qui bénéficient d'accords syndicaux qui leur offrent plus que le bas de gamme serait imposés sur la différence. Le système qui coûte si cher et maintient les employés dans la dépendance de leurs employeurs, pour ce qui est de la santé, restera intact.

Malheureusement Clinton n'a pas affronté là-dessus beaucoup de résistance de la part de la puissante Fédération américaine du travail-Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO). Le syndicat des travailleurs du bâtiment, par exemple, est opposé au système unique et central de remboursement, qui transférerait les projets privés que les syndicats contrôlent à des gouvernements fédéraux ou d'Etat ou à un organisme para-étatique.

La majorité du conseil exécutif de l'AFL-CIO, sous la pression des dirigeants du bâtiment, n'ont jamais soutenu un remboursement unique et a retiré son soutien à un système de caisse de soins, assurant une protection pour les pauvres.

Un petit groupe de syndicats, dont

celui des transports, les travailleurs des communications, ceux de la pétrochimie et de l'industrie nucléaire, soutiennent encore le principe d'un centre unique de paiement. Mais la défection récente de l'Union des travailleurs de l'automobile et de la fédération des fonctionnaires de l'Etat et des municipalités a affaibli mortellement cette coalition.

Le choix du secrétaire au Travail en dit long sur les projets de Clinton en matière syndicale. Robert Reich est généralement considéré comme l'extrême-gauche de l'administration Clinton, or il fait à peine allusion aux syndicats dans ses ouvrages récents et n'a qu'un lien indirect avec les organisations ouvrières : il fait partie du comité de recherches du Syndicat de l'Institut d'économie politique (EPI). Il incarne également l'évolution de la version américaine du néolibéralisme à visage humain et sa version courante de politique "mixte".

Il y a dix ans, il était une sorte de social-démocrate déguisé, avocat de la "politique industrielle", une version édulcorée de la planification à l'europpéenne à

forts relents protectionnistes, d'où son poste à l'EPI.

Mais Reich, comme bien d'autres s'est pris d'affection pour le marché dans les années 80. Aujourd'hui, il affirme dans son livre *Le travail des nations* et ses articles publiés dans la *Revue d'affaires de Harvard* que les Etats-Unis doivent apprendre à vivre dans le marché mondial. La protection des services ou le maintien d'industries obsolètes ne feront que rendre le pays non-compétitif.

### Coopération au service de la concurrence

Jusque là, le profil n'est rien d'autre que celui du conservatisme classique. Pourtant, ce qui rend Reich et Clinton différents de Bush, c'est qu'au lieu des largesses fiscales vis-à-vis des riches, ils prônent des réductions d'impôts ciblées, vers les entreprises qui investissent dans les équipements d'infrastructures, afin de rendre les Etats-Unis compétitifs.

La dernière idée en date de Reich est de remplacer tout le réseau de communications du pays par des fibres optiques, technique d'avant-garde. En parallèle, on met en place une politique de formation et de reconversion pour créer des travailleurs d'avant-garde eux aussi. Selon Reich, la solution viendra d'elle-même : « *Des investisseurs arriveront et créeront des emplois, si nous avons une force de travail bien formée* » (2).

Une différence se fait jour entre la stratégie électorale de DLC, et la stratégie de compétitivité globale de Clinton-Reich, cette dernière impliquant le soutien de la classe ouvrière et non son exil. La meilleure façon de faire passer une entreprise des anciennes aux nouvelles technologies, des règles rigides à la flexibilité du travail, supposait d'en chasser les syndicats. Mais s'en défaire complètement est "vraiment désagréable" vous dira n'importe quel directeur.

De plus, comme le révèle une décennie de cogestion travailleurs et patronat, lorsque les travailleurs d'une usine sont déjà syndiqués, gagner la coopération des syndicats est presque comme ne pas en avoir. En fait, au niveau national, il vaut mieux, du point de vue des patrons, qu'il y ait des syndicats pour faire semblant de représenter les travailleurs dans les processus de reconversion industrielle continue qui garantit la compétitivité.

La coopération entre les entreprises et les syndicats va probablement connaître un nouveau départ sous l'égide du nouveau Conseil national de relations du travail (NRLB) auquel Clinton adjoindra trois nouveaux membres et dont il dési-

gnera le dirigeant courant 1993. Ce conseil sera vu d'un œil bienveillant par les libéraux, qui comprennent qu'on a besoin des syndicats pour parvenir à échanger flexibilité contre formation.

Ce nouveau NRLB devra dégager la voie pour des équipes de travail ou des cercles de qualité dominés par les patrons, qui soutiennent le gouvernement dans sa reprise en main de cette entreprise déjà vieille, mais inachevée, de dévoiement du syndicalisme. Cette approche est plus productive en matière de flexibilité du travail que ne l'avait été le Conseil de compétitivité de Dan Quayle.

Il est certain que la majorité des dirigeants syndicaux jouent le jeu. Lors du sommet économique de décembre, le secrétaire-trésorier de l'AFL-CIO, Thomas Donahue, a dit à Clinton : « *Il faut susciter un nouvel esprit de coopération entre les travailleurs, les entreprises et le gouvernement* ».

En janvier, l'Union des travailleurs de l'Acier des Etats-Unis a offert aux principales compagnies de l'acier un contrat à long terme (peut-être sur neuf ans) pour un programme de coopération plus serrée et laissant les mains libres à "la restructuration de la force de travail".

### Votre emploi ou vos droits !

Le mécanisme de coopération nationale de Clinton pourrait aller plus loin qu'une simple nouvelle mouture du NRLB ou des interprétations qui décrètent l'intérêt commun du capital et du travail. L'année dernière, le sénateur républicain Bob Packwood a amendé la version sénatoriale du projet syndical de loi sur le travail qui interdit le remplacement des travailleurs (par des jaunes s'entend) dans le sens d'un arbitrage obligatoire du contrat comme une condition de protection conflictuelle contre les jaunes.

Cette médiation forcée serait avantageuse pour les officiels du gouvernement chargés de réguler la concurrence entre les entreprises et des gestionnaires d'entreprises qui poussent à la restructuration contre les oppositions syndicales et ouvrières. En 1992, l'AFL-CIO a avalé la coulèvre de l'amendement Packwood — qui n'est jamais entré en vigueur, bloqué par une manœuvre d'obstruction au parlement — pensant que la loi passerait de toute façon.

La version en vigueur n'a pas retenu l'amendement Packwood. Mais la conseillère juridique de l'AFL-CIO, Peggy Taylor, admet que le rapport de forces politiques au Sénat n'a pas changé assez pour garantir que le scénario de l'année dernière ne se reproduise pas. Il est diffi-

le d'imaginer que Bill Clinton mette un veto à une loi comportant une clause aussi efficace pour la paix sociale que l'arbitrage obligatoire des contrats. Il n'y a qu'à voir comme la loi sur le travail dans les chemins de fer a été efficace pour déjouer toute grève dans le secteur depuis deux ans pour s'en convaincre.

Comme il l'a laissé entendre clairement au Président mexicain, Carlos Salinas, Clinton s'est engagé dans le NAFTA tel qu'il a été conçu sous l'administration Bush. Il souhaitera peut-être négocier quelques "accords collatéraux", relatifs au droit du travail ou à l'environnement, mais rien n'empêchera la dynamique du traité de se mettre en marche. Ce dernier entravera le gouvernement s'il veut faire respecter les normes concernant les heures supplémentaires, et il libérera les forces du marché qui intensifieront la réorganisation en cours de nombreuses industries en Amérique du Nord. Son impact se fait déjà sentir dans les secteurs de l'automobile, de l'électronique, des équipements électriques, du textile essentiellement.

Comme la presse des affaires l'a révélé dernièrement, la suppression drastique d'emplois aux USA et au Canada durant les quatre dernières années n'est pas uniquement le résultat de la récession ou des cycles économiques. Le Canada a vu disparaître près d'un million d'emplois depuis 1989, dont la moitié est due à la fermeture définitive d'entreprises autorisées par les représentants du ministère du Travail de l'Ontario. Aux Etats-Unis, il s'agirait de deux millions d'emplois. La revue *Workplace Trends*, de Cleveland estime que les entreprises suppriment 1 400 emplois par jour ouvrable depuis trois ans.

### Récession à perte de vue

Comme l'a signalé le *Washington Post*, la diminution de la taille des entreprises aux Etats-Unis peut laisser croire que ces dernières en seront plus compétitives au niveau international (3). L'économiste Morgan Stanley a déclaré au même hebdomadaire : « *Il ne s'agit pas là d'une récession normale, suivie d'un cycle de reprise. L'économie est sous le choc d'un changement structurel* ». L'industrie se fragmente à son tour. L'industrie informatique de haute technologie « *ferme des usines, supprime des emplois, sous-traite l'activité normalement dévolue aux filiales, comprime les équipes de direction* » (4).

2) *New York Times*, 10 janvier 1993.

3) *Washington Post*, 16-22 novembre 1992.

4) *Business Week*, 23 novembre 1992.

Le NAFTA va accélérer le processus, en supprimant les limitations d'investissement au Mexique et en restreignant davantage la législation sur le contrôle des flux de capitaux. Les effets spécifiques du traité sont déjà visibles au niveau du commerce extérieur américain et au niveau des partenaires, l'axe est-ouest est remplacé par un axe nord-sud.

Entre 87 et 92, le commerce entre les USA et le Mexique a augmenté deux fois plus vite que le commerce américain en général. Donnée qui reflète cette tendance, le nombre des camions qui transitent des Etats-Unis au Mexique par le poste-frontière de Laredo-Nuevo Laredo, le plus fréquenté, a triplé entre 1989 et 1992. Les forces de la restructuration ont gagné en initiative et en rapidité ces dernières années. Les bas salaires et les contrôles laxistes en vigueur au Mexique seront plus attractifs pour les "investisseurs de tous horizons" chers à Reich, que les programmes d'infrastructures peu reluisants de Clinton, ou sa "force de travail bien formée".

### Investisseurs tous azimuths ?

De surcroît, le Mexique a déjà prouvé qu'il pouvait fournir une main-d'œuvre bien formée pour un coût moindre !

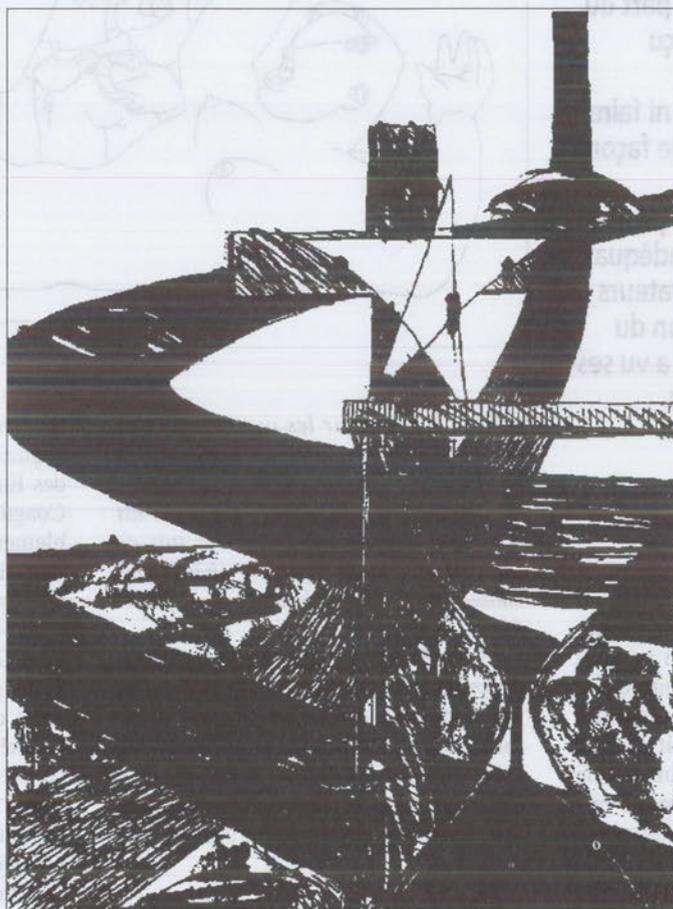
En tous cas, l'idée de Reich selon laquelle les industries de haute technologie amèneraient des spécialistes et des travaux bien rémunérés, est pour le moins douteuse. Une étude récente de Patricia Fernandez Kelly, de l'Université Hopkins, révèle que la majorité des travailleurs de l'industrie électronique en expansion dans le sud de la Californie ne sont ni particulièrement formés, ni bien payés (leur salaire, de 2 à 3 dollars en moyenne, est inférieur au salaire industriel moyen). L'ironie veut que les tentatives timides de coopération prônée par Clinton pour la restructuration économique et la compétitivité devront affronter des forces de marché plus incontrôlables et puissantes qu'elles ne l'étaient pendant l'ère républicaine !

La formation professionnelle offre peu de perspectives aux travailleurs américains et canadiens qui seront délocalisés dans la décennie à venir. La teneur des accords sur l'amélioration des infrastructures de compensera pas cette situation. Tout ce qui se passe actuellement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie orientale, comme

reconversions industrielles et installation de zones franches, contribue à démontrer que les investisseurs de tous horizons ne vont pas chercher à l'étranger les salaires élevés qu'ils ont fui chez eux, ou qu'ils cherchent à transformer en bas salaires.

### Mouvement ouvrier : lutter ou mourir

Le mouvement ouvrier organisé des Etats-Unis aura fort à faire. Rien n'échappe à la tornade de l'intégration économique et des restructurations. Tandis que le langage de la coopération se veut péné-



trant, les patrons ont déjà appris comment parler de coopération et être intraitables en même temps.

Les syndicats n'ont pas grand chose à gagner de l'accolade que l'administration Clinton leur propose. Celle-ci sera d'autant plus chaleureuse que les dirigeants syndicaux sont mieux placés. Pourtant les dirigeants syndicaux qui s'y précipiteront les bras grands ouverts ne manqueront pas. Dans ce cadre, on peut s'attendre à des petites actions indépendantes. Plus les travailleurs accumuleront les preuves de l'orientation prise par la coopération selon Clinton, plus il y aura d'occasions pour le nouveau courant qui a émergé au sein des plusieurs syndicats à la fin des années 80.

Sur la scène politique, la léthargie des dirigeants syndicaux, la reprise économique faible ou quasi nulle, le non-respect des promesses faites par la nouvelle administration et une petite frange d'irréductibles toujours actifs dans les syndicats pourraient susciter une révolte et plus largement que dans les seuls rangs syndicaux. Le manque de préparation politique et législative, la faible capacité d'initiatives de l'administration Clinton et l'apathie de l'AFL-CIO pour impulser un programme indépendant pourrait contribuer à offrir un espace pour une alternative politique.

L'affaire du système national de santé, par exemple, Clinton est incapable de définir son propre projet. L'AFL-CIO a abandonné la lutte pour un système avec un seul centre de remboursement. L'initiative pourrait venir de la nouvelle direction syndicale des Teamsters, d'autres syndicats qui n'ont pas abandonné ce terrain, des organisations et des coordinations militantes qui se sont formées à cet effet.

### Un peu de répit

En ce qui concerne le NAFTA, il semble peu probable que Clinton en obtienne la ratification avant fin 93, ce qui laisserait aux opposants au traité du temps pour préparer une alternative plus convaincante que la détermination de façade de l'AFL-CIO.

Un récent sondage publié dans le *Wall Street Journal* indique que parmi ceux qui ont une opinion sur

le traité, deux sur trois y sont opposés. Mais l'opinion passive, le *lobbying* traditionnel et les pétitions ne suffiront pas.

L'action des masses et leur mobilisation seront nécessaires, comme elles l'ont été dans les années 60 ou les années 30. Si de tels mouvements se produisent, ils pourraient encourager une action politique indépendante, qui en est à ses premiers balbutiements. ★

**Against the Current,**  
mars-avril 1993

# Clinton n'est pas Roosevelt

DOSSIER

L'euphorie de l'intronisation de Bill Clinton, en janvier, a fondu comme neige au soleil.

De nombreux observateurs s'attendaient à ce que le premier train de mesures économiques soit mis en œuvre sans rencontrer de grande résistance de la part du Congrès. Mais Clinton, perçu comme affaibli, n'a pas pu s'imposer aux démocrates ni faire en sorte qu'ils coopèrent de façon disciplinée.

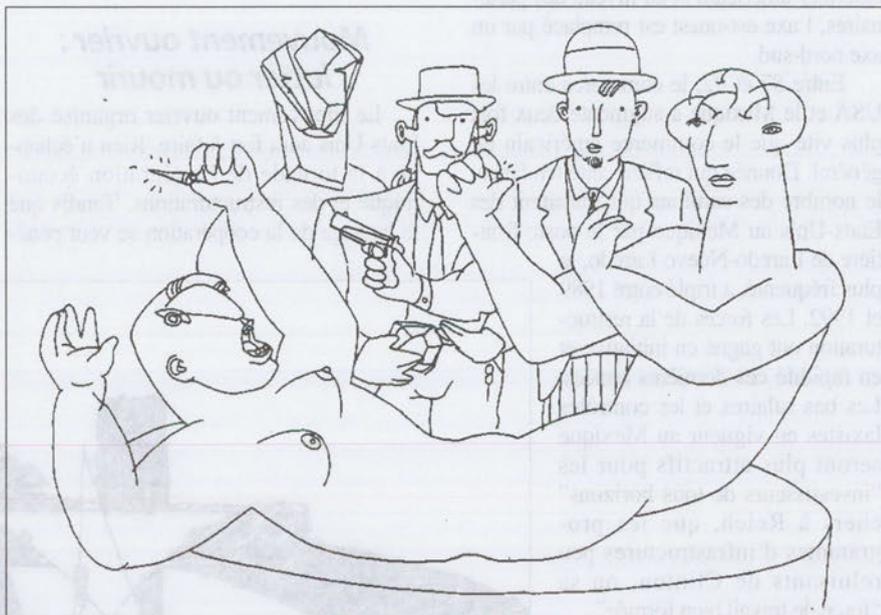
Incapable de défendre son propre programme de relance, inadéquat à en pleurer, face aux adorateurs du veau d'or de la réduction du déficit budgétaire, Clinton a vu ses plans tomber en lambeaux.

Dianne FEELEY\*

Les premiers succès de l'administration Clinton se sont résumés à la signature d'une loi sur le congé parental à laquelle Bush avait opposé son veto à deux reprises, à l'annulation d'ordonnances de l'exécutif visant à restreindre l'accès des femmes à l'avortement et à l'annonce de la signature par les Etats-Unis du traité international de bio-diversité pour protéger les espèces menacées.

Par rapport au catalogue de mesures nationales annoncées, il s'agit de victoires mineures. Ce qui est étonnant, c'est la rapidité avec laquelle l'euphorie de l'intronisation de janvier est retombée. Un récent sondage Gallup pour *CNN* et *USA Today* indiquait que sa cote de popularité chutait de dix points, à 45 % — un niveau très bas pour un président si récemment élu. Tentant de retrouver l'initiative politique, Clinton a fait une tournée de discours dans trois grandes villes à la mi-mai.

Lors d'une conférence de presse, le 14 mai, il a répété : « *Je suis en train d'accomplir des choses difficiles, qui sont controversées... Lorsqu'on essaye de changer des choses, il y a toujours des gens*



*pour (...) souligner les aspects négatifs des changements, sans en indiquer les bienfaits...*

*Je pense que le peuple américain est conscient d'une chose — que je suis de son côté, que je me bats pour changer les choses, et il comprend que ce n'est pas si facile... » (1).*

Le président Clinton est de toute évidence déjà sur la défensive. Il a connu sa plus cinglante défaite le 21 avril 1993, lorsque les républicains du Sénat des Etats-Unis ont réduit à la portion congrue son programme de relance, déjà velléitaire, avec force manœuvres d'obstruction.

## Capitulation sans combat

Clinton n'a pas pu — ou n'a pas voulu — organiser les forces démocrates du Congrès pour une épreuve de force décisive ; il s'est contenté de faire un compromis. Les 16 milliards de dollars de son programme sont devenus une enveloppe de 4 milliards, augmentant les allocations chômage pour chômeurs de longue durée.

Avant la fin du mois d'avril, Clinton a subi une autre défaite : son plan de réduction des impôts pour les entreprises afin d'encourager les nouveaux investissements — un plan qui n'avait pas l'aval des milieux d'affaires — a été achevé par une commission du Congrès.

Pour réduire le déficit budgétaire, il proposait un impôt sur l'énergie, qui, une

fois en place, représenterait la plus forte augmentation d'impôts de toute l'histoire des Etats-Unis. Pour passer l'épreuve du Congrès, il a déjà dû l'amender considérablement. Si cet impôt va probablement être retenu par le Congrès, il n'en sera pas de même au Sénat.

L'échec récent de la nomination de Lani Guinier aux postes de commande de la division des droits civiques du département de la Justice l'a encore plus éclaboussé. Il s'est avéré être l'otage du droit de veto de la droite, a été incapable de mener une bataille politique sur quoi que ce soit, alors même que l'*establishment* politique africain américain, les défenseurs des droits civiques et les libéraux étaient prêts à se mobiliser pour le soutenir.

Le "crime" de Guinier (à l'aune des critères de correction politique de la droite) est imputable à ses velléités de rendre la législation sur le droit de vote actuellement en vigueur, plus représentative des minorités. La vitesse à laquelle Clinton a écarté le débat public sur la faillite du système électoral actuel, que les auditions pour la nomination de Lani Guinier auraient pu susciter, a offert aux forces droitières une victoire sans combat. En conséquence de quoi, le Groupe parlementaire noir du Congrès a menacé de se révolter.

\*L'auteur est membre de l'organisation socialiste révolutionnaire Solidarity et sympathisante de la Quatrième internationale.

1) *Detroit Free Press*, 5 mars 1993.

Clinton semble aujourd'hui sur la défensive sur tous les fronts. Début juin, des officiels de son administration ont annoncé qu'il avait décidé de repousser jusqu'à l'année prochaine l'augmentation du salaire minimum (aujourd'hui à 4,25 dollars de l'heure), et qu'il proposerait une augmentation inférieure à un dollar de l'heure de celle promise en janvier. Et pourquoi cela ? Parce que ses conseillers se sont rendus compte que la mesure cristalliserait l'antagonisme des milieux d'affaires et des conservateurs du Congrès.

### Un pas en avant...

Bien qu'il ait annulé l'ordonnance qui interdisait les lesbiennes et les gays dans l'armée, il a autorisé le Congrès et la hiérarchie militaire à organiser des auditions tendant majoritairement à réclamer la maintien de l'interdiction. A la mi-mai, le congressiste Barney Franck, l'un des quelques représentants qui assument leur homosexualité, a appelé à un compromis rapide sur cette question... avant que le Congrès ne légifère !

La seule action décisive qu'ait prise l'administration a été l'utilisation du terrorisme psychologique et d'une puissance de feu impressionnante qui a débouché sur le massacre d'une secte religieuse à Waco, dans l'Etat du Texas. Pourtant, à la différence de certains autres fanatiques religieux, les davidiens, à notre connaissance, ne lancent pas de cocktails molotov sur les centres médicaux qui prescrivent des avortements et n'attaquent pas ceux qui les pratiquent.

Sur toutes les questions, Clinton est inspiré par les lumières du "réalisme". Il mène en ce moment la politique de Bush consistant à circonscrire Haïti de façon à ce que les réfugiés ne puissent plus fuir le régime militaire répressif ; il a renoncé à faire payer des taxes supplémentaires aux entreprises utilisant les terrains publics ; et il a repoussé à juillet 1993 la réforme du système de santé.

Le problème dominant auquel est confrontée l'administration — comme l'administration Bush avant elle — est l'économie des Etats-Unis. Nous sommes au milieu d'une "reprise sans emploi". Lors de toutes les autres reprises, les usines et les entreprises recommençaient à embaucher. Au bout de pratiquement deux années de reprise, la courbe du chômage est toujours plate. Les licenciements dans les grosses entreprises continuent et il y a toujours 7,3 % de chômage. A la fin des années 80, les grandes industries licencieraient des travailleurs mais les petites entreprises embauchaient au rythme de 175 000 par mois. En février 1993, l'éco-

nomie a gagné 375 000 actifs, mais ce chiffre inclut aussi ceux qui travaillent à temps partiel, ou les travailleurs saisonniers.

A l'heure actuelle, les petites entreprises devraient accroître leurs embauches de 400 % pour ramener le taux de chômage à 6 %. Mais, lorsqu'il a émis l'idée de réduire les impôts sur le chiffre d'affaires des petites entreprises qui utilisaient leur bénéfice pour investir, les milieux d'affaires ont fait la sourde oreille.

Aujourd'hui, la force de travail est faible, divisée et mal payée. Le taux de syndicalisation dans le privé était de 12 % en 1992, contre 31 % en 1970. Un travailleur à plein temps sur cinq touche un salaire de misère. Le pouvoir d'achat du salaire minimum a chuté de 23 % dans la dernière décennie. Chez les jeunes travailleurs (ceux qui ont entre 18 et 23 ans), 43 % sont bloqués dans des emplois rétribués au salaire minimum. La majorité des 37 millions de personnes qui ne bénéficient d'aucune forme d'assurance sociale sont des travailleurs. Le travail à temps partiel augmente en flèche, il représente actuellement 25 % de la population active, mais devrait atteindre 40 % d'ici à la fin de la décennie.

### ...deux pas en arrière

Au tout début de son mandat, Clinton parlait de la nécessité de rebâtir l'infrastructure des Etats-Unis. Il évoquait une subvention pour les transports en commun, les autoroutes, la formation professionnelle, les réseaux de fibres optiques, etc. Durant l'ère Reagan/Bush, les villes avaient été affamées, les aides gouvernementales réduites de 81 %, l'infrastructure de toutes les villes du pays était tombée en ruines. Pourtant, Clinton a déjà abandonné la bataille pour l'enveloppe de 16 milliards — si nous comparions aux sommes que les autres pays industrialisés dépensent pour leur infrastructure, nous réaliserions à quel point les ambitions abandonnées étaient dérisoires. Pour dépenser autant qu'en Grande Bretagne, il faudrait 100 milliards de dollars par an, pour soutenir la comparaison avec l'Allemagne il faudrait 200 milliards et avec le Japon 300 milliards.

Pendant 12 années consécutives, la droite a eu un ami à la Maison blanche. L'ère Reagan/Bush a permis aux riches de le devenir encore davantage, et ceux qui étaient chargés de faire respecter les droits civiques ont utilisé leur pouvoir pour les subvertir. Mais un tel profil n'est pas intrinsèquement nécessaire pour le nouvel ordre économique néo-libéraliste. Le néo-libéralisme peut être appliqué, aussi bien

par l'austérité des républicains les plus conservateurs que par les "sacrifices partagés" des démocrates avenants. Bill a mené campagne avec succès en dissociant les deux démarches ; mais maintenir une coalition gouvernementale sur la même ligne est un peu plus difficile.

### Le fanatisme contre la rentabilité

Ainsi, les pires politiques anti-syndicales, anti-avortement et homophobes sont sur le point d'être infléchies par l'administration. Certaines de ces politiques étaient contre-productives du point de vue du capital. Après tout, il n'est pas rentable de dépenser des millions de dollars par an pour faire la chasse aux lesbiennes et gays dans l'armée ou pour limiter les possibilités d'avorter, et de contraindre ainsi les femmes à avoir des enfants non-désirés. C'est du gaspillage que de s'opposer aux aiguilleurs du ciel qui se sont battus pendant la décennie écoulée pour dénoncer leurs conditions de travail particulièrement stressantes ou de contraindre des travailleuses productives à quitter leur travail pour aller remplir leurs obligations familiales.

Ceci ne signifie nullement que l'administration souhaite ramener la situation à ce qu'elle était au début de l'ère Carter. Transformer une ordonnance sur l'avortement en son contraire ne recrée pas la situation qui prévalait en 1976. D'une part, la législation sur le consentement "parental" qui empêche les jeunes adolescentes d'exercer leur droit démocratique de contrôler leur propre corps, est toujours en vigueur. D'autre part, les femmes pauvres n'ont toujours pas la possibilité d'avorter. Au total, ce sont 20 % des femmes souhaitant avorter qui ne peuvent le faire.

Il y a quinze ans, lorsque quelqu'un travaillait licencié, il était couvert par une assurance chômage (pendant six mois). Aujourd'hui, un tiers des travailleurs seulement a droit à cette couverture. Cette dégradation a eu lieu sous Reagan — c'est le fruit d'une politique gouvernementale délibérée et pas d'un accident de la nature.

Le monde a dramatiquement changé depuis le début de la précédente administration démocrate. La crise de surproduction n'est pas près de s'achever. Avec l'aggravation de la crise, les politiques économiques néo-libérales visant continuellement à restructurer le procès de production seront centrales. En débridant les forces de la compétition, le néo-libéralisme espère que la dévaluation de ce qui est faible va restaurer la rentabilité du plus fort.

L'opposition à l'Etat providence est l'élément par excellence de la continuité entre administrations républicaines et démocrates. Or 1 % du budget fédéral et seulement 2 à 3 % du budget de l'Etat couvrent approximativement 4,5 millions de familles qui reçoivent des allocations parentales. Et encore, Clinton a-t-il appelé à mettre un terme à « l'Etat providence tel que nous le connaissons ». La réalité est qu'au cours des deux dernières décennies, il y a eu une baisse de 27 % des allocations sociales réelles.

Clinton a proposé que les allocations soient limitées à deux ans, et que les stages de formation destinés aux allocataires soient multipliés par quatre. Alors que le problème vient du manque d'emplois et des bas salaires, ses propositions n'essayent même pas d'y répondre. Comme Reagan et Bush, il préfère diffuser l'image de la mère paresseuse et assistée par l'Etat providence plutôt que de se concentrer sur la création d'emplois.

Face à ce gouvernement, la question posée par les médias : « Est-ce qu'ils nous ressemblent ? », est sans intérêt, on devrait plutôt se demander : « Ont-ils des solutions pour les travailleurs qui construisent ce pays ? ». Si les médias ont souligné que la nomination de plusieurs libéraux et millionnaires est due à une "schizophrénie contrôlée", il s'agit en fait d'un cabinet de centre-droit où la présence de quelques africains américains, chicanos et femmes n'enlève rien au fait fait que plus des trois quarts de ces membres sont millionnaires, plus que dans les cabinets de Bush et de Reagan (71 et 62 % respectivement).

Clinton et son cabinet dissertent pour savoir comment les Etats-Unis vont recouvrer une pré-éminence, avec une force de travail qualifiée et productive, qui n'est pas du tout nécessaire sur le marché du travail d'aujourd'hui. Le Mexique a produit une force de travail qualifiée et productive à un moindre coût. Les schémas de cogestion avec la direction vont monter les travailleurs d'une usine contre ceux d'une autre (au sein du même syndicat), pour le plus grand bénéfice de l'entreprise.

Dans un marché mondial où la production décroît, les prises de décisions vont passer des Etats nationaux — cela vaut aussi pour les Etats-Unis — aux institutions multilatérales, telles que l'Accord général sur les tarifs et les échanges (GATT), la commission de règlement des conflits de l'Accord de libre échange de l'Amérique du Nord (NAFTA), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. L'accord de libre échange américano-canadien est révélateur : au Canada, la loi stipule que deux ans après la sortie d'un nouveau

### Déclaration de Solidarity sur la défense du droit de choisir

Pour ceux qui ont protégé des cliniques des "opérations sauvetage", le meurtre du docteur David Gunn par Michael Griffin, devant le Service de santé des femmes de Pensacola, n'est pas très surprenant. Mais, les responsabilités de la mort du docteur Gunn ne se réduisent pas à celui qui a appuyé sur la gâchette.

Nous tenons pour responsable la droite, qui a tenté de rendre l'avortement illégal. Ses partisans cherchent à dénier aux femmes le droit de prendre les décisions qui concernent leur propre corps — décisions qui ont des conséquences pour toute la vie. Ce faisant, la droite refuse aux femmes le statut d'être raisonnable et sexué. Elle élève le fœtus au rang de personne née et relègue la femme à celui d'incubateur.

La rhétorique de la droite attise les passions lorsqu'elle qualifie l'avortement de "meurtre". Le journaliste de droite, Joseph Sobran, a pu écrire dans les colonnes du *New York Times* à propos de la mort du docteur Gunn que « le score est maintenant de 30 millions contre un ». Des représentants de groupes tels que "Opération sauvetage", "Sauver l'Amérique" et "Missionnaires pour ceux qui ne sont pas encore nés" ont alterné condamnations hypocrites et appels au soutien financier de la famille de Griffin.

Mais (...) au-delà des tentatives pour grignoter le droit à l'avortement dans la loi, les anti-avortement ont engagé la guerre, bloquant l'accès aux cliniques, harcelant les équipes médicales et administratives. A la fin de l'été 1992, "Opération sauvetage" a distribué une affiche en forme d'avis de recherche représentant le docteur Gunn, donnant ses coordonnées et numéros de téléphone. Rien qu'en 1992 on dénombre plus de 1 100 actes de violence graves contre des cliniques. Ce mode d'intimidation et cette terreur ouverte existent depuis l'ouverture de la première clinique, dans les années 70 — mais le terrorisme n'a pas rencontré de résistance.

Nous tenons les pouvoirs locaux, d'Etats et fédéraux responsables de la mort du docteur Gunn. Se dissimulant derrière les arguments de la droite, ils ont adopté une législation qui restreint l'accès des femmes à l'avortement : sous forme de réduction massive de la subvention fédérale allouée aux avortements (mais pas celles pour la stérilisation ou la natalité), puis de suppression des financements des Etats à l'exception d'une douzaine et à Washington. Aujourd'hui la législation sur le prétendu consentement parental figure dans la loi de 35 Etats sur 50, une période d'attente de 24 heures déjà en vigueur en Pennsylvanie et dans le Mississippi, a été approuvée par la Cour suprême des Etats-Unis. C'est peut-être la Cour suprême qui a donné le feu vert à Michael Griffin en janvier 1993, en décidant que les tribunaux ne pouvaient pas invoquer la loi sur les droits civiques pour empêcher le blocus de cliniques d'avortements. Cette décision conforte la tactique terroriste de ceux qui intimident les femmes et le personnel des cliniques.

Nous devons défendre les cliniques et leur personnel contre toutes les formes d'intimidation et de violence. Nous exigeons l'adoption de la loi sur le libre accès aux cliniques soumise en 1993 à la Chambre des représentants (projet de loi n° 796), le renforcement de celle qui interdit le harcèlement du personnel et, dans les villes où "Opération sauvetage" prévoit d'inaugurer ses nouvelles méthodes d'intimidation et de traque cet été, nous appelons à la constitution de larges fronts démocratiques pour défendre les cliniques et ceux qui y travaillent.

Nous exigeons que les gouvernements locaux, d'Etat et fédéraux stoppent leurs tentatives de restreindre l'accès des femmes à l'avortement par l'adoption de lois contraignantes, qu'ils renforcent la législation en faveur de l'avortement et que soit rétablie la subvention fédérale qui permet aux femmes de mettre en pratique leurs décisions dans le domaine de la reproduction. Nous appelons à une réforme complète du système de santé, sur le modèle d'un système à payeur unique, comme au Canada, qui garantisse l'accès universel. Dans un tel cadre, nous exigeons que tous les besoins médicaux des femmes soient assurés, y compris par l'éducation sexuelle, l'accès à l'avortement, les soins prénataux et l'existence d'une médecine préventive. A cette fin, nous devons trouver des alliés chez tous ceux qui placent les besoins humains au-dessus d'un système du tout-profit qui profite à une minorité. ★

médicament, les compagnies pharmaceutiques peuvent en copier le principe. En d'autres termes, les compagnies pharmaceutiques ne pouvaient pas prendre la population en otage, permettant aux Canadiens d'économiser environ 500 millions de dollars par an. Or, le nouvel accord développe un concept de "copyright intellectuel" qui transgresse la loi canadienne. En dépit des protestations canadiennes, le gouvernement est incapable de barrer la route à l'accord. Ainsi, le système de santé canadien à remboursement unique, est menacé par de ces attaques.

Clinton pouvait délayer son programme tant et si bien que le Congrès aurait pu en adopter des éléments formels destinés à sauver les apparences, ou bien engager un combat basé sur un discours

populiste. Mais comme il redoute de voir les gens se battre pour leur intérêts, il a logiquement choisi la capitulation tout en sauvant la face.

Prise à son propre piège — notamment celui de la logique de réduction du déficit dans une période de récession prolongée —, l'administration Clinton est peut-être entrée dans sa phase de désintégration. S'il est trop tôt pour présager de son irréversibilité, il est d'ores et déjà évident qu'elle n'est pas une amie du mouvement, qu'elle n'appliquera pas de programme courageux de reconstruction économique. Plus tôt le mouvement ouvrier, les minorités et le mouvement des femmes le comprendront, le mieux ce sera. ★

Detroit, le mai 1993

# Los Angeles, ville sinistrée

Avant que les incendies de 1992 n'aient dramatiquement révélé le pourrissement de la situation, Los Angeles était considérée comme le modèle de la vie urbaine aux Etats-Unis.

Evelyn SELL

**E**n remplaçant Ellis Island à New York en tant que premier port d'immigration, la ville était devenue la plus multi-ethnique du pays, et donnait un aperçu des changements démographiques à l'échelle du pays.

Selon le recensement de 1990, la ville était peuplée à 40 % de Latinos, 37 % de Blancs anglophones, 13 % d'Afro-américains et 10 % d'Asiatiques. Elle renfermait la plus grosse concentration de Mexicains à l'extérieur de leurs frontières, la plus importante communauté salvadorienne après la ville de San Salvador et les plus importantes communautés de Chinois, Coréens, Philippins et Taïwanais des USA. Le système scolaire de la ville donne une idée de ce que sera la composition de la population de demain.

A peu près cent langues différentes sont parlées par les étudiants, dont 60 % sont Latinos, 16 % Afro-américains, près de 15 % Blancs anglophones et 6 % Asiatiques. Sous l'impact de l'afflux d'argent et de nouveaux peuples à la fin des années 80, Los Angeles a été nommée la "capitale de la côte Pacifique".

Le *Los Angeles Times*, qui a vanté la mondialisation de Los Angeles, a malheureusement rendu compte des "premières émeutes multi-ethniques" de l'histoire des Etats-Unis, à la suite de l'explosion de colère du 29 avril 1992, qui a suivi l'acquiescement des policiers accusés d'avoir battus Rodney King. Le seul aspect inhabituel de cette bastonnade policière réside dans le fait d'avoir été filmé par la vidéo d'un passant et rediffusé dans le monde entier. Si les événements de Los Angeles sont un indicateur de l'avenir, ce qui s'est passé durant l'année qui vient de s'écouler présage un destin bien sombre au pays. Rien de substantiel n'a été fait pour améliorer les conditions qui ont déclenché les événements de l'année dernière.



La violence policière à l'encontre des Afro-américains, des Latinos, des Asiatiques, et des personnes de couleur en général, continue de plus belle. La police multiplie les démonstrations agressives, elle a procédé à des exercices d'entraînement anti-émeutes très médiatisés, et a acheté pour un montant d'un millions de dollars d'équipements d'intervention, y compris des bombes lacrymogènes. Un article nouveau, les balles de caoutchouc dites "briseuses de genoux" ont déjà été utilisées par la police contre des Afro-américains à South Central, le ghetto noir de Los Angeles le 14 décembre 1992.

## Un avertissement sous-estimé

Les policiers ont prétendu avoir dispersé une foule indisciplinée, mais en fait ils ont attaqué des Noirs qui distribuaient un tract en faveur d'un comité de défense, des commerçants et des habitants sur le pas de leur porte.

Après que des travailleurs du bâtiment aient été battus par la police, en juillet 1992, le dirigeant de l'Association des travailleurs immigrés en Californie a expliqué : « Dès que les travailleurs latinos s'organisent, dès que les étudiants latinos manifestent, nous avons affaire aux discriminations, à la violence et aux arrestations arbitraires ». Le 11 mai 1991, la police municipale a brutalisé et arrêté des étudiants qui manifestaient pour un Département d'études chicanos à l'Université de Californie-Los Angeles (UCLA).

Le taux de pauvreté et la courbe du chômage continuent d'être plus élevés que dans les autres Etats — un élément important puisqu'un Américain sur dix vit en Californie, et que l'Etat contribue au PNB à concurrence de 14 %. L'étude la plus récente montre que le taux de chômage en Californie est passé à 8,7 % en mai 1993. Il est supérieur au taux national (6,9 %) et

c'est le taux de chômage le plus élevé des 11 Etats les plus grands, étudiés dans un rapport gouvernemental. La ville de Los Angeles accuse un taux de 9,1 %, supérieur donc à celui du reste de l'Etat.

La pénurie d'emplois est à la source de conflits entre communautés ethniques et raciales, comme en témoignent les tensions causées occasionnées par la question de savoir à quelles firmes reviendraient les contrats et quels travailleurs seraient engagés pour démolir les immeubles ravagés par les incendies.

Des manifestations menées par des organisations d'afro-américains ont valu plus de contrats aux compagnies possédées par des Noirs et quelques emplois aux Afro-américains. Mais les reportages des médias ont fait état des commentaires de Coréens et de Latinos qui se plaignaient d'avoir perdu leurs emplois, alors qu'eux aussi sont des habitants pauvres des quartiers défavorisés du centre-ville.

C'est la crise budgétaire la plus sévère que la Californie ait connue depuis la grande dépression de 1930, en raison des coupes claires dans les services publics vitaux comme les programmes sanitaires et sociaux, le système scolaire et universitaire, les hôpitaux psychiatriques, les installations de loisirs et les services destinés aux personnes âgées, aux handicapés et aux aveugles.

La clinique de santé communautaire de Los Angeles, au service des plus pauvres de la région, a dû réduire ses horaires d'ouverture après que l'Etat ait diminué de 10 millions de dollars les fonds destinés aux soins des nouveaux immigrants. Le centre médical, Martin Luther King Jr, construit après la révolte de Watts de 1965, qui est le seul legs positif de la révolte noire, a subi des réductions drastiques et il est menacé de fermeture.

Les quartiers aux forts taux de chômage et aux grandes concentrations de populations de couleur et de communautés

non-anglophones connaissent les pires conditions de logement, des écoles surchargées, une voirie défectueuse, moins d'espaces récréatifs, une grande détérioration des services publics et la multiplication d'accidents écologiques. Les pratiques discriminatoires ont pour résultat des taux d'assurances plus élevés pour les propriétaires de voitures et les petits commerçants.

Une étude sur l'alimentation dans le centre des villes, réalisée par l'UCLA a trouvé les coûts de la nourriture les plus élevés et l'accès à l'approvisionnement le plus difficile dans une communauté de South Central qui s'étend sur 2 miles carrés (1). Des familles y ont un revenu inférieur de moitié à celui du revenu moyen de l'agglomération. En comparaison avec les banlieues étudiées, ces familles les plus pauvres paient 300 dollars de plus par an pour acheter la nourriture de première nécessité recommandée par le gouvernement fédéral. Un tiers des foyers n'ont pas de voitures et beaucoup d'habitants doivent prendre deux bus pour aller dans une grande surface. Ces difficultés d'accès obligent les habitants à se rabattre sur de petits magasins dont les produits sont de moindre qualité, d'où la recrudescence de maladies dues à une mauvaise alimentation. L'étude portant sur toute l'année montre que 27 % des habitants n'ont pas assez d'argent pour couvrir leur frais de nourriture et que leurs familles souffrent de la faim cinq jours par mois.

Les éléments de crise croissante — combinés avec d'implacables injustices dans le système légal, du travail, et dans tous les aspects de la vie quotidienne — étaient bien connus, et bien avant la dernière explosion de frustration et de protestation de l'été : « *Après avoir négligé pendant des années la misère cachée des villes de l'intérieur, le pays a sursauté à l'appel du réveil sanglant. Des éléments raciaux et de classes se sont mêlés pour flamber avec un terrible caractère explosif* » (2).

## La faillite du gouvernement

Les politiciens ont aussitôt promis qu'une aide serait débouquée, mais jusqu'à présent très peu s'est matérialisé. Bush, en campagne pour sa réélection a déclaré Los Angeles, zone sinistrée, lors de sa visite dans la ville, une semaine après l'extinction des incendies et de la fin de l'état d'urgence. C'est la première fois qu'on donne à un trouble de l'ordre public un nom d'ordinaire réservé aux inondations, cyclones, tremblements de terre et autres catastrophes naturelles. Devant officiellement recevoir une aide de la Agence fédé-

rale pour les urgences (FEMA), les habitants de Los Angeles et les officiels de la ville se sont aperçus que les actions de la FEMA ont plus gêné les efforts de reconstruction qu'elles n'y ont contribué. Par exemple, les autorités fédérales ont restreint les programmes de réparations aux seuls dégâts des incendies, elles se sont dérobées devant le remboursement à l'Etat de Californie de plus d'un million de dollars dépensés dans la mise sur pied de 10 centres d'accueil des sinistrés, dans l'édification de palissades de protection des zones à démolir. Les autorités fédérales manquaient de personnel bilingue, et n'ont pas su déployer une campagne de relations publiques appropriée.

Les règlements gouvernementaux ont empêché beaucoup de gens d'avoir accès aux programmes d'aide déjà en place. Par exemple, les règles de distribution de tickets de rationnement excluaient beaucoup d'habitants âgés ou handicapés. Des militants associatifs ont fait remarquer que beaucoup de travailleurs et de pauvres ne recevaient pas d'aide parce que les campagnes d'information initiales étaient plutôt destinées aux propriétaires de fonds de commerce.

Les ouvriers qui travaillaient à réparer les dégâts ont expliqué que beaucoup de gens n'ont pas demandé d'aide par crainte d'être dénoncés aux services de l'immigration. Sage précaution : pendant les événements du 29 avril au 2 mai, le département de police de Los Angeles a collaboré avec les services de l'Immigration et des naturalisations, en effectuant des perquisitions à domicile (la plupart chez des originaires d'Amérique centrale) et en installant dans des centres de détention dans les quartiers généraux de la police locale. En novembre 1992, 1 100 personnes ont été expulsées.

Le secrétaire au Logement et au Développement urbain a visité Los Angeles en juin 1992 et déclaré que la ville recevrait 137 millions de dollars provenant des fonds fédéraux. Lorsque les élus municipaux ont effectué les calculs, ils se sont aperçus que cet argent avait été affecté à des projets de logements. Ce n'était pas une aide nouvelle ou supplémentaire.

Ce type de supercherie n'a cessé d'être utilisé. Des subventions et des prêts fédéraux, pour un montant de 195,2 millions de dollars, ont ainsi été convertis en fonds préalablement livrés ou bien étaient affectés uniquement aux urgences. Aucune des sommes promises ne l'avait été pour aider à un redressement économique à long terme, alors que le manque d'emplois est dramatique, qu'il faut améliorer les conditions de logement et d'enseignement, pourvoir la ville en transports publics et en

centres de protection infantile, et réparer les infrastructures en général.

La ville, l'Etat et les autorités du comté de Los Angeles n'ont pas su apporter l'aide nécessaire. Le 2 mai 1992, un prétendu organisme à but non-lucratif, nommé "Reconstruire Los Angeles" (RLA), a été lancé. Son mandat impératif était de diriger la reconstruction de la ville. Pour mener à bien cette campagne ambitieuse, Peter Ueberroth, un homme d'affaires connu, a été désigné par le maire. La direction était censée représenter la diversité raciale et ethnique de la population aussi bien que ses différentes communautés. Mais le conseil d'administration étaient plutôt rempli de membres de l'appareil de l'Etat et de la municipalité, et des industriels les plus en vue. Il y avait bien quelques afro-américains, des latinos et des asiatiques américains, mais la représentation ouvrière y était quasi-inexistante.

## "Reconstruire Los Angeles"

L'objectif de RLA était « *de rassembler les compétences et les ressources des associations, du gouvernement et du secteur privé pour réaliser le changement en créant de nouveaux emplois, des possibilités économiques et la fierté dans les zones trop longtemps négligées de notre grande Los Angeles* ».

Les premiers apports de fonds sont venus d'une société publique et d'une grande banque. IBM a offert les ordinateurs et le matériel de bureau. Le département du Commerce des Etats-Unis a fourni 3 millions de dollars pour les dépenses initiales. RLA était assurée de pouvoir fonctionner pendant cinq ans mais la couverture du projet en lui-même n'a pu avoir autant de chance. Des sommes importantes ont été annoncées mais il s'avère que les promesses ne se sont pas traduites par des programmes d'assistance réels.

Les premiers engagements s'élevaient à 400 000 dollars venant d'industriels étrangers. En octobre 1992, Ueberroth a annoncé des investissements de plus d'un milliard de dollars en provenance de 500 compagnies américaines, européennes et japonaises (Honda, Ford, Dow Chemical, Coca-Cola ou British Airways). Une enquête du *Los Angeles Times* de novembre 1992 a révélé que beaucoup de sociétés citées en tant que donataires ne l'étaient pas réellement. Même si les engagements avaient été tenus, cela n'aurait pas été suffisant. Des estimations fournies lors de la première réunion de direction de RLA en juillet 1992 ont fait état des

1) *Los Angeles Times*, 11 juin 1993.

2) *Newsweek*, 11 mai 1993.

besoins en termes de redémarrage économique des zones sinistrées ou laissées pour compte de la ville : ils s'élevaient à 6 billions et supposaient la création de 75 000 à 94 000 emplois. L'objectif initial d'Ueberroth portant sur la création de 57 000 emplois était de loin dérisoire.

Un rapport interne de RLA, présenté lors d'une réunion de son comité directeur en avril 1993, a abouti à la conclusion que la reconstruction avait été mal faite et que la ville avait utilisé RLA pour « *rationaliser son inaction* » et pouvoir répondre aux enquêteurs éventuels « *Nous pensions que RLA s'en chargeait* ». Accusations et contre-accusations furent échangées lors de la réunion du Conseil municipal du 11 mai 1993. Des élus ont reproché à RLA de ne pas coopérer avec les politiciens locaux qui faisaient tout pour inciter les industriels à investir dans le centre-ville, d'ignorer la commission municipale *ad hoc* de reconstruction, et d'avoir engagé des crédits sans garanties d'ouverture effective de commerces.

Les membres de la direction de RLA ont rétorqué qu'ils avaient assuré pour un montant de 500 millions d'investissements dans le centre-ville, assertion qui n'a jamais pu être explicitée ou justifiée dans le détail. Environ une semaine plus tard, Peter Ueberroth démissionnait de la direction de RLA, tout en restant membre de son comité directeur. A l'occasion d'une conférence de presse, le 21 mai 1993, il a expliqué qu'il était devenu la cible de critiques incessantes qui ont détourné l'attention de RLA et de ses activités.

Qu'a vraiment réalisé RLA ? En avril dernier, l'agence a annoncé le lancement de deux projets : une société de financement pour subventionner les petites entreprises des zones sinistrées au cours des événements de 1992 (RLA Community Lending Corporation), et la mise sur pied d'un "téléphone rouge" pour permettre aux milliers de volontaires d'être reliés aux groupes associatifs de quartiers.

### Contributions non-gouvernementales

RLA a également lancé 14 programmes de formation pour les travailleurs, et a reçu dernièrement des crédits lorsqu'une importante chaîne de supermarchés a fait part de son intention de construire quatre nouveaux magasins et de créer 500 emplois dans les quartiers pauvres de Los Angeles et des communautés environnantes.

L'aide immédiate, telle que la collecte et la distribution de vivres, a été organisée par des associations de quartier, caritatives, étudiantes ou religieuses. Quoique

limitée par une absence d'instance de coordination centrale, ces efforts ont constitué une réaction saine à des problèmes urgents et ont posé les jalons de relations de coopération sur des bases multi-ethniques. Des projets à long terme ont été lancés par des individus et des associations récentes. Un couple d'afro-américain, a créé un projet qui a donné des emplois à 500 adolescents et jeunes.

Un pasteur coréen de l'Eglise méthodiste unifiée a ouvert un organisme de distribution de nourriture et d'hébergement (Korean American Food & Shelters Services) au profit de toutes les personnes nécessiteuses, sans considération de race ou de nationalité. Hands Across Watts, un regroupement de plusieurs bandes de jeunes (principalement issus des logements sociaux) a proposé des activités de loisir aux jeunes (...) L'année dernière, 26 millions ont été réunis ou promis par des organismes religieux. « *Des choses nouvelles se sont produites en ce qui concerne le logement des foyers à bas-revenu et les centres d'accueil des jeunes. Les églises ont appuyé financièrement des programmes d'aide des syndicats ou des entreprises, qui proposent aux habitants du centre-ville, talonnés par les problèmes d'argent, des facilités de crédit et des conseils de gestion Il y a eu des distributions de nourriture et des veillées de prière, des conseils de crise et des échanges de prédicateurs. La coopération entre chrétiens, juifs et musulmans a été exemplaire, ont affirmé des membres du clergé* » (3).

Les chefs religieux, entre autres, disent que les raisons profondes du soulèvement sont toujours là. Un groupe multi-racial de militants associatifs communautaires a publié un rapport le 27 avril 1993 réclamant une augmentation des subventions gouvernementales aux programmes sociaux, à la création d'industries non-polluantes, aux programmes de logement et des dispositions pour « *Reconstruire Los Angeles de bas en haut* ».

Lorsqu'on leur a demandé comment ces projets seraient financés, ces militants ont répondu qu'ils devraient l'être par des augmentations d'impôts sur les entreprises et les riches, qui ont bénéficié d'une multitude de réductions d'impôts dans les années 80.

Le porte-paroles d'une association a expliqué que beaucoup de gens ont poussé « *un soupir de soulagement collectif* » quand le calme est revenu après le procès des officiers de police accusés d'avoir violé les droits civiques de Rodney King mais que « *peu de progrès ont été réalisés contre l'exacerbation de la polarisation raciale ou de la compétition économique* ».

Les dirigeants des communautés de Los Angeles ont applaudi à l'élection de Clinton, en espérant que la nouvelle administration reconstruirait les centres urbains dévastés, mais la politique et les mesures engagées par Clinton ont révélé que son intention était de soutenir les intérêts des industriels au détriment de ceux des travailleurs et des plus démunis. Le 10 juin 1993, deux jours après son élection à la municipalité de Los Angeles, Richard Riordan a conduit une délégation au siège du gouvernement de l'Etat. Le gouverneur Wilson et les législateurs de l'Etat ont été pressé d'épargner Los Angeles des réductions budgétaires.

### De tristes perspectives

La délégation a reçu des témoignages de sympathie, mais pas la moindre aide. Le gouvernement a invoqué le déficit budgétaire. Le 11 juin 1993, les responsables de Los Angeles ont décidé de réductions budgétaires d'un montant de 1,6 milliard de dollars dans les services hospitaliers, les institutions psychiatriques, la protection contre les incendies, les organismes pour les enfants, les bibliothèques, les espaces verts, les instances chargées du respect des lois, entres autres services. En tant que plus gros employeur de Basse Californie, le district a annoncé des licenciements qui vont mettre au chômage des milliers de personnes supplémentaires.

Il n'y a aujourd'hui, à Los Angeles, aucune force organisée qui ait l'autorité, la capacité et la détermination de mobiliser pour les batailles nécessaires. Pourtant des luttes ont été entreprises par les travailleurs immigrés qui ont gagné une reconnaissance syndicale et de meilleurs contrats de travail, par les Afro-américains dans leur résistance aux violences policières, par les étudiants contre les augmentations des droits d'inscription dans les universités et les réductions budgétaires dans l'enseignement, par les militants associatifs latinos qui ont imposé un centre des études chicanos dans l'UCLA et par les fonctionnaires qui protestaient contre la réduction des subventions aux quartiers et ont fait grèves pour leurs conditions de travail.

Ces efforts montrent que la combativité et la conscience existent au sein de la classe ouvrière, des "personnes de couleur" et des groupes opprimés. Il faudrait unifier les luttes pour rassembler les forces nécessaires à la réalisation des objectifs communs des groupes engagés dans plusieurs batailles de résistance. ★

Los Angeles, 12 juin 1993

3) Los Angeles times, 9 juin 1993.

# Une conférence pas comme les autres

DOSSIER

La Conférence des *Labor Notes* (1), édition 1993, avait été annoncée comme devant être "très spéciale", et ce n'était pas de la publicité mensongère. La conférence, cette année, était différente et bien supérieure aux précédentes, qui avaient toutes été des rassemblements enrichissants de syndicalistes cherchant à échanger leurs expériences et à comprendre le déclin décourageant du mouvement syndical, au cours des deux dernières décennies.

Franck LOVELL\*

La conférence de cette année a été de loin la plus importante ; avec plus de 1 100 participants. Les débats étaient centrés autour du thème "Solidarité et démocratie", mais ils ont été plus spécifiquement définis autour de l'idée que « le mouvement ouvrier a besoin de son propre programme politique ». Et, lors de la séance de clôture, Elaine Bernard, la directrice du programme syndical de l'université d'Harvard et Bob Wages, président de Syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et du nucléaire (OCAW), l'ont répété : les travailleurs des Etats-Unis ont besoin de leur propre parti, basé sur une résurgence du mouvement syndical.

Bernie Sanders, un membre du Congrès indépendant, élu dans l'Etat de Vermont, a ouvert la conférence par une adresse sur la nécessité d'une « charte des droits des travailleurs américains ». Il s'est prononcé pour une réforme fiscale, un système de santé avec centre de remboursement unique (comme au Canada), une réduction des dépenses militaires, des grands travaux publics et une semaine de travail plus courte. Son intervention a été suivie par toute une palette de prises de parole sur la « solidarité au-delà des frontières ».

Baldemar Velazquez, dirigeant du Comité d'organisation des ouvriers agricoles (FLOC), a parlé de la solidarité des ouvriers agricoles des deux côtés de la

frontière mexicaine pour des augmentations salariales et de meilleures conditions de travail, et a montré comment dans les deux pays, les politiciens et les agences gouvernementales servaient les intérêts des gros planteurs et n'avaient de cesse d'étouffer les syndicats indépendants.

Cela a été confirmé par plusieurs autres travailleurs du rang canadiens et mexicains, pour la plupart non-syndiqués. Ils ont évoqué les difficultés liées à la syndicalisation à l'époque des compagnies multinationales.

## Militer à l'époque des multinationales

La principale commission, intitulée « solidarité dans la diversité » a donné la parole à des représentantes des mères travailleuses, des Travailleurs noirs pour la justice (BWFJ) et à la fraction syndicale gay et lesbienne. Cette commission a surtout été animée par des femmes et était présidée par Mary Hollens de l'équipe des *Labor Notes*, et s'est achevée sur un message : « Notre diversité peut être notre force si notre mouvement est capable de reconnaître et d'accepter les différences de race, d'ethnie, de sexe et de préférences sexuelles. »

Pas moins de 22 ateliers étaient programmés, donnant la parole à des militants expérimentés et au fait de tous les aspects des luttes ouvrières — des *maquiladoras*

de la frontière mexicaine à la "démocratisation" en Afrique du Sud. L'atelier sur la « solidarité avec l'Afrique du Sud », a vu la participation de Bobbie Marie, dirigeant national du syndicat des travailleurs de la métallurgie, affilié au Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). D'autres ateliers travaillaient sur la bureaucratisation de l'Alliance du travail libre-Congrès des organisations de l'industrie (AFL-CIO).

L'atelier chargé de mettre sur pied des conventions internationales a rassemblé des dirigeants de tendances opposées de plusieurs syndicats, dont Jerry Tucker de la nouvelle direction du Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile (UAW). Les travaux de cet atelier ont été dirigés par Susan Jennik, membre de l'Association pour la démocratie syndicale, un organisme spécialisé dans l'assistance juridique et les conseils aux groupes d'opposition au sein des centrales bureaucratiques.

Les 56 forums ont pratiquement tous vu une forte participation. Un cheminot a dit que les rencontres de travailleurs dans sa branche, révélaient un regain d'intérêt

\*L'auteur est membre de Solidarity et est un partisan de longue date de la Quatrième internationale. Nous publions ici une version abrégée d'un article paru initialement dans *Bulletin in defense of marxism*, en juin 1993.

1) *Labor Notes* est un mensuel de formation des militants syndicaux, qui prône la démocratie ouvrière dans les syndicats et qui ouvre largement ses colonnes aux tendances opposées démocratiques.



pour le syndicalisme, dû aux attaques brutales de la part des compagnies et du gouvernement, y compris du Congrès des Etats-Unis, en matière d'emploi et les conditions de travail dans les chemins de fer. Le niveau de conscience des cheminots, en particulier ceux qui se considèrent comme partisans des syndicats, serait en train de changer. Si les travailleurs affichent en général des illusions et des espoirs dans le parti démocrate et sur ce que l'administration Clinton peut faire pour eux, a-t-il dit, les licenciements et la recrudescence des accidents ont provoqué du ressentiment et suscité la détermination à faire grève pour riposter.

Cela a déjà amené quelques changements dans la direction élue du syndicat (certains bureaucrates inamovibles ont été limogés et il y a au moins des têtes nouvelles), et les conditions semblent être mûres pour une résurgence syndicale.

Plus de 33 rencontres syndicales et par branches industrielles se sont tenues : travailleurs de l'automobile, des transports aériens, du bâtiment, de la santé, des transports publics, des services postaux, etc., formateurs et responsables syndicaux, avocats des syndicats, fractions syndicales, associations communautaires pour la reconversion industrielle, solidarité avec Haïti et autres secteurs du mouvement social.

Une fraction "personnes de couleur" s'est tenue, autour de Ron Daniels, de la Campagne pour un nouveau lendemain, et de Matt McCarten, le dirigeant d'une formation néo-zélandaise appelée Nouveau parti travailliste. Auparavant, une telle fraction n'aurait guère attiré l'attention, les syndicalistes progressistes présents étant plutôt préoccupés par la lutte de tendances. Cette année, elle a connu un véritable succès et a suscité des débats dans les autres ateliers. Certains y ont vu un approfondissement de la conscience et de la compréhension politiques des cadres intermédiaires des syndicats, y compris des absents à la conférence.

### Diversité et internationalisme

Juan Gonzalez, le dirigeant de l'Association de la presse à New York et de la grève du *Daily News* de 1991, a évoqué lors d'un banquet, la nécessité de « réinventer l'organisation du travail ». Il a souligné l'évolution de la composition de la classe ouvrière aux Etats-Unis, qui est sans cesse renforcée par des immigrants venant du "Tiers-monde", surtout du Mexique, d'Amérique centrale et du Sud. L'impérialisme américain s'est approprié pendant un siècle les ressources naturelles de l'Amé-

rique latine, et en cette fin de siècle, les masses paupérisées de l'hémisphère sud viennent aux Etats-Unis dans l'espoir de réclamer une partie des richesses volées. Après avoir analysé les politiques anti-ouvrières des administrations Reagan et Bush, et leur conséquences aux Etats-Unis et ailleurs, Gonzalez a considéré comme peu probable que l'actuelle administration puisse s'en démarquer au point de faire cesser l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière.

La conclusion évidente était que les travailleurs des Etats-Unis ne pourront s'assurer une vie meilleure qu'en s'appuyant sur l'organisation de leur propre pouvoir économique et politique. Ceci n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd ! Les applaudissements, nombreux et soutenus, laissaient penser que c'était exactement ce que beaucoup étaient venus entendre.

### Du côté des "Teamsters"

Les intervenants de la commission « *Au sein du nouveau syndicat des Teamsters* » ont fait l'état des lieux au terme de la bataille ayant permis le renversement de la bureaucratie sclérosée de la confédération géante des "Teamsters" (syndicat des routiers et travailleurs des industries connexes) — qui compte plus de 1,5 million d'affiliés, dont des milliers travaillent en industrie et dans des entreprises liées au transport routier. Ils ont décrit le syndicat depuis l'élection, l'an dernier, de Ron Carey et la liste de 15 candidats réformateurs à la direction nationale.

Selon eux, le succès est tributaire des capacités de l'opposition à organiser, diriger, éduquer et mobiliser la base syndicale ; et cela requiert beaucoup de patience ! Un des participants a souligné l'importance des prises de décision démocratiques et la nécessité de petits groupes organisés — tels que la tendance Teamsters pour un syndicat démocratique (TDU).

Selon lui, l'une des décisions les plus importantes de la TDU a été le soutien de la candidature de Ron Carey à la présidence de l'IBT. Rétrospectivement, on s'accorde généralement à penser que Carey n'aurait pas été élu sans le soutien de la TDU. Mais d'un autre côté, où en serait aujourd'hui la TDU si elle n'avait pas soutenu Carey ? Aujourd'hui, l'alliance Carey/TDU contrôle la direction nationale et la vieille garde s'est retranchée dans les nombreuses instances locales de l'IBT. Ces bureaucrates ont déclaré la guerre à Carey et au syndicat international. Il faut maintenant mobiliser la base pour continuer la lutte anti-bureaucratique.

Un syndicaliste de longue date a ensuite voulu insister sur les points faibles de ces luttes : malgré les succès exceptionnels du mouvement de rénovation des Teamsters, les réformateurs ont attendu trop longtemps avant de prendre des mesures contre les couches intermédiaires de la "vieille garde" bureaucratique. Quand, au bout d'un an, les bureaucrates intermédiaires, de mèche avec le patronat, continuaient à diriger les syndicats locaux comme avant, brouillant les revendications, etc., certains militants ont commencé à penser que malgré la victoire de Carey, rien n'a vraiment changé. Il y a un risque de démoralisation, de démobilitation et de désorientation.

Si beaucoup d'énergie a été dépensée en vue de la victoire électorale, et si le crédit en revient principalement à la TDU, il y a eu un relâchement par la suite. Il fallait combattre l'illusion que remporter les élections suffisait, et la TDU doit aujourd'hui fournir une orientation capable de remobiliser toutes les forces qui ont contribué à gagner la première bataille de transformation du syndicat, de continuer à purger le syndicat des fossiles retranchés dans les échelons intermédiaires, qui pratiquent la corruption, se remplissent les poches, travaillent pour le patronat, et refusent de se battre pour les besoins et les intérêts des adhérents.

### Voir plus loin

A un niveau plus global, a-t-il ajouté, le besoin se fait sentir d'une direction qui ait une vision claire des modalités de transformation de la société. Le problème ne peut pas être résolu seulement au sein des "Teamsters", du syndicat des travailleurs de l'électricité, ou de tout autre syndicat. C'est un problème de système social. La bataille pour transformer le mouvement ouvrier doit être menée par des gens qui ont une conception radicale, une vision de l'avenir et de la meilleure façon d'organiser la société. Si on doit appeler ces gens des communistes, alors qu'il en soit ainsi. On ne peut pas avoir peur des rouges, a-t-il conclu, et espérer accomplir des changements fondamentaux.

Un autre atelier était consacré à un sujet indissociablement lié à toute stratégie gagnante pour transformer le mouvement ouvrier (et qui en serait une partie incontournable) : la "réforme du système de santé". Le débat a été, comme prévu apparemment, essentiellement animé par des militants associatifs. Deux questions ont été soulevées dans une première sous-commission : « *Le Congrès adoptera-t-il une loi officialisant une forme de compétition "dirigée" permettant aux assurances*

### "Teamsters" pour un syndicat démocratique

« La tendance "Teamsters" pour un syndicat démocratique (TDU), composée de militants du rang, de la Confrérie internationale des "teamsters" (IBT), est à un tournant de son histoire. » Telle était l'appréciation que portait Nick Davidson, militant de la TDU, dans le numéro de mars/avril de *Against the Current* (bimensuel soutenu par Solidarity). Le "tournant" a commencé avec la victoire de la liste de Ron Carey en 1991, lorsque plusieurs membres de la TDU ont été élus à des postes de la direction nationale du syndicat.

A beaucoup d'égards, la TDU incarne les développements positifs récents du mouvement syndical américain que nous avons soulignés. Pourtant, la TDU n'est pas née de la dernière pluie.

La TDU a été fondée en 1976. Sa charte de fondation affirme qu'elle « vise à rendre le syndicat des "teamsters" à ses adhérents. [Qu'elle ne prône] pas la scission (...) ou le syndicalisme à deux vitesses... ». Beaucoup de ses membres fondateurs portent les cicatrices des affrontements physiques contre les gangsters au service de la Bureaucratie de l'IBT. Ce syndicat était célèbre pour la corruption de ses principaux dirigeants, pour leur usage de l'intimidation pour faire taire les protestations de la base, la collaboration étroite avec le patronat et les "agents commerciaux" des sections syndicales...

Il faut signaler que beaucoup de ses membres fondateurs sont également liés aux combats des années 30 qui ont tant transformé le syndicat, en particulier avec le mouvement des "teamsters" de Minneapolis. Les grèves de 1934, à Minneapolis, dirigées avec succès par des trotskystes, avaient amorcé la mutation du syndicat de collection de petites branches locales et corporatiste qu'il était, en syndicat des routiers et des travailleurs des entrepôts de réparation.

Malgré l'adversité, la TDU s'est renforcée : au bout de 17 ans de lutte, elle a émergé comme une solide tendance de gauche, comptant plus de 10 000 membres, elle tient une conférence annuelle et élit un comité directeur qui est souverain entre deux conférences. Son mensuel, *Convoy Dispatch*, tire à approximativement 100 000 exemplaires.

Le plus important des débats qui animent cette tendance concerne la bataille entre la direction élue du syndicat et les restes de la vieille garde corrompue qui se sont retranchés dans les structures locales et intermédiaires. Il y a une tribune de discussion régulière dans *Convoy Dispatch* ; une récente contribution au débat appelait à la tenue d'un congrès extraordinaire de l'IBT avec des délégués démocratiquement élus (ce qui serait une première !) afin de déloger les bureaucrates.

Mener à bien cette tâche n'est qu'un des nombreux défis que devra relever la TDU. \*

privées de réaliser des profits exorbitants sur la santé ? Ou la volonté majoritaire d'un système de remboursement unique l'emportera-t-elle ? ». Dans cette commission, des militants pour la réforme du système de santé ont exposé leur programme d'action à court et à long terme, y compris en lançant un appel aux syndicats.

Le second "sous-atelier" était organisé par des syndicalistes, dirigé par des dirigeants de l'OCAW, un membre du Syndicat des fonctionnaires canadiens et des militants de l'Organisation pour le droit à la santé de la Virginie de l'Ouest (2). Pour gagner un large soutien et une influence politique sur le sujet, les syndicats doivent défendre le principe de système de santé gratuit et universel et diriger la lutte pour obtenir ces objectifs.

La séance de clôture a commencé par une intervention d'Elaine Bernard dont la seule présence expliquait déjà l'affluence inhabituelle. Elle est très populaire dans la fraction radicalisée du mouvement syndical, issue de la lutte contre la guerre du Vietnam et dont les animateurs sont devenus permanents syndicaux ou dirigeants locaux de leur fédération. Elle est lucide face à la bureaucratie syndicale et explique dans une langue imagée que le gang des dirigeants syndicaux actuels est formé de véritables « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste ». Elle explique que cette bureaucratie s'oppose de façon inflexible à

l'idée d'un parti des travailleurs aux Etats-Unis et soutient lâchement les démocrates, même lorsque le Parti démocrate défend et approfondit la politique économique anti-syndicale des grandes compagnies, parce qu'elle a fait sien le programme politique du patronat.

Elle qualifie ce dernier de « programme conservateur de trusts » conçu pour relancer les profits et paupériser la classe ouvrière. Une partie de ce plan consiste, d'après elle, à faire semblant de croire que le capitalisme aux Etats-Unis repose sur une société sans classes, où tout le monde fait partie de la "classe moyenne" à part les très riches, à peine mentionnés, et les très pauvres, qui ne comptent pas. Elle plaide en faveur d'une reconnaissance sincère de cette réalité politique, au moins de la part de ceux qui prétendent représenter les travailleurs et de ceux qui aspirent à les diriger.

Dans le système bipartiste actuel, les électeurs ouvriers n'ont pas le choix en matière de politique électorale, et cette "vérité" leur est constamment assénée par leur syndicat, leur patron et par toutes les officines gouvernementales et autres fonctionnaires. Ce dogme est défendu avec tant de verve que la plupart des électeurs y croient ; ils se rendent compte que le Parti républicain sert uniquement les riches, et ils ne font pas confiance aux démocrates parce qu'au Congrès, démocrates et répu-

blicains s'accordent toujours pour adopter des législations qui arrangent le patronat. Pourtant, au moment de voter, les électeurs qui refusent de se prononcer pour les républicains et qui n'aiment pas plus les démocrates, sont rappelés à l'ordre : « Si vous ne voulez pas que votre voix soit perdue, vous n'avez pas le choix. Alors choisissez le moindre mal et votez pour les démocrates. »

E. Bernard a incité son auditoire à rejoindre le mouvement pour un parti des travailleurs offrant à ces derniers le seul choix sensé qu'ils aient jamais eu dans l'urne. La logique de son argumentation était si transparente et son message si persuasif que ses auditeurs semblaient complètement gagnés à sa cause et ont répondu par une *standing ovation*.

### Pour un parti des travailleurs

L'intervenant suivant était Robert Wages, le président international d'un important syndicat de l'AFL-CIO, l'OCAW. Il a ouvert son discours de façon provocatrice, en affirmant qu'il était un bureaucrate syndical, ce qui n'a surpris personne. Puis il a assuré qu'il était différent des autres bureaucrates de l'AFL-CIO puisque son syndicat est le seul à se prononcer officiellement pour un parti des travailleurs basé sur une renaissance du mouvement syndical. Des sondages réalisés par des instituts indépendants confirmeraient ses dires. Les mêmes sondages montrent aussi que les membres de tous les autres syndicats, dans d'autres régions du pays sont massivement favorables à un parti des travailleurs.

Wages a affirmé qu'il avait été convaincu de la nécessité d'un parti des travailleurs pour l'avenir des syndicats en analysant la plateforme démocrate de 1992. Il s'est rendu compte que le mot "syndicat" n'y était pas mentionné une seule fois. Et d'expliquer, par contraste avec ce qui prévaut actuellement, ce qu'un parti des travailleurs signifierait en termes de bien-être et de protection pour les syndicats, et pour les besoins de la classe ouvrière.

Il envisage une renaissance du mouvement ouvrier contemporain similaire à ce que représentait le mouvement du CIO dans sa période de formation, dans les années 30, c'est-à-dire un mouvement social qui cherche à améliorer les conditions de vie de tous. Avant qu'il ne termine son discours, la salle était conquise. Une "ancienne combattante" du syndica-

2) Ici, "Virginie occidentale" est pratiquement synonyme de santé des mineurs

lisme a écrit que Wages était devenu son candidat pour les élections présidentielles de 1996 !

Une collecte a permis de rassembler 20 000 dollars. Cela milite en faveur des *Labor notes* et du mouvement syndical progressiste que ce magazine a créé et sur lequel il doit s'appuyer. Seul un mouvement pouvant subvenir à ses besoins et à ceux de ses publications, en s'appuyant sur la classe ouvrière, pourra se développer et finalement être capable de transformer la société. Tous les présents ont retenu quelque chose de cette conférence, et ont eu l'impression d'avoir été témoins des prémisses d'un nouveau départ du mouvement ouvrier des Etats-Unis.

Alors que l'équipe des *Labor notes* pliait bagages, un autre petit secteur du mouvement ouvrier organisé s'installait pour une convention de l'UAW sur les négociations salariales. Les participants venaient en bus spécialement affrétés des aéroports ou des locaux syndicaux de Detroit et de la "Maison de la solidarité", l'antre de la bureaucratie de l'UAW. Le contraste entre les sortants et les entrants était percutant : différence de génération et aussi différence de moral. Ceux qui étaient sur le point de s'en aller restaient en groupe, discutant encore de la signification de leur conférence et de ce qui y avait été accompli ; les autres venaient par routine.

Au-delà des différences superficielles, il y avait aussi des différences matérielles. Les participants à la conférence des Labor Notes avaient payé les frais de participation de leur poche, la plupart ont payé leurs frais de transport, même lorsqu'ils venaient de loin. Ils sont venus apprendre et contribuer à leur tour aux travaux de la conférence. Les délégués de l'UAW, eux, savaient que tout était décidé d'avance. Ils venaient faire de la figuration, parce qu'ils avaient été payés pour. Chaque délégué recevait une indemnité journalière, et ses dépenses étaient couvertes.

Il faut cependant signaler les dangers et les difficultés, les défis lancés à la gauche du mouvement ouvrier. Cette conférence n'a fait que jeter les bases pour les affronter, le succès dans la lutte pour une vie meilleure pour la classe ouvrière des Etats-Unis ne sera finalement assuré que par des changements massifs dans la conscience des masses. Lorsque des millions de travailleurs réaliseront un jour que c'est eux, et eux seuls, qui peuvent changer leurs conditions de vie, alors viendront des transformations sociales inédites et inimaginables. Les travaux préparatoires de cette conférence des Labor Notes, auront contribué à ce changement. ★

New York, juin 1993

### Enrayer le déclin syndical

Parce qu'un boycott international du trust sucrier Tate & Lyle a été organisé, la lutte ouvrière de Decatur dans l'Etat de l'Illinois, revêt une importance particulière. Elle utilise de nouvelles formes de luttes au moment où le mouvement syndical vit une crise. Les travailleurs de la société Staley de Decatur entravent la production plutôt que de faire grève dans des conditions de défaite probable. Ils combinent la grève du zèle avec des actions extérieures. Si elle réussit, cette stratégie montrera qu'une alternative aux grèves atomisées est possible. La section locale d'Allied Industrial Workers (AIW) de Decatur, a donc décidé d'enrayer le déclin du mouvement syndical. Le patron de la société Staley a attaqué le syndicat. Staley, une filiale du trust du sucre britannique Tate & Lyle, exige des concessions du syndicat, mais embauche aussi de nouveaux employés. La direction a recouru aux services d'un cabinet spécialisé dans la lutte anti-syndicale, puis elle a engagé un nouveau directeur des relations sociales, célèbre pour avoir congédié et remplacé 1 200 grévistes du papier à Jay, dans l'Etat du Maine.

Pourtant, les 763 syndicalistes savent qu'une grève militante ne suffirait pas. Au même moment, la branche locale du Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile (UAW) de Caterpillar subissait une cuisante défaite au terme d'une grève traditionnelle.

Le syndicat a fait entrer dans la danse ses propres alliés, deux personnalités originales du mouvement syndical et des forces militantes du monde entier. Le premier des deux "marginiaux" est Ray Rogers célèbre pour avoir conseillé des grévistes du Syndicat des travailleurs de l'alimentation et du commerce (UFCW) de la société Hormel à Austin dans l'Etat du Minnesota et pour avoir coordonné une attaque des syndicalistes contre l'image de marque de la compagnie ; le deuxième est Jerry Tucker, ancien dirigeant local de l'UAW et dirigeant de la tendance Nouvelles orientations. Tucker est passé maître dans les stratégies non-grévistes et prône des formes de lutte du type grève du zèle, où les travailleurs n'aident pas l'entreprise à rattraper ses quotas de production et où ils s'en tiennent, en revanche, à une stricte application des règlements.

Résultat : depuis que la société a adopté unilatéralement la dernière convention collective, la production a chuté de 32,4 %, selon le vice-président, Patrick Mohan qui a décidé de ne pas se représenter à la direction de la banque Magna, dans l'Illinois central : sa décision n'a "rien à voir" avec le boycott de la banque Magna, appelé par le syndicat et "il ne démissionnera pas avant la fin de son mandat le 30 juin". Le boycott continue pourtant. Robert Powers, le président de Staley, siégeait à la direction de la banque First America de Decatur, ceci jusqu'à ce que le syndicat ait étendu le boycott de cette banque régionale au Michigan, à l'Illinois et à l'Indiana. Les deux banques et la direction de Staley affirment à qui veut bien les entendre que les banques ne sont que les victimes innocentes d'une lutte syndicale sur laquelle elles n'exercent aucun contrôle.

La stratégie du syndicat reposait sur une argumentation différente. Les syndicalistes font du porte-à-porte, distribuent des tracts révélateurs de la pingrerie de Staley et de ses pratiques dangereuses pour l'environnement, l'économie locale et la santé physique des travailleurs. Des tracts ont été envoyés aux organisations régionales des syndicats et associations du mouvement social, appelant à un boycott des institutions financières qui ont des liens étroits avec Staley : « Ne déposez pas votre argent dans les banques qui oppriment la communauté ». Les organisations sont appelées à retirer leurs fonds de ces banques et à convier leurs membres et alliés à les suivre, tandis que des lettres d'informations sont envoyées aux directeurs des banques concernées. Le syndicat tente de convaincre ces derniers que le maintien des rapports avec Staley ne vaut pas les risques financiers encourus. Le 5 mai, lors d'une manifestation, il a organisé en marge une rencontre des actionnaires de Magna à Saint Louis. Il a exhorté la direction à couper ses liens, pour ne pas être responsable vis-à-vis des actionnaires.

Des manifestations avaient eu lieu le 27 janvier à la société-mère lors d'une réunion générale annuelle à Londres. Les travailleurs ont averti les actionnaires de l'impact négatif de leur lutte sur la valeur de leurs actions et sur les profits de la compagnie, supérieurs à 400 millions l'année passée. Plus de 35 syndicats en Europe, Australie et Canada ont apporté leur soutien aux travailleurs. Les AIW ont tenu un meeting à Saint Louis avec des représentants de chacun des syndicats des usines de la Tate & Lyle en Amérique du nord et Dave Watts, président local, attendait des représentants d'Angleterre ou Tate & Lyle tente d'imposer les mêmes réformes, et d'Australie aussi. Stephen Brown, PDG de Tate & Lyle, a démissionné le 1er mars. Le boycott des produits de la firme continue et concerne les marques de sucre Domino, Redpath et GW.

Les travailleurs de Caterpillar ont été impliqués très tôt dans la campagne du boycott de First of America, après que Rogers ait révélé que James Wogsland, président de Caterpillar, siégeait à la direction de la banque. Cependant, alors que la décision d'arrêter le boycott n'avait pas été prise, l'UAW ne semblait plus vouloir l'appliquer au-delà du niveau local, suite à la démission de Powers. La campagne de Caterpillar n'aurait que peu mobilisé. Des travailleurs se demandent pourquoi leur lutte ne connaît pas le même succès que celle de Staley et pourquoi ils ont appris l'existence des liens entre First America et leur patron par Rogers et AIW et non par leur section locale de l'AUW.

Il n'y a pas de solution miracle pour le mouvement syndical américain et l'issue de la lutte à Staley n'est pas encore tranchée. La détermination, l'innovation dans la stratégie, les compte-rendus réguliers, l'organisation de la solidarité ouvrière tant au niveau national qu'international sont des premiers pas nécessaires pour affronter le pouvoir des multi-nationales. La lutte à Staley, à l'inverse de Caterpillar, a montré qu'une lutte victorieuse ne peut être l'œuvre d'une bureaucratie ouvrière qui craint le pouvoir de ses adhérents, mais qu'elle sera issue de la détermination de la base, y compris des non-syndiqués à se battre pour leurs propres intérêts. ★

# Gouverner ou transformer ?

Julio Marenales est une figure historique du comité central du Mouvement de libération nationale Tupamaros (MLN). Notre camarade Ernesto Herrera s'est entretenu avec lui de ces thèmes qui sont à l'ordre du jour de la gauche uruguayenne et latino-américaine : les changements dans la situation internationale, la relation entre le gouvernement et le pouvoir, le débat sur le programme et les alliances, et la construction d'une avant-garde collective, radicale et subversive, dans une période où le "réalisme" positiviste fait de plus en plus d'adeptes.

Nous reproduisons ici de larges extraits de l'interview réalisée par la revue *Mas alla de lo posible*, publiée par le Parti socialiste des travailleurs, section uruguayenne de la Quatrième internationale.

**Ernesto HERRERA :** *Pour commencer, nous n'échapperons pas au nouveau contexte international. L'effondrement de ce qu'on a appelé à tort le "socialisme réel", la défaite sandiniste, l'isolement de Cuba et les incertitudes ouvertes par les Accords de paix au Salvador ont rendu la gauche latino-américaine orpheline en quelque sorte. Le capitalisme se targue d'avoir remporté une victoire historique sur le marxisme et lance une offensive idéologique sans précédent. Pour beaucoup de camarades, l'alternative anticapitaliste s'estompe et ils s'en remettent à un positivisme de gauche. Quelles sont les répercussions de ce contexte sur le MLN ?*

**Julio Marenales :** La situation est très difficile, compliquée. La révolution



russe et la révolution chinoise étaient d'authentiques révolutions. Elles avaient permis, au-delà des erreurs et des déviations, de grandes transformations, et avaient joué un rôle progressiste au plan international. D'une certaine façon, elles ont servi d'appui aux luttes de libération dans le Tiers-monde.

L'URSS, malgré toutes les critiques qu'on peut lui faire, a joué un rôle fondamental pour le maintien de la révolution cubaine. Avec la chute du camp socialiste, les luttes des mouvements révolutionnaires ont décliné. Le Nicaragua avait pu survivre et affronter la contre-révolution grâce à l'appui logistique et militaire des soviétiques. Tout cela disparu. Cette "arrière-garde stratégique" (avec toutes les critiques que l'on pourrait formuler) n'est plus. Et l'impérialisme a aujourd'hui les mains complètement libres, ce qui gêne considérablement le mouvement révolutionnaire. Nous n'avons jamais été extérieurs au contexte international, donc tout cela a des répercussions sur le MLN.

Nous ne pensons pas que la lutte révolutionnaire va s'affaiblir, mais on doit redéfinir ses formes. Comment aujourd'hui, rassembler des forces, des expériences, car face à cet effondrement, une quantité de gens ont, comme tu l'as dit à juste titre, cessé de croire à la possibilité de la révolution, et certains sont devenus socio-démocrates, pour dire les choses rapidement. D'autres, tout en restant persuadés de la nécessité de la révolution, se sont démoralisés et ne militent plus. Quant à nous, qui sommes toujours des militants révolutionnaires, et qui devons réfléchir à

la suite à donner à notre action, nous avons du mal à parler du socialisme, dans une situation où même le terme est déprécié et l'offensive conservatrice très grande. Cela ne signifie pas que nous mettions notre drapeau dans notre poche et qu'en certaines circonstances nous ne posions pas la question du socialisme. Mais, dans la pratique quotidienne, à l'inverse de ce qui se passait il y a vingt ans, — où on pouvait parler de socialisme sans problème —, il faut chercher les chemins qui permettent de conserver nos idéaux, et d'autre part, face au déferlement de la droite et aux moyens dont elle dispose, il faut aborder les choses plus simplement, accompagner les gens dans leur cheminement politique.

● **Lors d'une interview avec nous, il y a de cela quelques années, tu disais :** « Aujourd'hui comme hier, notre objectif tourne autour de la prise du pouvoir ». Il y a quelques semaines, tu as déclaré à l'hebdomadaire *Busqueda* qu'il était illusoire de parler du pouvoir si on ne détenait pas les mécanismes fondamentaux de l'économie et l'appareil armé de l'Etat. Tu donnais l'exemple de l'Unité populaire au Chili, pour expliquer qu'il ne faut pas confondre gouvernement et pouvoir réel. Or il est possible que le Frente amplio (FA) gagne les élections en

**1994. Quelles sont les questions que cette éventualité pose au MLN ? Une victoire frontiste peut-elle entraîner une modification radicale du rapport de forces qui permettrait réellement de disputer l'hégémonie sur la société, et donc le pouvoir ?**

C'est un vaste problème. L'éventuel accès du FA au gouvernement ne va pas beaucoup changer les choses. Il faut le dire clairement aux gens et en premier lieu à la base du FA. Les dirigeants du FA se trompent en ne disant pas que s'ils ont le gouvernement en 1994, les choses ne vont pas beaucoup changer. Ce qui peut arriver, mais cela dépend de ce que nous, les frontistes, ferons, c'est l'amorce d'un processus. Cela va déboucher sur une situation très compliquée. En d'autres termes, nous sommes conscients que si le Front accède au gouvernement, il ne va pas avoir le pouvoir réel ; en un mot, il faudra être au gouvernement dans le cadre d'un système ou nos ennemis de classe détiennent le pouvoir véritable.

Et je parle d'ennemis de classe car le MLN se définit par rapport à une classe. Ce n'est pas la même chose pour le FA, et c'est là que réside le premier problème, car le front est interclassiste. Or, les expériences faites par ces mouvements progressistes qui ont accédé au gouvernement sans chercher à aller plus loin se sont soldées par un échec, celle du Mouvement nationaliste révolutionnaire de Bolivie, celle de l'Action démocratique de Vénézuéla, ou de l'APRA de Haya de la Torre il y a plus de quarante ans. Ce qui s'est passé ? Ils se sont putréfiés, n'ont pas proposé d'objectifs ni de débouchés révolutionnaires aux processus politiques et sociaux. Tout ceci est présent dans nos mémoires.

Alors, quand nous parlons des institutions, il faut savoir dans quelle mesure le fait d'être au gouvernement nous rapproche du pouvoir réel. Personne, même pas nous, ne le sait. L'expérience de gouvernement à l'intérieur du système capitaliste n'a pas été positive pour la gauche révolutionnaire. Nous avons l'exemple d'un camarade à nous qui a assumé une fonction à l'Intendance (chargé de mairie, ndr) à la demande du Mouvement de participation populaire (MPP), et dont nous avons dû nous séparer (1). Comment doit agir un militant révolutionnaire dans le cadre du système ?

Nous ne saurions tenir un double discours, l'un lorsque nous accompagnons le mouvement, l'autre lorsque nous sommes au gouvernement, au nom d'un prétendu

réalisme politique. Mais nous devons en discuter d'avantage, parce que nous voulons peser et ne pas rester en marge des processus réels. Mais, jusqu'à présent, personne n'a trouvé de formule qui résolve le problème de la participation aux institutions.

● **Une discussion a commencé au sein du FA sur le programme et les alliances ; les courants réformistes semblent prêts à revoir à la baisse les principes anti-oligarchiques et anti-impérialiste du programme initial. Le programme doit s'appuyer sur des alliances larges, qui assurent des majorités parlementaires, sur un programme au profil bas pour éviter des affrontements avec la classe dominante et l'impérialisme. Il faut donc pactiser, et accepter l'idée d'un gouvernement de "centre-gauche". Cette idée est également partagée par des éléments du PT brésilien, du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua, du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) au Salvador. Ils disent que dans le contexte international actuel, il n'y a pas de place pour des gouvernements de gauche dotés de programmes radicaux. Existe-t-il une autre vision ?**

Je crois que oui. C'est un peu comme l'œuf et la poule. Si nous arrivons au gouvernement, pour pouvoir gouverner nous devons avoir un programme de coalition large, pour reprendre l'expression consacrée et il faut revoir le programme à la baisse. Mais, pour que les gens votent pour le FA, il faut que ce dernier se fasse le porte-parole des besoins du peuple. Les deux choses sont liées. Si le Front ne revoit pas son programme et garde celui de 1971, moins de gens vont voter pour lui et ses chances d'arriver au gouvernement se réduiront et c'est pourtant ce qu'il doit faire.

● **Même si cela compromet l'accès au gouvernement ?**

Ce qui nous intéresse n'est pas le gouvernement, mais la transformation du pays. Un gouvernement frontiste se heurtera à une hostilité terrible et il devra pouvoir compter sur des électeurs déterminés. Ce qui est important, c'est que le FA doit

consolider son avance et l'appui populaire pas à pas ; nous préférons qu'il garde son programme de 1971, qui incluait la réforme agraire — dont plus personne ne parle aujourd'hui — entre autres, et qui avait le soutien convaincu et organisé de la population. La résistance de la bourgeoisie sera terrible. Seul le soutien populaire peut sauver une gestion frontiste. Vouloir accéder au gouvernement à tout prix est une erreur contreproductive qui est susceptible de mener à des échecs ou des reculs qui peuvent durer des décennies. Un échec du FA porterait préjudice à tout le monde. C'est pourquoi nous sommes contre la révision à la baisse du programme qui permettrait d'arriver coûte que coûte à des accords. Il faut garder l'entièreté du programme.

● **Ces derniers temps, le problème de la dette s'est posé à nouveau. Des voix s'élèvent au sein du FA pour dire qu'on doit payer la dette car le pays dispose de réserves suffisantes, que cela n'entraverait pas les investissements sociaux et, aussi, que le non-paiement ou le moratoire auraient pour conséquence immédiate un embargo économique. Maintenez-vous la position traditionnelle de refus de payer ?**

Pour nous, la question de la dette est fondamentale, et nous devons peut-être revoir des positions adoptées il y a fort longtemps. Mais il y a une chose évidente : dans ce pays, si on continue à assurer le paiement des intérêts de la dette, de son service — parce qu'en réalité on ne paie pas la dette —, il n'y aura pas d'argent pour investir. Si une grande partie des richesses quitte le pays, nous n'en disposerons évidemment plus pour les investissements nécessaires au développement.

La dette pèse beaucoup. Aussi, nous sommes d'accord avec la proposition du MPP d'un moratoire de trois ans et ensuite nous verrons. Au mieux, après cela il faudra décréter un autre moratoire. A ceux qui pensent que, si nous déclarons un moratoire ou si nous ne payons pas, nous subirons les représailles de la banque mondiale, nous demandons : est-ce que le paiement ne va pas nous en attirer ? En d'autres termes, la détérioration de la situation sociale, additionnée aux effets de l'intégration dans le Mercosur, même s'il n'est pas encore en vigueur, vaut-elle mieux qu'un blocus ? Je parle de blocus éventuel, car il n'est pas sûr que celui-ci

1) Le MPP inclut, entre autres, le MLN. Le MPP fait, lui, partie du FA.

serait appliqué. L'Uruguay est un très petit pays, et sa dette représente une part infime de la dette internationale. Je crois que l'on surestime les conséquences d'un refus de payer.

● **Quelques dirigeants du FA ont émis l'idée que si le FA ne remportait pas les élections, il serait amené, en tant que seconde force du pays à participer à un cabinet ministériel. Qu'en penses-tu ?**

Nous pensons tout le contraire, à savoir que le FA pourrait très bien être dans l'opposition. Le problème est que dans le FA, de par son caractère interclassiste, une série de camarades n'ont pas de position anti-capitaliste, ne veulent pas en finir avec ce système et le remplacer par un autre. Ceux qui le veulent s'attèlent à construire une force pour changer ce système. D'autres, qui se disent progressistes, veulent améliorer l'ordre des choses.

C'est ainsi qu'on peut expliquer ces appréciations. Nous ne voyons pas pourquoi le FA devrait co-gouverner. Nous sommes totalement d'accord avec ce que disait le vieux Batlle y Ordonez sur le gouvernement du parti, c'est-à-dire qu'il faut être fidèle au programme. La majorité des montevidéens qui ont voté pour le Front ont voté pour son programme, ses propositions de gouvernement municipal. Il faut discuter de cela dans le FA car beaucoup de camarades pensent différemment.

● **Il y a trois ans que le FA assume la charge de la mairie de Montevideo. Vous disiez, dans un éditorial de Tupamaros, que la mairie ouvrait un nouveau front de lutte et la possibilité d'amorcer un processus d'auto-organisation des masses, que par les Centres communaux de quartiers (CCQ), vous parviendriez à être des "embryons de pouvoir populaire". Quel bilan tirez-vous aujourd'hui ?**

Que nous avons peu progressé. Justement, l'expérience que mènent les CCQ est loin d'être l'amorce d'un processus de participation populaire. Et c'est la faiblesse la plus grave du gouvernement municipal du FA. Quelques travaux ont été réalisés, quelques rues ont été rénovées, mais pour nous, l'essentiel est ailleurs : dans la transformation de la gestion municipale en une expérience de participation et de décision politique et cela n'a pas été réalisé. Mais nous y avons aussi une responsabilité ; les

militants du MPP comme les Tupamaros ne sont pas parvenus à ce que les CCQ deviennent des organes de participation et de prise de décision. C'est un fait objectif. Nous devons en discuter dans les rangs du Front, car beaucoup de gens voient la mairie comme une pourvoyeuse de services, ou une bonne gestionnaire.

● **Tu continues de penser qu'il vaut mieux parler de "vigilance légale" que de régime démocratique ?**

Nous parlons toujours de vigilance légale car pour nous la démocratie en tant que telle n'existe pas. On peut parler de démocratie libérale, de démocraties populaires, ou de "démocraties", comme les appelle Galeano. Mais, pour nous, la démocratie a trois dimensions : politique, sociale et économique. Il y a un niveau de libertés politiques qu'on ne peut mépriser.

Il y a une différence incontestable entre la dictature militaire et le régime actuel, mais, en soi la démocratie n'existe pas, pas même en termes politiques. Les moyens d'influence dont dispose le système sont énormes et lui confèrent et l'assurent de l'hégémonie politique et idéologique.

Dans ce domaine, tout le monde n'a pas les mêmes chances, il n'y a pas de démocratie. C'est un mensonge. Ceux qui veulent changer le système n'ont pas tous ces moyens, ils sont en position d'infériorité.

● **Mais, comment expliquer alors, que dans un tel régime la gauche puisse gouverner la capitale, gagner un référendum contre les privatisations, voire arriver au gouvernement ?**

La question fondamentale est la suivante : comment tout cela touche-t-il au pouvoir réel ? C'est le centre de la question. Est-ce que tout cela change quoi que ce soit au système ? Les riches sont-ils moins riches ? Les pauvres sont-ils moins pauvres ? Pas du tout. Bien que la gauche gagne des espaces institutionnels, elle ne propose pas de transformations radicales. Ceux qui détiennent le pouvoir ne sont pas menacés dans leurs privilèges, la domestication de la gauche est une soupape de sécurité, elle entretient la confusion. C'est la même chose au sein de la gauche où cette apparente liberté concédée par le système crée des illusions. Je suis sûr que le jour où ceux qui nous dirigent se sentiront menacés, il se passera la même chose qu'au Chili.

● **Cette vision qui se présente comme anti-institutionnelle, explique-t-elle pourquoi les Tupamaros ne présentent pas de candidats aux élections ? Vous maintenez cette décision ?**

Oui, peut-être. Mais nous allons en rediscuter. Nous ne pouvons pas nous dérober au fait que les institutions existent. Mais c'est une question que nous devons analyser en profondeur, pour savoir quels sont les pas que nous aurons à réaliser à l'avenir. Mais, je te le répète, nous allons traiter du sujet à la lumière de ce que sont nos objectifs ; en un mot analyser l'intervention dans les institutions dans le cadre de l'accumulation de forces. Nous ne sommes pas par principe opposés à cette démarche.

● **Le MLN tient actuellement sa VI<sup>ème</sup> conférence nationale. Dans quelques mois le MPP va tenir son 2<sup>ème</sup> congrès. Pourquoi celui-ci n'est-il pas à l'ordre du jour de la convention du MLN ?**

Nous avons déjà établi que le MPP doit être un organe des masses et que le travail de masse du MLN va être réalisé à partir du MPP. Nos camarades vont accomplir ces tâches dans des fronts distincts, de travailleurs, de femmes, dans les quartiers, à travers le MPP. Parce que nous avons la prétention d'être une organisation de cadres militants — bien que nous ne le soyons pas encore, c'est ce que nous visons — parce qu'il est clair que les masses n'adhèrent pas au MLN. L'adhésion au MLN est sélective. Et il faut des outils politiques qui permettent aux masses de faire leur expérience politique. Le MPP constitue un outil adéquat pour cela.

● **Tu as toujours défendu l'idée du caractère "mouvementiste" du MPP. Tu as eu des discussions avec nous sur le fait que les organisations de cadres étaient le MLN, et le Parti de la victoire du peuple (PVP), le Parti socialiste des travailleurs (PST), et non le MPP. Pourtant le MPP est d'avantage un front politique regroupant trois organisations et des camarades indépendants, qu'un organe de masses à proprement parler, cela dit, sans méconnaître l'influence de masse du MPP et**

## **son rôle dans les principales luttes populaires (2). Quel bilan en faites-vous ?**

Il n'a peut-être pas évolué vers un mouvement de masse mais il ne parvient pas non plus à regrouper les seuls militants. Le MPP renferme une contradiction. Nous le considérons comme une "place publique" où on rentre et on sort comme on veut. Pourtant, il y a des tâches politiques qu'il faut y assumer. Il faut une structure militante. Les trois organisations politiques qui le composent n'ont pas su la lui donner. Le local du MPP doit être ouvert tous les jours et il on doit proposer des choses à ceux qui se revendiquent du MPP. Il n'est pas contradictoire que le MPP soit ouvert aux gens et qu'y travaillent quotidiennement des militants avec une discipline sévère. C'est nécessaire, ce qui ne veut pas dire que ces militants noyautent le MPP et y soient complètement hégémoniques.

Mais il faut aussi prendre en compte que le MPP, avec sa définition de la libération nationale et du socialisme, est forcément sélectif. Nous parlons de mouvement de masses, mais tout le monde ne peut pas adhérer au MPP et il est une limite à l'entrée massive de gens. Mais on a besoin d'un tissu militant pour agir, et actuellement il y a peu de monde.

Ceci dit, je pense qu'au sein du MPP, au-delà des différences entre nous, sur les grandes questions, nous avons un cadre commun. Nous avons nos différences, c'est ce qui fait que nous ne sommes pas dans un parti unique.

● **Dans une interview récente, le camarade Zabalsa a dit que la dissolution des organisations qui forment le MPP serait négative, qu'il vaut mieux maintenir des courants politiques organisés. Pourquoi ne pas créer un seul parti ?**

Parce que logiquement, il y a des différences qui pourront ou non se résorber avec le temps. La structure actuelle confère plus de richesse au MPP, il y a des nuances. Le contraire appauvrirait la vie politique du MPP. De plus, il n'est pas encore évident que nous ayons une stratégie commune, avec le temps cela viendra. Nous avons une plate-forme établie depuis la naissance du MLN, qui préconise toutes les méthodes de lutte, y compris les moyens militaires, si les circonstances historiques l'exigent. Nous ne savons pas si tous les camarades, y compris les indépendants, sont d'accord avec cette plate-

forme. Sur d'autres questions, il y a des accords, sur la lutte pour le changement du système social. Aucun membre du MPP n'est en désaccord avec cette conception. Tous les camarades sont anti-capitalistes.

● **Y a-t-il des problèmes d'hégémonie dans le MPP ? Parce que personne ne peut nier le poids du MLN, même sur le plan électoral.**

Nous luttons, nous faisons un effort pour ne pas être hégémoniques, parce que cela nous appauvrirait. Nous sommes intéressés par les autres points de vue, car nous sommes conscients que dans un processus révolutionnaire, il n'y aura pas



hégémonie d'un seul point de vue. Nous ne savons comment l'appeler, synthèse, amalgame ou avant-garde collective ; mais nous sommes absolument convaincus que le processus révolutionnaire a besoin du maximum de visions possibles.

Notre pluralisme ne respecte pas ceux qui refusent le changement. Les ennemis de la révolution prolifèrent, et ceux-là, nous ne pourrions pas les régénérer. Est-ce que nous leur laisserons une porte de sortie, je ne sais pas...

● **Est-ce que le MLN a une position par rapport au régime de parti unique ?**

Nous pensons que c'est avec différentes options que le processus révolutionnaire s'enrichit, et de plus, nous devons

tirer les leçons de l'expérience du camp socialiste ; et si cette expérience nous a appris quelque chose, c'est bien que l'hégémonie ou le contrôle total par une seule force politique ne permet pas d'avoir un regard large qui permet de déterminer le moment propice pour changer de cap.

D'autre part le développement scientifique l'a montré : quand on érige des vérités absolues, elles stérilisent le progrès des idées. Pour nous, cette richesse est essentielle ; c'est pour cela que nous affirmons que nous ne voulons pas de l'hégémonie, les points de vue différents nous intéressent, dès lors qu'ils se placent du point de vue de la révolution.

● **J'ai lu un article de toi sur les différents niveaux d'alliances qu'il y avait pour le MLN ; tu y disais que le MLN lui-même était un espace spécifique d'alliances. Comment est-ce que cela s'accorde d'un système fondé sur le centralisme démocratique ?**

Nous avons parlé d'alliance parce que dans le MLN, il y a des nuances, mais l'essentiel est que nous sommes tous d'accord. Par exemple, aucun Tupamaro ne peut nous concevoir autrement que subversifs. Tous les Tupamaros se reconnaissent dans nos positions stratégiques : défensive stratégique et offensive tactique. En d'autres termes, nous avons une intense activité politique au plan tactique, tout en étant sur au niveau stratégique car le rapport de forces nous est défavorable. Ce n'est pas le cas au niveau tactique, car on peut arracher des victoires partielles, comme le référendum ou d'autres luttes, de celles que nous vivons tous les jours.

Mais il peut y avoir des camarades qui ont des positions divergentes à ce sujet. Cela apparaîtra lors de la Convention, car il y a des camarades très critiques sur le FA ou qui ne voient pas très clair dans le MPP, mais à cause du centralisme démocratique, ils doivent respecter la majorité. Et pendant cette convention, il est très clair que nous serons très fermes : les minorités se soumettent à la majorité. Ce qui ne veut pas dire qu'elles perdent le droit de défendre leurs positions dans toutes les instances. ★

Montevideo, 3 mai 1993

2) Le PVP et le PSP sont les deux autres organisations qui, avec le MLN, constituent le MPP.

**La démocratie syndicale attaquée**

Le 5 juin dernier, les travailleurs de l'usine de Cuautitlan (située à 36 kilomètres de Mexico) de la multinationale Ford Motor Company ont vu leur section syndicale et la démocratie interne attaquées à nouveau par la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM). Le principal dirigeant de la CTM, Fidel Velasquez, a présidé une assemblée fantôme dans le dessein de destituer le Comité exécutif de section, légitime, et de reprendre le contrôle de la combative section du Syndicat national de travailleurs de Ford.

Début 90, une première lutte avait été féroce réprimée par les gangsters de la CTM, qui avaient assassiné un des ouvriers et imposé par la force un comité de section non représentatif. Deux ans plus tard, une intense mobilisation ouvrière a imposé la destitution du comité et le début d'une démocratisation de la section syndicale.

Cette victoire a contrarié les intentions du patronat et de la bureaucratie syndicale qui voulaient faire passer des plans de flexibilité et d'austérité. Les bureaucrates syndicaux et l'entreprise ont augmenté les pressions contre les travailleurs. Récemment, la productivité a augmenté, entraînant une hausse de 12 % de la production journalière, sans compensation pour les travailleurs. Et le nombre de licenciements et de sanctions à l'encontre des syndicalistes les plus combatifs n'a cessé de croître. En outre, on prévoit une compression de personnel qui aurait pour effet le licenciement des 1 000 travailleurs qui avaient refusé en 1990 d'accorder à la CTM la propriété de leur contrat de travail.

Les travailleurs de la Ford Cuautitlan demandent aujourd'hui la solidarité avec leur lutte. Des lettres de protestation peuvent être envoyées à la présidence : Carlos Salinas de Gortari, Los Pinos, Mexico, DF ; au secrétaire au Travail et à la prévoyance sociale : Arsenio Faxell Cubillas, Periférico Sur 4271, Col; Fuentes del Pedregal, Delegacion Tlapan, DF; et à Ford Motor Company, Paseo de la Reforma 333, Col. Cuauhtémoc, Mexico, DF. ■

**BOSNIE****Convoi ouvrier**

En Grande-Bretagne, la campagne "Workers Aid for Bosnia" (Aide ouvrière



pour la Bosnie) vient d'être lancée. A l'initiative de la Campagne contre le fascisme en Europe (CAFE), Workers Aid cherche à attirer, à travers l'Europe, un soutien concret pour son convoi d'aide humanitaire, transportant des médicaments et des produits de première nécessité, qui partira le 7 août d'Ecosse, traversera la Manche pour continuer vers la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, et ralliera les villes minières de la région de Tuzla. Son but, à chaque étape européenne, est d'en appeler à la solidarité des travailleurs et de collecter des fonds. WAFB lance un appel à la solidarité : « *Entre l'expansionnisme des Serbes d'un côté et celui des Croates de l'autre, la Bosnie multi-ethnique court le risque de disparaître de l'Europe. On dirait que l'ONU elle-même le souhaite. Nous ne pouvons l'accepter !*

*L'ONU et la CEE, loin d'aider les citoyens de la Bosnie, sont complices de ces massacres. L'ONU a imposé un embargo militaire qui ne fonctionne que contre la Bosnie, les Croates y échappant pendant que les troupes serbes déjà trop bien armées s'en moquent. Quant à la CEE, elle ferme la porte de la "Forteresse Europe" aux demandeurs d'asile fuyant cette guerre affreuse.*

*Pendant la grève des mineurs de Grande-Bretagne en 1984-85, les mineurs bosniaques, malgré leur dénuement, ont collecté des fonds pour soutenir les mineurs anglais en grève. Aujourd'hui ces mêmes mineurs doivent faire face à la torture, aux bombardements incessants, à toutes les horreurs de la "purification ethnique", et à la famine puisque l'aide n'arrive plus depuis trois mois.*

*Le mouvement ouvrier européen doit réagir et s'engager ! Nous appellons les mineurs et tous les travailleurs européens à soutenir ce convoi, à organiser des collectes sur vos lieux de travail, à rejoindre le convoi ! »*

Contactez "Workers Aid for Bosnia" + 44 81 694 9799 et adressez vos dons à "WAFB", PO Box 30, London SE 15. ■

**L'"aveu"**

Depuis 1976, l'Indonésie n'en finit pas d'annexer le Timor et y mène une politique d'extermination dans un territoire interdit à tout visiteur étranger, sans pour autant parvenir à soumettre sa population, ni à venir à bout de la résistance armée alors que le tiers de la population a été décimé par la répression.

Arrêté le 20 novembre 1992, Xanana Gusmão, chef du Conseil national de la résistance maubère (CNRM), a été "retourné" par ses geoliers, dans le seul but de discréditer la résistance, en faisant courir le bruit de défections massives. Son remplaçant sera arrêté le jour de l'arrivée à Dili du secrétaire général des Nations Unies. Selon le gouvernement de Djakarta, il aurait été "spontanément dénoncé par des villageois".

Le procès de Xanana Gusmão qui s'est clos par le verdict de la réclusion à perpétuité, s'est déroulé au mépris du droit indonésien, et des engagements pris à Djakarta : des observateurs étrangers, dont la Commission internationale des juristes, et Amnesty international, n'ont pu y assister. Xanana Gusmão a été empêché de lire sa défense, qu'il a néanmoins pu faire parvenir à l'extérieur et dans laquelle il renie son retournement arraché par la force. Beaucoup de témoins à charge étaient des Timorais condamnés auparavant par les autorités de Djakarta. Le jour du verdict, Xanana Gusmão a annoncé qu'il entamait une grève de la faim.

Depuis 1976, la "Communauté internationale", pourtant prompt à réagir lors de l'annexion du Koweït, est restée quasiment muette face au génocide du peuple de Timor et maintient ses relations avec l'Indonésie. L'Australie a même reconnu l'intégration de Timor que l'ONU refuse de ratifier. Les intérêts d'une vingtaine de compagnies pétrolières qui ont passé des contrats avec l'Indonésie et l'Australie dans l'exploitation du pétrole dans la mer de Timor, ceux des industries d'armements des pays impérialistes qui continuent de vendre du matériel à Djakarta, l'ont emporté.

Et pourtant l'Intifada maubère continue ! Des réseaux de solidarité se sont mis en place et des grèves de la faim ont commencé en Indonésie, en Angleterre, au Portugal et au Canada. ■

